

Afdeling 4. — Levensbeschouwelijke grondslag

Art. 20. Levensbeschouwelijke grondslag

De gearticuleerde pluraliteit is de levensbeschouwelijke grondslag voor de opdracht en het aanbod van het centrum. Ze geldt zowel voor de individuele personen als voor de inrichting als dusdanig.

Gearticuleerde pluraliteit betekent dat elk personeelslid het recht heeft te uiten wat het als persoon binnen de opdracht van het centrum en binnen zijn functie kan rechtvaardigen. Daarbij moeten de overtuigingen van anderen gerespecteerd worden en moeten het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de Rechten van het Kind van 20 november 1989, het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006, de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van de Verenigde Naties van 10 december 1948, het Europees Verdrag over de Bescherming van de Mensenrechten en de Fundamentele Vrijheden van 4 november 1950 en de Grondwet in acht worden genomen.

Bij de concretisering van de opdracht en het aanbod van het centrum worden een zo groot mogelijke wetenschappelijke rigueur en objectiviteit aan de dag gelegd.

HOOFDSTUK 3. — *Onroerende Goederen*

Art. 21. Inventaris van de onroerende goederen

De raad van bestuur stelt een inventaris van alle onroerende goederen van het centrum op waarin hij de afkomst en de bestemming ervan vermeldt. Hij bezorgt die inventaris aan de Regering.

De Regering bepaalt de nadere regels voor het opstellen van die inventaris.

De inventaris wordt permanent geactualiseerd door de raad van bestuur. Elke wijziging of aanpassing wordt jaarlijks, samen met het begrotingsvoorstel, meegegeed aan de regeringscommissaris, die deze documenten verzendt aan de Regering.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingstreding*

Art. 22. Inwerkingstreding

Dit bijzonder decreet treedt in werking op 1 september 2024 met uitzondering van artikel 4, dat in werking treedt op een tijdstip dat bij decreet betreffende het centrum wordt vastgelegd.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 22 april 2024.

O. PAASCH,

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS,

De Viceminister-President,

Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS,

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media

L. KLINKENBERG

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Zitting 2023-2024

Parlementaire stukken: 340 (2023-2024) Nr. 1 Ontwerp van bijzonder decreet

340 (2023-2024) Nr. 2 Verslag

340 (2023 - 2024) Nr. 3 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 22 april 2024 - Nr. 72 Bespreking en stemming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/007529]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et de deux zones d'activité économique mixte, en extension de la zone d'activité économique industrielle sise le long de la N5, ainsi que d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du développement territorial (CoDT), l'article D.II.50 ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu le plan de secteur de Philippeville-Couvin, adopté définitivement par arrêté royal du 24 avril 1980, et ses révisions ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 :

- décidant de réviser le plan de secteur de Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) ;

- adoptant le projet de plan visant à inscrire, sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes), une zone d'activité économique industrielle et deux zones d'activité économique mixte ainsi que les compensations planologiques y associées en vue de permettre l'extension de la zone d'activité économique sise à Mariembourg le long de la N5 ;

- décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et adoptant son projet de contenu ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 adoptant le contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de révision du plan de secteur adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 ;

Vu le rapport sur les incidences environnementales réalisé par le bureau "Pissart Architecture et Environnement" déposé auprès du Ministre de l'aménagement du territoire le 27 mai 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2022 adoptant, sur base des conclusions du rapport sur les incidences environnementales et en application de l'article D.II.49, § 3, du Code du développement territorial, le projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) relatif à l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et de deux zones d'activité économique mixte, en extension de la zone d'activité économique industrielle sise le long de la N5 à Mariembourg, ainsi que d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes) ;

Considérant que le projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon le 21 avril 2022 porte sur l'inscription au plan de secteur :

- d'une zone d'activité économique industrielle de 28,54 ha au sud de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur, en lieu et place d'une zone agricole et assortie d'une prescription supplémentaire réservant un espace à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer et précisant les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement (périmètre principal) ;

- d'une zone d'activité économique mixte de 9,81 ha entre le parc d'activités économiques et le bois dit "Petit Bois", en lieu et place d'une zone agricole de 8,62 ha et d'une zone d'activité économique industrielle de 1,19 ha et assortie d'une prescription supplémentaire y interdisant l'implantation des commerces de détail et des services à la population sauf s'ils sont auxiliaires à des activités admises dans la zone et précisant les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement (périmètre principal) ;

- d'une zone d'activité économique mixte de 1,49 ha, à l'est de la N5, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction, le long de la RN939 qui relie le centre de Mariembourg à l'échangeur de la N5 (périmètre secondaire) ;

- d'une zone agricole de 34,23 ha et d'une zone naturelle de 3,11 ha, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction sur le site dit "Terre du Roi" au titre de compensation planologique ;

Considérant que le projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin adopté le 21 avril 2022 a été soumis à enquête publique du 1^{er} septembre 2022 au 17 octobre 2022, conformément aux articles D.VIII.7 à 9, D.VIII.13 à 15 et D.VIII.17 à 20 du CoDT ;

Enquête publique - réponses aux réclamations

Considérant que pendant l'enquête publique, quatre courriers ou courriels de réclamation et/ou d'observation ont été transmis à l'administration communale de Couvin ; qu'il s'agit de trois courriers ou courriels provenant de particuliers et d'une pétition munie de quatorze signatures provenant d'une association ;

Considérant que les réclamations et/ou observations portent sur les points suivants :

- du point de vue du secteur agricole :

- la forte altération de la viabilité d'une exploitation agricole familiale par la perte d'environ 30 ha de terres agricoles constituant un quart de la surface totale de l'exploitation, compte tenu de que ces terrains sont :

- situées à environ 3 km (moins d'1 km à vol d'oiseau) de la ferme ;

- constituées de bonnes terres agricoles, en exposition sud et de bonne portance ;

- constituées de prairies en bon état du fait d'un entretien approprié depuis deux générations (fumures, semis, épandages, amendements) et dotées de clôtures en très bon état, refaites récemment (investissement à amortir) ;

- indispensable au maintien de l'activité d'élevage ;

- la perte d'une terre de bonne qualité, bien drainée et proche de l'exploitation d'un autre exploitant agricole ;

- la difficulté d'acquérir des terres de qualité à proximité des exploitations (rareté des terres à vendre et présence d'investisseurs non agricoles) ;

- l'attachement personnel aux terres agricoles familiales ;

- du point de vue de la biodiversité :

- la perte de l'espace agricole situé entre le bois et la zone d'activité économique existante qui sert de "tampon" et protège la faune du bois ;

- du point de vue des risques de nuisances pour les habitants de Mariembourg, un comité de riverains :

constate :

- que la ville de Mariembourg (environ 2100 habitants) est située sous les vents dominant de la zone d'activité économique industrielle déjà existante ;

- que ses habitants subissent déjà d'importantes nuisances olfactives (fumées de l'usine de fabrication de pellets) et sonores (karting des Fagnes, carrières, camions avec bips de recul, etc.) ;

- qu'une usine de fabrication de charbon de bois a d'ailleurs déjà dû cesser ses activités en raison des nuisances occasionnées par les odeurs et fumées qu'elle émettait ;

- qu'il avait reçu la promesse d'une vigilance spéciale concernant l'implantation de nouvelles entreprises ;

- que le rapport sur les incidences environnementales accorde beaucoup d'attention à la conservation de la nature et de la biodiversité mais qu'en ce qui concerne la population, il fait mention de :

- perturbation du microclimat par des bâtiments de grande hauteur ;

- participation à la formation de brouillard et de rejet de poussières dans l'atmosphère ;

- rejet de gaz à effet de serre, consommation énergétique ;

- rejet des eaux usées du zoning actuel à l'égout et pollution de l'Eau Blanche ;

- déviation des nouveaux égouttages directement vers la station d'épuration de Mariembourg qui est déjà saturée alors que dès que les précipitations sont importantes, tout est rejeté directement dans les rivières ;

- que l'extension de la zone d'activité économique industrielle est encore plus proche de la ville de Mariembourg ;

- déclare ne pas vouloir nuire à l'implantation de nouvelles entreprises, mais veut obtenir des garanties pour le respect de la qualité de l'air et de la vie des citoyens ;

- souhaite connaître les critères d'acceptation des futurs entreprises et les moyens qui seront mis en œuvre pour évaluer leurs impacts sonores, olfactifs et la présence d'émanations polluantes ;
- du point de vue de la concurrence avec un projet éolien : un propriétaire a déjà un contrat avec une société pour la réalisation d'un tel projet ;

Considérant qu'en ce qui concerne le secteur agricole, les exploitants et propriétaires s'opposent au projet de plan alors qu'en ce qui concerne les nuisances, les riverains souhaitent surtout que ne soient accueillies dans la future zone que des entreprises qui n'engendreraient pas de nuisances supplémentaires pour les habitants de Mariembourg ;

Considérant qu'il y est répondu de la manière suivante :

Le secteur agricole

Considérant que le projet de révision du plan de secteur prévoit en effet l'inscription de la majeure partie des nouvelles zones d'activité économique, soit 37,16 ha, aux dépens de la zone agricole ;

Considérant que cette superficie est légèrement inférieure à celle prévue par le projet de plan adopté le 16 juin 2016 qui était de 39,50 ha ; qu'il s'agit néanmoins de terres de meilleure qualité et que leur localisation impacte plus lourdement la principale exploitation agricole touchée ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'impact sur l'activité agricole, il ne convient pas de considérer chaque exploitation en particulier, mais la perte globale de terres agricoles ; qu'à cet égard il y a ensuite lieu de procéder à une balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la création d'emplois dans d'autres secteurs économiques par le développement du parc d'activités de Mariembourg ;

Considérant que la volonté du Gouvernement est bien de favoriser le développement de l'activité économique dans le sud de la sous-région économique de Philippeville, territoire de référence du projet de plan par la création de nouveaux espaces dédiés à cette fonction et qui permettront la création d'emplois diversifiés, que le besoin en la matière a bien été validé par le rapport sur les incidences environnementales et les instances consultatives ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a validé le principe de la localisation des nouvelles zones d'activité économique à proximité de la N5, compte tenu, notamment, du potentiel que représente sa mise progressive au gabarit autoroutier ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales n'a pas identifié d'alternative de localisation répondant mieux, ou de manière équivalente, à la localisation des nouvelles zones d'activité économique à l'ouest de la N5, en extension de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur à Mariembourg ;

Considérant que l'extension de la zone d'activité économique inscrite au plan de secteur en vigueur permettra de rentabiliser les équipements, de créer des synergies entre les entreprises existantes et futures ainsi que de rencontrer les besoins des entreprises qui projettent d'étendre leurs activités sur le site ;

Considérant qu'en ce qui concerne la configuration des zones, le rapport sur les incidences environnementales a mis en évidence que le projet de plan adopté le 16 juin 2016, qui prévoyait l'inscription d'une zone d'activité économique mixte au sud du " Petit Bois » dans le prolongement de l'extension de la zone d'activité économique industrielle, portait atteinte à des espèces protégées et à des habitats naturels ; qu'il a dès lors proposé, en alternative de délimitation, d'inscrire la nouvelle zone d'activité économique mixte entre le " Petit Bois » et la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur ;

Considérant qu'en son arrêté du 21 avril 2022, le Gouvernement s'est rallié à cette proposition ; qu'il est néanmoins conscient des répercussions du projet sur l'activité agricole et sur certaines exploitations ; qu'il estime cependant que la protection des espèces et habitats de grand intérêt est primordiale ; qu'il confirme donc la proposition du rapport sur les incidences environnementales qui recommande de protéger ces espèces et habitats et d'inscrire plutôt la nouvelle zone d'activité économique mixte aux dépens de terres agricoles certes productives mais pauvres en biodiversité ;

Considérant dès lors que le Gouvernement estime que, tant sur le plan socio-économique que territorial, la meilleure option consiste à renforcer le parc d'activités économiques existant à Mariembourg à l'ouest de la N5 en l'étendant vers le sud et l'ouest par l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et d'une zone d'activité économique mixte ;

Considérant par ailleurs qu'en ce qui concerne la compensation prévue par l'article D.II.45, § 3, du CoDT, le projet de plan prévoit une compensation planologique visant à l'inscription de 34,23 ha de zone agricole, au lieu-dit " Terre du Roi », aux dépens de la zone de dépendances d'extraction, à proximité immédiate du projet, à l'est de la N5 ; que dès lors la superficie totale de biens inscrits en zone agricole sur le territoire de Mariembourg ne diminuera que de 2,93 ha ;

Considérant que le bien, objet de la compensation planologique et inscrit par le projet de plan en zone agricole aux dépens de la zone de dépendances d'extraction, n'a jamais fait l'objet d'extraction et est actuellement presque exclusivement dévolu à la fonction agricole ;

Considérant que l'inscription de cette surface en zone agricole constitue néanmoins une véritable protection des activités agricoles qui s'y trouvent dans la mesure où la zone de dépendances d'extraction fait partie des zones d'activité économique ; qu'en particulier, outre l'extraction, peuvent être autorisés en zone de dépendances d'extraction encore non exploitée, le regroupement de déchets inertes ainsi que d'autres actes et travaux, pour une durée limitée et pour autant que ces actes et travaux ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du gisement ;

Considérant dès lors que l'inscription de ces 34,23 ha de zone agricole ne permettra plus de telles utilisations du sol et garantira la pérennité de la fonction agricole sur le site ;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en conséquence que l'ensemble du projet respecte l'équilibre entre les fonctions au plan de secteur ;

Considérant néanmoins qu'en ce qui concerne les exploitations agricoles impactées, afin d'éviter, de réduire ou de compenser les effets négatifs du projet, le rapport sur les incidences environnementales recommande les deux mesures suivantes :

- chercher, le plus rapidement possible, avec les exploitants touchés, des solutions permettant de limiter leur perte de superficie (échanges avec des agriculteurs en fin de carrière par exemple) ;
- mettre en place des mesures de phasage pour permettre aux agriculteurs touchés de poursuivre en partie l'exploitation des terrains au sein du périmètre ;

Considérant que l'accompagnement des agriculteurs concernés dans leurs démarches foncières et la mise en place d'un phasage adapté pourront effectivement réduire les impacts relevés sur les agriculteurs concernés ; que le Gouvernement soutient ces propositions ;

Considérant cependant que ces mesures ne relèvent pas de la révision du plan de secteur mais de sa mise en œuvre ultérieure ; que ces recommandations pourront dès lors être prises en compte dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques et les éventuelles expropriations qui y seront associées ;

La biodiversité

Considérant qu'une seule remarque a été émise en ce qui concerne la protection de la biodiversité ; qu'elle concerne plus particulièrement l'inscription de la zone d'activité économique mixte entre la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur et la zone forestière dite « Petit Bois » ; que le propriétaire de ce terrain, actuellement cultivée, estime que la zone agricole joue un rôle d'espace tampon protecteur pour la faune du « Petit Bois » ;

Considérant qu'une zone d'activité économique mixte bien aménagée est tout à fait compatible avec la présence d'un bois sur un bien qui la jouxte ; que le rapport sur les incidences environnementales relève que cette bande de terre agricole est actuellement pauvre en termes de biodiversité ; que le rapport sur les incidences environnementales ne relève d'ailleurs aucune objection à cette inscription du point de vue de la biodiversité ;

Considérant en outre que l'article D.II.28 du Code du développement territorial prévoit que les zones d'activité économique doivent comprendre en leur sein un périmètre ou dispositif d'isolement ; que le rapport sur les incidences environnementales estime que le long du « Petit Bois », un espace tampon végétalisé (cordon de fourrés ou végétation buissonneuse) de 4 à 6 mètres peut être considéré comme suffisant ; que cependant l'arrêté de projet prévoit que le périmètre ou dispositif d'isolement soit encore plus large puisqu'il impose qu'il soit d'« une largeur minimum de 8 mètres le long de la lisière forestière » ; que le Gouvernement confirme cette option ;

Considérant par ailleurs qu'il appartiendra à l'autorité qui délivrera les permis de statuer sur la configuration précise des périmètres et dispositifs d'isolement nécessaires ;

Les risques de nuisances pour les habitants de Mariembourg

Considérant que le Gouvernement prend acte des remarques de certains réclamants en ce qui concerne les nuisances, déjà existantes, liées à la zone d'activité économique industrielle en activité à l'ouest de la N5 pour les habitants de la ville de Mariembourg qui se situe juste à l'est, donc sous les vents dominants ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales, dans sa partie relative à la situation de fait, a étudié d'une manière globale la pollution découlant des activités présentes dans la zone d'activité économique existante au plan de secteur en vigueur, notamment en ce qui concerne le bruit ;

Considérant cependant que les nuisances existantes ne seront pas modifiées par l'extension projetée de la zone d'activité économique et que c'est l'impact des nouvelles zones d'activité économique, compte tenu de la situation existante, qu'il faut prendre en compte ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a fait un relevé détaillé des impacts potentiels de ces nouvelles zones, en particulier en ce qui concerne les émissions sonores, les rejets solides, liquides, gazeux, les eaux usées et de pluies, la consommation énergétique, etc. ;

Considérant qu'en ce qui concerne la proximité de l'extension de la zone d'activité économique industrielle, les zones d'habitat les plus proches sont localisées à l'est du périmètre principal, de l'autre côté de la N5 le long de la chaussée de Philippeville, à environ 250 mètres, c'est-à-dire à une distance similaire à celle du parc existant ; que le centre de Mariembourg est à un peu moins d'un kilomètre, soit un peu plus proche que la zone d'activité économique industrielle existante ; que cependant le rapport sur les incidences environnementales relève que la N5, qui est bordée d'une bande boisée de 30 à 55 mètres de large, constitue un obstacle physique, visuel et sonore entre le périmètre et ces zones d'habitat ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'impact des futures entreprises, le rapport sur les incidences environnementales fait remarquer qu'à ce stade, il n'est pas possible d'en estimer les émissions sonores, d'en quantifier les rejets solides, liquides ou gazeux ou d'en estimer la consommation énergétique étant donné que leurs caractéristiques ne sont pas connues ; que ceci relève de la procédure de reconnaissance prévue par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités et des demandes de permis liées à la mise en œuvre des nouvelles zones et des évaluations environnementales qui devront être faites dans ce cadre ; qu'ainsi les évaluations environnementales des permis devront, entre autres, déterminer quelles seront les pollutions et nuisances sonores et olfactives éventuelles liées à ces installations et les permis uniques ou d'environnement devront fixer en conséquence les normes d'exploitation de ces établissements (par exemple les rejets de flux gazeux, les heures d'activités, etc.).

Considérant enfin qu'en ce qui concerne les eaux usées, effectivement, l'Eau Blanche reçoit actuellement, sans aucun traitement préalable, les eaux usées et de ruissellement de la partie ouest du parc d'activités économiques de Mariembourg ;

Considérant qu'afin de mieux gérer les eaux de surface, l'INASEP prévoit d'introduire une demande de révision du PASH afin que l'ensemble du site soit repris en régime d'assainissement collectif ; qu'à cet effet, une station de relevage est prévue au centre du site, au niveau de la future voirie, et les eaux usées seront renvoyées vers la station d'épuration de Mariembourg ;

Considérant dès lors que les eaux usées et de ruissellement de l'extension de la zone d'activité économique de Mariembourg située à l'ouest de la N5 ne seront pas rejetées directement dans l'Eau blanche mais seront préalablement épurées ; que la station de relevage qui sera créée permettra de reprendre également les eaux usées de la partie ouest de la zone d'activité économique existante qui se déversent actuellement directement dans l'Eau Blanche ;

Considérant dès lors que du point de vue de l'épuration des eaux, les solutions prévues permettront non seulement d'épurer les eaux usées des nouvelles zones d'activité économique mais aussi d'améliorer la situation en ce qui concerne la zone d'activité économique existante ;

La concurrence avec un projet éolien

Considérant que la réalisation d'un projet éolien n'est pas incompatible avec l'inscription d'un bien en zone d'activité économique mixte ; qu'en effet, en son article D.II.28, le Code du développement territorial stipule que l'implantation d'éoliennes est autorisée en zone d'activité économique pour autant que le développement de la zone existante ne soit pas compromis par leur implantation ;

Avis après enquête

Considérant que le conseil communal de Couvin a émis un avis favorable sur le projet de plan en sa séance du 24 novembre 2022, que cet avis a été transmis le 28 novembre 2022, soit dans le délai requis compte tenu du fait que l'enquête publique s'est clôturée le 17 octobre 2022 ;

Considérant que les avis du pôle « Aménagement du territoire », du pôle « Environnement » et de la commission de gestion du Parc Naturel Viroin-Hermeton ont été sollicités respectivement le 6 décembre 2022 pour les Pôles et le 22 décembre 2022 pour la commission de gestion du Parc Naturel ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » a émis un avis le 27 janvier 2023 ; qu'il a été transmis le 30 janvier 2023, soit dans le délai requis ; que cet avis est favorable et est accompagné de remarques et recommandations relatives aux points suivants :

- les besoins socio-économiques ainsi que l'équilibre entre les objectifs économiques, de conservation de la nature et agricoles ;

- le secteur agricole ;

- les zones biologiques sensibles ;

- la mobilité ;

- la proximité avec le parc national de l'Entre-Sambre et Meuse ;

Considérant qu'en ce qui concerne les besoins socio-économiques ainsi que l'équilibre entre les objectifs économiques, de conservation de la nature et agricoles, le pôle « Aménagement du territoire » indique :

« Ce projet rencontre des besoins avérés en zones d'activité économique. Le Pôle salue l'évolution du projet qui s'inscrit davantage dans le prescrit de l'article 1^{er} § 1^{er} du CoDT en permettant un meilleur équilibre entre les objectifs économiques et ceux de la conservation de la nature. Il apprécie également que les compensations visent à inscrire majoritairement de la zone agricole » ;

Considérant que le projet adopté le 21 avril 2022 tient en effet compte des suggestions du rapport sur les incidences environnementales et vise à un équilibre entre les fonctions économiques, de conservation de la nature et agricoles ;

Considérant qu'en ce qui concerne le secteur agricole :

« Le Pôle constate que le projet impacte de manière significative un exploitant agricole qui a par ailleurs un repreneur. Il demande que des solutions soient trouvées afin de garantir la viabilité économique de son exploitation. De manière générale, le Pôle note que les mesures complémentaires au cadre légal que le demandeur pourrait prendre pour compenser les impacts sur l'agriculture ne font pas partie intégrante des dossiers de demande de révision de plan de secteur soumis à l'analyse du Pôle. En effet, la définition de ces mesures se fait après l'adoption du périmètre de reconnaissance économique. Cet état de fait ne facilite pas l'analyse du dossier dans son ensemble » ;

Considérant que la perte significative de terres par un agriculteur a aussi été soulevée lors de l'enquête publique ; que le Gouvernement soutient toutes les propositions permettant de compenser cet impact, dans le respect des législations en vigueur ;

Considérant qu'en ce qui concerne les zones biologiques sensibles : « Le Pôle regrette également que la proposition du rapport sur les incidences environnementales (RIE) d'inscrire en zone naturelle les zones les plus sensibles au niveau biologique à l'ouest de la nouvelle ZAEI n'ait pas été retenue » ;

Considérant que l'inscription d'une zone naturelle en dehors du périmètre de compensation requis n'a pas été retenue par le Gouvernement car il estime que l'exclusion des biens comprenant des espèces et habitats de grand intérêt du périmètre de la révision les préserve de l'urbanisation, telle qu'elle était prévue par l'arrêté du 16 juin 2016 ; qu'il considère de plus que la poursuite des activités agricoles qui prennent en partie place sur ce site ne doit pas être entravée ; que ce choix fait partie du juste équilibre entre les fonctions retenu par le Gouvernement ;

Considérant qu'en ce qui concerne la mobilité, le pôle « Aménagement du territoire » indique :

« Concernant la mobilité douce, le Pôle demande d'être attentif aux connexions modes doux entre le parc existant et ses extensions. Il estime important de prévoir des accès directs aménagés depuis le RAVeL vers ceux-ci (le RIE en recommande en au moins deux points : au niveau de la partie ZAEM et au pied du dispositif qui permettra la traversée de la N5, vers la ZAEI). La remise en service de la ligne de chemin de fer 156 devra être prise en compte dans la réflexion » ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a démontré que l'extension de la zone d'activité économique de Mariembourg pourrait être raccordée de manière efficace à la N5, qu'elle pourrait aussi être reliée au Ravel et que l'ancienne ligne de chemin de fer pourrait être remise en service afin de desservir la carrière de Franes située au sud-ouest du site ; qu'il a en outre énoncé des recommandations précises et pertinentes à ce sujet ; qu'en conséquence le Gouvernement a prévu que la zone d'activité économique industrielle soit assortie d'une prescription supplémentaire réservant un espace à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer ; qu'en ce qui concerne les accès et raccordements pour lesquels le rapport sur les incidences environnementales propose des recommandations plus précises, ils seront fixés dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités et de la délivrance des permis ;

Considérant qu'en ce qui concerne la proximité avec le parc national de l'Entre-Sambre et Meuse, le pôle « Aménagement du territoire » indique :

« Enfin, le Pôle suggère que l'avis du parc national de l'Entre-Sambre-et-Meuse soit demandé à tout le moins dans le cadre de la mise en œuvre du projet » ;

Considérant que l'Entre-Sambre-et-Meuse a effectivement été désigné par le Gouvernement comme parc national le 9 décembre 2022, que la recommandation du pôle « Aménagement du territoire » sera dès lors prise en compte dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités et lors de la délivrance des permis ;

Considérant que le pôle « Environnement » a transmis le 25 janvier 2023, un avis émis le même jour, soit dans le délai requis ; que cet avis est favorable en ce qui concerne l'inscription de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'activité économique mixte située à l'est de la N5, favorable conditionnel en ce qui concerne l'inscription de la zone d'activité économique mixte située à l'ouest de la N5, favorable en ce qui concerne l'inscription des compensations en zone agricole et en zone naturelle mais défavorable en ce qui concerne la délimitation de cette zone naturelle ; que cet avis est accompagné des remarques et recommandations relatives aux points suivants :

le périmètre de la révision, les besoins socio-économiques ainsi que l'équilibre entre les objectifs économiques et de conservation de la nature :

- l'inscription de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'activité économique mixte située à l'est de la N5 :

- l'inscription de la zone d'activité économique mixte située à l'ouest de la N5 et des impacts sur le secteur agricole et la gestion des eaux usées et de pluies :

- les autres impacts relatifs à l'inscription des zones d'activité économique :

- le périmètre de compensation :

- les liens avec des projets connexes, à savoir la mise à gabarit autoroutier de la N5, le prolongement du RAVeL (ligne 156) vers le centre et la gare de Mariembourg et, à plus long terme, une possible remise en service d'une ligne de chemin de fer pour desservir la carrière de Frasnès au sud-ouest et la mise en œuvre du projet :

Considérant qu'en ce qui concerne le périmètre de la révision, les besoins socio-économiques ainsi que l'équilibre entre les objectifs économiques et de conservation de la nature, le pôle « Environnement » indique :

« Le Pôle constate que le présent projet de révision de plan de secteur a évolué par rapport à l'avant-projet analysé par le RIE. Il suit globalement la variante 2 proposée par le RIE et appuyée par le Pôle dans son avis du 26/06/2019 sur la phase 2 du RIE (ENV.19.74.AV), à l'exception de l'inscription d'une nouvelle zone naturelle.

Le Pôle apprécie cette évolution qui permet de répondre aux besoins socio-économiques identifiés tout en épargnant les habitats naturels les plus intéressants relevés dans le RIE, et ainsi de réduire significativement les impacts du projet de révision sur le milieu biologique. Le projet est ainsi plus cohérent avec l'article 1^{er} § 1^{er} du CoDT en permettant un meilleur équilibre entre les objectifs économiques et ceux de la conservation de la nature.

Il regrette cependant que la proposition d'inscription d'une nouvelle zone naturelle à l'ouest de la ZAEI en extension sud de la ZAE existant n'ait pas été retenue, et se faisant que l'opportunité ait été manquée de faire correspondre la situation de fait à la situation de droit et d'éviter tout projet dans cette zone sensible. » ;

Considérant que le projet adopté le 21 avril 2022 tient en effet compte des suggestions du rapport sur les incidences environnementales et de l'avis du pôle « Environnement » et vise à un équilibre entre les fonctions économiques et de conservation de la nature ; que le Gouvernement estime qu'il s'agit d'un choix équilibré et qu'il faut le confirmer ;

Considérant que l'inscription d'une zone naturelle en dehors du périmètre de compensation requis n'a cependant pas été retenue par le Gouvernement car il estime que l'exclusion des biens comprenant des espèces et habitats de grand intérêt du périmètre de la révision les préserve de l'urbanisation, telle qu'elle était prévue par l'arrêté du 16 juin 2016 ; qu'il considère que l'équilibre doit se faire non seulement entre les fonctions économiques et de conservation de la nature mais aussi en tenant compte de la fonction agricole ; qu'il n'est dès lors pas souhaitable de supprimer des superficies supplémentaires de zone agricole sur ce site et d'entraver la poursuite des activités agricoles qui y prennent place ;

Considérant en outre qu'au sein de l'extension du parc d'activités de Mariembourg, un nouveau maillage écologique complet et cohérent sera créé (notamment le long du Ravel, dans les dispositifs d'isolement et là où des haies seront conservées ou créées) ;

Considérant en effet que le 22 mai 2015, le Bureau économique de la Province de Namur a signé avec la Région wallonne, représentée par son ministre de la Nature, une « Charte des parcs d'activités économiques "Nature admise" en province de Namur, dans le cadre du « Réseau Wallonie Nature » ; que cette charte a pour objectif d'améliorer le potentiel d'accueil de la vie sauvage partout où c'est possible et par chaque acteur de terrain dans le cadre de ses activités ;

Considérant qu'en signant cette charte, le Bureau économique de la Province de Namur s'est engagé, notamment, à concevoir et aménager les nouveaux parcs d'activités économiques de façon à favoriser la biodiversité, en particulier en favorisant les espèces indigènes, en se concertant préalablement avec le Département de la nature et de la forêt, en préservant les éléments naturels existants présentant un intérêt écologique et, en cas d'impact résiduel, en examinant les possibilités de récréation d'habitats naturels ;

Considérant qu'en ce qui concerne les parcs existants, tel le parc de Mariembourg, le Bureau économique de la Province de Namur s'est engagé à favoriser les espèces indigènes locales et à réaliser des aménagements en faveur de la faune et de la flore indigènes ; que ces espaces pourront spontanément être colonisés par les espèces de grand intérêt déjà présentes à proximité immédiate du site et qu'elles y seront protégées ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'inscription de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'activité économique mixte située à l'est de la N5, le pôle « Environnement » indique :

« Avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet d'inscription d'une :

zone d'activité économique industrielle en extension sud de la ZAE actuelle assortie de la prescription supplémentaire « *S90 » visant la réservation d'espace pour la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer et la fixation des périmètres/dispositifs tampon de minimum 10 m ;

zone d'activité économique mixte de l'autre côté de la N5 (périmètre secondaire) ; »

Considérant en effet que le rapport sur les incidences environnementales a démontré que ces inscriptions répondent à un besoin avéré d'espaces pour le développement de l'activité économique dans le sud de la sous-région de Philippeville ; qu'il a aussi démontré qu'il était utile de réserver un espace pour permettre la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer afin de promouvoir toute possibilité de transition vers des modes de transport durables ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'inscription de la zone d'activité économique mixte située à l'ouest de la N5 et de ses impacts sur le secteur agricole et la gestion des eaux usées et de pluies, le pôle « Environnement » indique :

« Avis favorable conditionnel sur l'opportunité environnementale du projet d'inscription d'une zone d'activité économique mixte en extension ouest de la ZAE actuelle assortie de la prescription supplémentaire « *S89 » visant l'interdiction de commerces de détails et services à la population sauf s'ils sont auxiliaires des activités admises dans la zone et la fixation des périmètres/dispositifs tampon de minimum 8 m le long de la lisière forestière et 5 m ailleurs.

Le Pôle constate que l'inscription de cette dernière ZAEM impacte encore davantage un exploitant agricole déjà impacté par l'inscription de la ZAEI au sud (perte supplémentaire de 10% de sa surface agricole utile pour un total de 25%). C'est pourquoi le Pôle estime que la mise en œuvre de cette zone doit être conditionnée à la garantie du maintien de la viabilité économique de l'exploitation agricole concernée, disposant d'un repreneur.

En ce qui concerne la gestion des eaux, le Pôle demande une attention particulière en raison des sols humides, des aléas d'inondation en aval, des problèmes existants de rejets dans l'Eau blanche et de la saturation de la station d'épuration de Mariembourg-Nismes. Tous ces éléments devront être pris en compte et gérés avant l'accueil de nouvelles entreprises sur la zone, en ce compris la gestion des eaux claires du PAE existant » ;

Considérant que la perte significative de terres par un agriculteur a aussi été soulevée lors de l'enquête publique et par le pôle « Aménagement du territoire » ;

Considérant cependant que le Gouvernement soutient l'inscription de l'alternative proposée par le rapport sur les incidences environnementales à l'est du « Petit Bois », malgré son corollaire, c'est-à-dire la perte de terres agricoles supplémentaire pour le principal agriculteur concerné, afin de préserver des espèces et habitats de grand intérêt situés dans le périmètre initial ; que ce choix fait partie de l'équilibre choisi entre les fonctions économiques, de protection de la nature et agricoles ;

Considérant que le Gouvernement soutient toutefois toutes les propositions du rapport sur les incidences environnementales qui pourraient permettre de compenser cet impact, dans le respect des législations en vigueur ;

Considérant qu'en ce qui concerne les eaux usées, les solutions prévues permettront non seulement d'épurer les eaux usées des nouvelles zones d'activité économique mais aussi d'améliorer la situation en ce qui concerne la zone d'activité économique existante ; qu'il conviendra effectivement de tenir compte des éléments cités par le pôle « Environnement » dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques et lors de la délivrance des permis ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'inscription des zones d'activité économique à l'ouest de la N5, le Pôle insiste en outre sur la prise en compte de l'ensemble des recommandations formulées par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales et des remarques formulées par lui-même ; qu'il appuie tout particulièrement les points suivants, tout en admettant qu'ils relèvent en tout ou en partie de la mise en œuvre ultérieure :

« Milieu biologique : porter une attention particulière à l'aménagement de l'interface avec la lisière du Petit Bois. Le Pôle appuie la proposition du RIE de lisière étagée avec cordon de fourrés ou végétation buissonneuse dont une partie pourrait être gérée par le DNF dans le cadre de sa gestion forestière ; aménager un dispositif de passage à faune approprié sous la rue Derrière la Brouffe vers l'Eau Blanche lors des travaux de mise à gabarit ou de mise en place des conduites d'écoulement des eaux excédentaires (connexion vers le fond de vallée de l'Eau Blanche, principalement pour les amphibiens) ; intégrer les principes de génie écologique pour la gestion des eaux pluviales et l'aménagement des zones tampon, prendre en compte les haies et alignements d'arbres existants dans l'aménagement du site et éviter leur destruction ; s'assurer que, pour les déblais conservés sur site (ex. talus), les terres les plus pauvres seront remises au-dessus afin de conserver une harmonie dans le paysage et la végétation existants ;

Agriculture : mettre en place des mesures de phasage pour permettre aux agriculteurs touchés de poursuivre en partie l'exploitation des terrains au sein du périmètre ;

Eau : supprimer tous les rejets directs d'eaux usées dans l'Eau Blanche ; mettre en place des aménagements spécifiques pour faire face au flux d'eaux de ruissellement existants et supplémentaires et ne pas aggraver les aléas d'inondation existants en aval ;

Paysage : prévoir des écrans paysagers suffisants et adéquats afin de minimiser l'impact paysager, principalement depuis le sud et l'est pour le parc existant et ses extensions, ainsi que depuis le nord pour l'extension ouest, afin de protéger les vues et réduire l'impact depuis le site classé, les habitations et le moulin du chemin de Senzeille ; porter attention à l'architecture et au type d'entreprises qui s'implanteront le long de la N5 ;

Mobilité : dans le cadre du scénario d'accessibilité x3 qui semble le plus pertinent, sécuriser la connexion entre la nouvelle voirie et la rue de Derrière la Brouffe en veillant à maintenir une distance suffisante avec le carrefour de la N5 ; prévoir des accès directs entre le RAVeL et le parc existant et ses extensions »

Considérant qu'il est utile de relever l'intérêt de l'ensemble de ces recommandations et suggestions ; que ces aspects, ont été particulièrement bien étudiés par le rapport sur les incidences environnementales pour vérifier la faisabilité du projet ; que cependant c'est au stade de la mise en œuvre que ces recommandations pourront être fixées et concrétisées ;

Considérant qu'en ce qui concerne le périmètre de compensation, le pôle « Environnement » indique qu'il émet :
« un avis favorable sur l'inscription d'une zone agricole et d'une zone naturelle en guise de compensation
un avis défavorable sur la délimitation de la zone naturelle.

Dans le même souci de prendre en considération la nature de manière intégrée, le Pôle regrette que l'AGW n'ait pas projeté d'étendre la zone naturelle aux parcelles cadastrales jouxtant directement l'ancienne fosse d'extraction ; ceci afin de constituer des bandes tampons, comme demandé par le Département de la nature et des forêts et appuyé par le RIE, de manière à préserver cette zone centrale des ruissellements ou des retombées de nitrates. »

Considérant que l'inscription du site dit « Terre du Roi » pour majeure partie en zone agricole et pour petite partie en zone naturelle, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction située à l'est de la N5 constitue la compensation planologique à l'inscription des zones d'activité économique industrielle et mixte en lieu et place de zones agricoles à l'ouest de la N5 ;

Considérant que la zone naturelle à inscrire se situe au droit d'une ancienne argilière qui prend la forme d'une dépression allongée peu profonde dont le fond, envahi de saules et d'aulnes, présente une série de mares temporaires et permanentes de taille variable, d'un grand intérêt biologique mais en voie d'atterrissement ;

Considérant que l'argilière est incluse dans le site Natura 2000 BE35028 « Bassin fagnard de l'Eau Blanche en aval de Mariembourg », principalement en unité de gestion temporaire 3 « forêt indigène à statut temporaire », tout en étant parsemée d'unités de gestion 1 « Milieux aquatiques » ;

Considérant que le long du ruisseau de la Brouffe, un fin cordon actuellement inscrit en zone agricole (0,11 ha) est repris en unité de gestion 7 « Forêts prioritaires alluviales » ; qu'il est donc particulièrement adéquat d'inscrire aussi le cordon alluvial qui borde l'argilière en zone naturelle ;

Considérant que le périmètre du site Natura 2000 est un peu plus étendu que le périmètre de l'argilière au sud et à l'ouest de celle-ci (environ 90 ares) ; que ces espaces sont repris en unité de gestion 11 « terres de culture et éléments anthropiques » ; que le rapport sur les incidences environnementales relève qu'il s'agit en effet de terres cultivées ; qu'il est dès lors jugé pertinent de les inscrire en zone agricole, conformément à la situation de fait et comme les terres cultivées qui l'environnent ; que cela permettra en outre de fixer les limites de la zone naturelle par rapport à des éléments aisément repérables, à savoir au nord-est l'Eau Blanche et pour le reste du périmètre la limite de la zone boisée correspondant à l'ancienne argilière telle que reprise sur la carte I.G.N. ;

Considérant que l'ensemble des biens inscrits au sein d'un site Natura 2000 bénéficient de la protection découlant de la législation sur la conservation de la nature ; quelle que soit leur affectation au plan de secteur ; que par ailleurs aucun projet de soustraction de cette unité de gestion à l'activité agricole n'est prévu ; qu'il est donc pertinent de l'inscrire en zone agricole ;

Considérant qu'en ce qui concerne les liens avec des projets connexes, à savoir la mise à gabarit autoroutier de la N5, le prolongement du RAVeL (ligne 156) vers le centre et la gare de Mariembourg et, à plus long terme, une possible remise en service d'une ligne de chemin de fer pour desservir la carrière de Frasnes au sud-ouest ainsi que la mise en œuvre du projet, le pôle « Environnement » indique :

« Le Pôle insiste sur ces éléments et demande leur prise en compte dans le cadre de la réalisation future de ces projets annexes, en particulier :

- prévoir suffisamment de place au niveau du RAVeL afin ne pas entraver la potentielle remise en fonction de la ligne de chemin de fer (vision à long-terme), tout en maintenant les éléments du maillage écologique présents ;

- prévoir un dimensionnement suffisant de l'ouvrage de franchissement de la N5, tenant compte de sa mise à gabarit autoroutier, pour permettre le passage des futurs RAVeL et ligne de chemin de fer ;

- assurer une perméabilité pour la mobilité douce et la faune (traversée du RAVeL et de la future ligne de chemin de fer, traversée de la N5). Pour rappel, la vallée de l'Eau Blanche, outre son intégration partielle au sein du réseau Natura 2000 (à l'ouest du périmètre de révision), fait partie des liaisons écologiques (pelouses calcaires et milieux associés) identifiées à l'échelle régionale par le CoDT.

Par ailleurs, différentes recommandations formulées dans le RIE sont relatives à la mise en œuvre du projet ; il conviendra aux demandeurs et autorités et administrations compétentes d'y être attentifs le moment venu.

En ce qui concerne la gestion des eaux, une modification du PASH ainsi qu'une mise à niveau de la station d'épuration de Mariembourg-Nismes sont nécessaires. Pour le Pôle, il s'agit d'un préalable à l'accueil d'entreprises sur le site »

Considérant que la faisabilité de la prise en compte de l'ensemble de ces éléments et des contraintes et potentialités qu'ils engendrent a été vérifiée par le rapport sur les incidences environnementales ; qu'il s'agit en effet de points importants permettant de promouvoir une mobilité durable, la préservation de la biodiversité et une gestion responsable des eaux ; que le Gouvernement soutient ces recommandations qui pourront être prises en compte dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités et dans le cadre de la délivrance des permis ;

Considérant enfin que tant le pôle « Aménagement du territoire » que le pôle « Environnement » soulignent la grande qualité du rapport sur les incidences environnementales réalisé par le bureau « Pissart Architecture et Environnement » ;

Considérant que la commission de gestion du Parc Naturel Viroin-Hermeton n'a pas communiqué d'avis ;

Justification des besoins en zone d'activité économique eu égard aux disponibilités existantes en zones d'activité économique et dans les sites à réaménager

Considérant que la commune de Couvin fait partie de l'arrondissement de Philippeville et que les communes de cet arrondissement constituent le territoire de référence de la demande ;

Considérant que ce territoire comprend trois parcs d'activités économiques gérés par le BEP, à savoir, celui de Chastrès à Walcourt, celui de Frasnes à Couvin et celui de Mariembourg à Couvin, pour une superficie totale d'environ 110 ha ;

Considérant que dans son dossier de demande, le BEP indiquait que les disponibilités cumulées dans ces trois parcs étaient de 2,55 ha en 2014 et qu'elles n'étaient plus que de 0,45 ha fin 2015 ;

Considérant que l'inventaire WalSpace mis à jour par l'administration indique qu'il n'existe plus aucune disponibilité au sein de ces trois parcs ;

Considérant que dans son dossier de demande, le BEP avait établi un inventaire de tous les terrains inscrits au plan de secteur en zone d'activité économique, avec leurs caractéristiques et leurs occupations ;

Considérant qu'au plan de secteur en vigueur, le BEP avait recensé 43 zones d'activité économique non gérées par lui-même ; qu'il indiquait que 35 d'entre elles sont de très petite taille (superficie moyenne de 1,9 ha) et que dès lors, même si certaines disponibilités y subsistent, il s'agit de petites parcelles dispersées et non gérables au titre de parc d'activités économiques ;

Considérant que le BEP relevait par ailleurs que la plupart des zones d'activité économique de plus de 10 ha étaient proches de la saturation et que celles qui ne l'étaient pas présentaient des contraintes importantes, tels que des difficultés d'accessibilité, la présence de sites Natura2000 ou l'inscription en zones inondables ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a repris cette analyse, l'a vérifiée et la confirmée ; que le Gouvernement a validé cette analyse du besoin aux termes de son arrêté du 21 avril 2022 ;

Considérant qu'au sein du territoire de référence, le rapport sur les incidences environnementales relève qu'il existe trois sites à réaménager de plus de 5 ha ;

Considérant que le premier se situe à Cerfontaine et est toujours en grande partie utilisé (aviation de tourisme, vols en hélicoptère, ULM, planeurs, parachutisme, etc.) ; qu'il n'existe actuellement aucune volonté de modifier son affectation ; que par ailleurs il est assez éloigné de la N5 alors que la proximité avec cet important axe routier a été reconnue par le rapport sur les incidences environnementales comme un critère majeur de localisation ;

Considérant que le deuxième se situe à Florennes et souffre de contraintes relatives à son cadre physique ; qu'il se trouve en outre à proximité d'un quartier d'habitat du nord de Florennes ; qu'il n'est pas non plus situé à proximité de la N5 ;

Considérant que le troisième correspond à une partie de la zone d'activité économique industrielle de Frasnes ; que cette zone est bien située le long de la N5 mais qu'elle est déjà gérée par le BEP et ne comprend plus de disponibilités ;

Conclusion

Considérant que sur la base des avis émis par le conseil communal de Couvin, par le pôle « Aménagement du territoire » et par le pôle « Environnement », et compte tenu des réclamations émises au cours de l'enquête publique et des réponses qui y sont apportées par le présent arrêté, il convient d'adopter définitivement la révision du plan de secteur du Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) portant sur l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle de 28,54 ha au sud de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur, en lieu et place d'une zone agricole et assortie d'une prescription supplémentaire réservant un espace à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer et précisant les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement ;

- d'une zone d'activité économique mixte de 9,81 ha entre le parc d'activités économiques et le bois dit « Petit Bois », en lieu et place d'une zone agricole de 8,62 ha et d'une zone d'activité économique industrielle de 1,19 ha et assortie d'une prescription supplémentaire y interdisant l'implantation des commerces de détail et des services à la population sauf s'ils sont auxiliaires à des activités admises dans la zone et précisant les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement ;

- d'une zone d'activité économique mixte de 1,49 ha, à l'est de la N5, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction, le long de la RN939 qui relie le centre de Mariembourg à l'échangeur de la N5 ;

- d'une zone agricole de 34,23 ha et d'une zone naturelle de 3,11 ha, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction sur le site dit « Terre du Roi » au titre de compensation planologique ;

- sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes), en extension de la zone d'activité économique industrielle de Mariembourg sise le long de la N5 et au titre de compensation planologique, conformément à la carte ci-annexée ;

Considérant que la déclaration environnementale prescrite par l'article D.VIII.36 du Code du développement territorial est annexée au présent arrêté ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) relatif à l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle ;

- de deux zones d'activité économique mixte ;

- d'une zone agricole ;

- d'une zone naturelle ;

- sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes) est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La zone d'activité économique mixte située à l'ouest de la N5 est assortie d'une prescription supplémentaire repérée sur le plan par le sigle « *S.89 » portant sur la spécialisation et la précision de l'affectation de la zone et rédigée comme suit :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée *S.89 sauf s'ils sont auxiliaires des activités admises dans la zone.

Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 8 mètres le long de la lisière forestière et de 5 mètres ailleurs. Il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique ».

Art. 3. La zone d'activité économique industrielle est assortie d'une prescription supplémentaire repérée sur le plan par le sigle « *S.90 » portant sur la précision de l'affectation de la zone et rédigée comme suit :

« Parallèlement au RAVeL, un espace est réservé à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer située au nord la zone repérée *S.90 et reliant la carrière de Frasnes à la ligne Charleroi – Couvin.

Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 10 mètres. Il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique. ».

Art. 4. Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE PHILIPPEVILLE - COUVIN

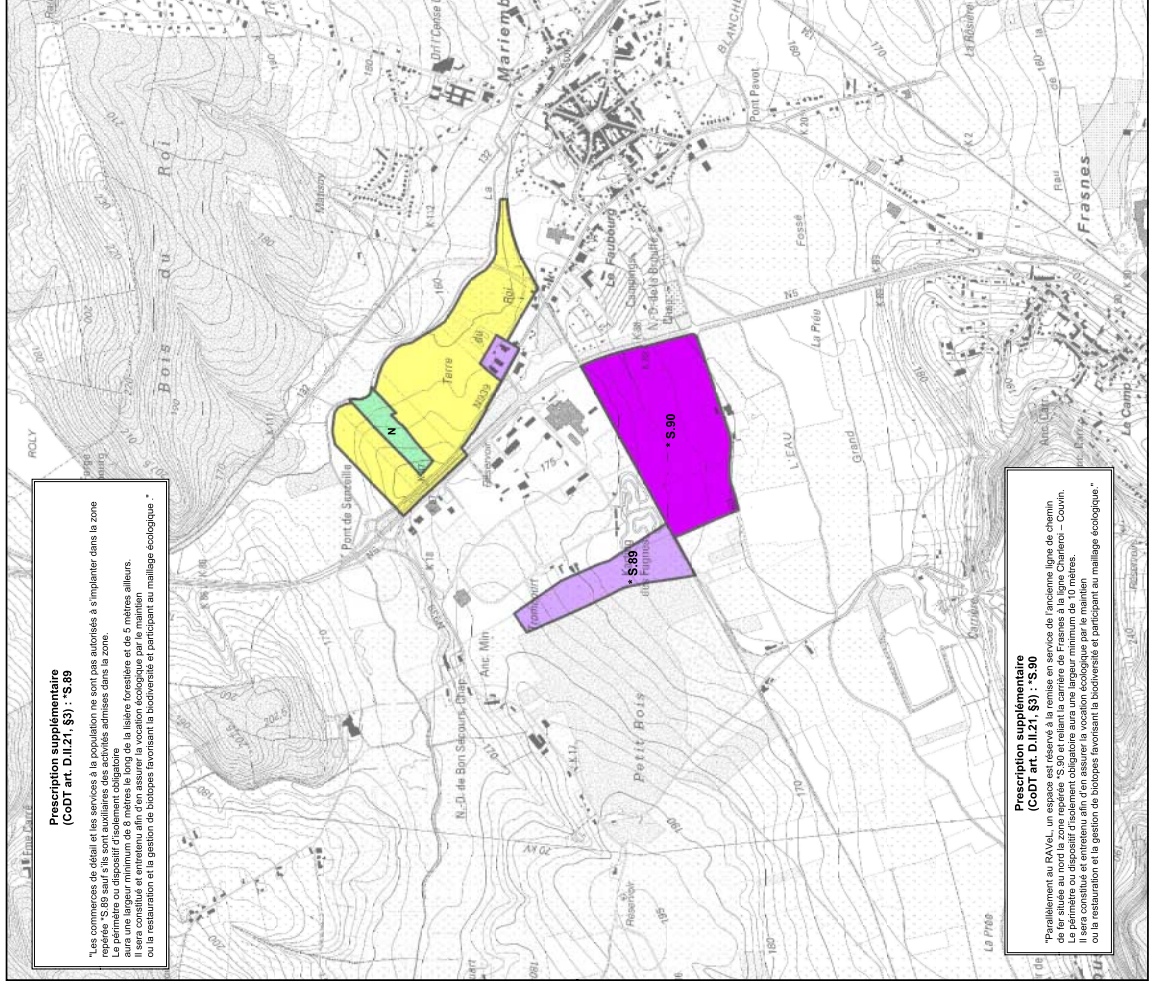
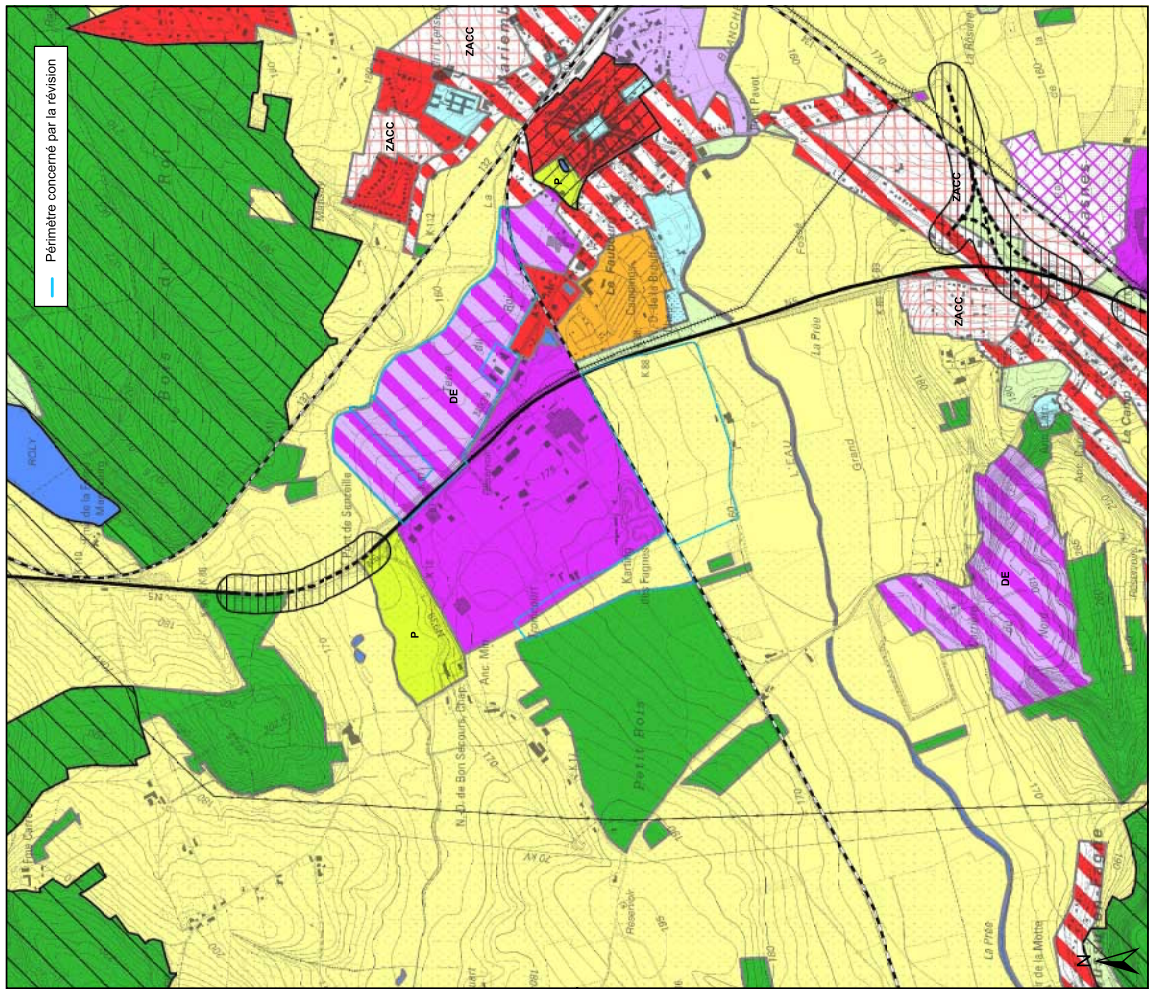
relative à l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle,
 de deux zones d'activité économique mixte, d'une zone agricole et d'une zone naturelle
 sur le territoire de la commune de COUVIN (Mariembourg et Frasnès)

Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre Président
 Le Ministre de l'Aménagement du territoire

Elio DI RUPO
 Willy BORSUS

PLAN DE SECTEUR

adapté sur base des dispositions du CoDT: ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



Prescription supplémentaire
 (CoDT art. D.11.21 §3) : "S.89
 "Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone
 repérée 'S.89' sauf s'ils sont auxiliaires des activités admises dans la zone.
 Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire
 sera une ligne ou une bande de terre au moins de 5 mètres de large
 ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique."

Prescription supplémentaire
 (CoDT art. D.11.21 §3) : "S.90
 "Préalablement au BAV, un dossier de demande de l'espèce ligne de champs
 de la zone au nord de la zone repérée 'S.90' et reliant la carrière de Frasnès à la ligne Chénée - Couvin.
 Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 10 mètres.
 Il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien
 de la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique."

La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000

Planches (GN : 57/4 SUD et 57/8 NORD

0 100 200 300 400 500 1.000 1.500 2.000 Mètres

Carte réalisée par SPW / TLPE / DATU / DDT (UCJ-VH-PB-RC) le 24/07/2023 D9000037/SREV13

Annexe : Déclaration environnementale

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur du Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et de deux zones d'activité économique mixte, en extension de la zone d'activité économique industrielle sise le long de la N5, ainsi que d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes)

Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article D.VIII.36 du Code du Développement territorial.

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur du Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) relatif à l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et de deux zones d'activité économique mixte, en extension de la zone d'activité économique industrielle sise le long de la N5, ainsi que d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes).

Elle est publiée au Moniteur belge et est accessible via le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme du « Service public de Wallonie Territoire Logement Patrimoine Energie ».

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, les réclamations et observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

La réponse aux réclamations et observations émises lors de l'enquête publique est apportée de manière détaillée dans l'arrêté du Gouvernement wallon qui adopte définitivement la révision du plan.

I. Objet de la révision du plan de secteur

La demande de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin a été introduite par le Bureau économique de la province de Namur (BEP) en mars 2016.

Elle vise l'extension de la zone d'activité économique de Mariembourg, située le long de la N5 et demande l'inscription, sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes), d'une zone d'activité économique industrielle et de deux zones d'activité économique mixte ainsi que des compensations planologiques requises.

L'objectif est de renforcer le sud de la sous-région économique de Philippeville en profitant du potentiel offert par la présence de l'axe important que constitue la N5.

En effet, la mise au gabarit autoroutier en cours de réalisation de la N5 permettra de relier Charleroi à Charleville-Mézières, et de situer favorablement le sud de l'Entre-Sambre et Meuse au sein de l'axe qui relie Bruxelles à Reims ce qui permettra aussi le développement de nouvelles activités économiques au sein d'une région qui est à la fois profondément rurale et détentrice d'un riche passé industriel.

Au cours de la procédure de révision du plan de secteur, compte tenu des avis et des conclusions du rapport sur les incidences environnementales, plusieurs modifications ont été apportées à la demande initiale.

L'arrêté adoptant définitivement le plan porte sur l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle de 28,54 ha au sud de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur, en lieu et place d'une zone agricole et assortie d'une prescription réservant un espace à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer et précisant les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement ;
- d'une zone d'activité économique mixte de 9,81 ha entre le parc d'activités économiques et le bois dit « Petit Bois », en lieu et place d'une zone agricole de 8,62 ha et d'une zone d'activité économique industrielle de 1,19 ha et assortie d'une prescription supplémentaire portant sur la précision de son affectation de manière à y interdire l'implantation des commerces de détail et des services à la population sauf s'ils sont auxiliaires à des activités admises dans la zone et précisant les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement ;
- d'une zone d'activité économique mixte de 1,49 ha, à l'est de la N5, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction, le long de la RN939 qui relie le centre de Mariembourg à l'échangeur de la N5 (périmètre secondaire) ;
- d'une zone agricole de 34,23 ha et d'une zone naturelle de 3,11 ha, en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction sur le site dit « Terre du Roi » au titre de compensation planologique ;

sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes), en extension de la zone d'activité économique industrielle de Mariembourg sise le long de la N5 et au titre de compensation planologique, conformément à la carte annexée à l'arrêté.

II. Chronologie de la procédure de révision du plan de secteur

Réunion d'information, avis du Conseil communal et dépôt de la demande

La demande a d'abord fait l'objet d'une information préalable du public, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre I^{er} du Code de l'environnement. La réunion d'information du public s'est tenue le 27 janvier 2016. Quatre personnes sont intervenues oralement et sept lettres de remarques ou d'observations ont été envoyées à la commune, dont une signée par 12 personnes.

Le Conseil communal de Couvin a émis un avis favorable le 26 novembre 2015.

Le 16 mars 2016, le Bureau économique de la province de Namur a adressé au Gouvernement wallon une demande de révision du plan de secteur portant sur l'extension de la zone d'activité économique de Mariembourg.

Arrêté du 16 juin 2016 : avant-projet de plan

Par arrêté du 16 juin 2016 le Gouvernement wallon a décidé de réviser les planches 57/4 et 57/8 du plan de secteur de Philippeville-Couvin et d'adopter l'avant-projet de plan visant à inscrire, sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg et Frasnes), une zone d'activité économique industrielle et deux zones d'activité économique mixte ainsi que les compensations planologiques y-associées en vue de permettre l'extension de la zone d'activité économique industrielle située à Mariembourg, le long de la N5. Par le même arrêté, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude des incidences environnementales et en a fixé le projet de contenu.

Compte tenu de leurs compétences et des caractéristiques des lieux, l'avis du SPW Mobilité et Infrastructures (SPW-MI), du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (SPW-ARNE), du SPW Economie, Emploi et Recherche (SPW-EER) et du Fonctionnaire délégué ont été sollicités. Seuls le fonctionnaire délégué et le SPW-MI ont émis des avis, respectivement les 11 juillet 2016 et 14 juillet 2016. Compte tenu du rappel introduit le 20 mai 2016 par le BEP, la décision du Gouvernement wallon a été prise avant réception des avis. Les avis ont cependant été transmis à l'auteur de l'étude d'incidences de plan.

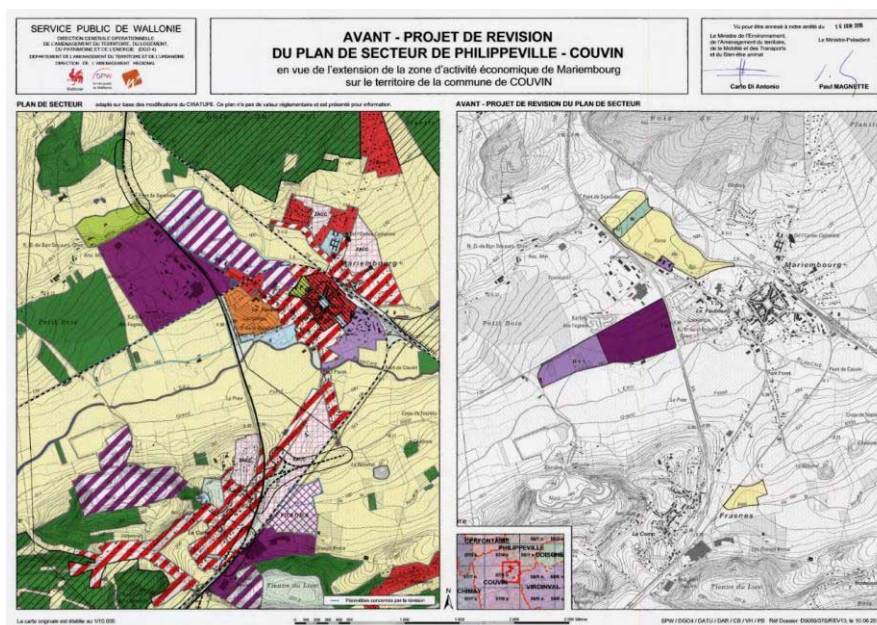
L'arrêté du 16 juin 2016 visait l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle de 25,6 ha ;
- d'une zone d'activité économique mixte de 13,9 ha assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *R.1.1 » précisant que « *Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée *R 1.1 sauf s'ils sont auxiliaires des activités admises dans la zone* » ;
- d'une zone d'activité économique mixte de 1,2 ha ;

et, au titre de compensations planologiques :

- de deux zones agricoles ;
- d'une zone naturelle ;

conformément au plan repris ci-après.



Arrêté du 10 novembre 2016 : fixation du contenu définitif de l'étude d'incidences de plan

Diverses instances ont été sollicitées sur le projet de contenu d'étude d'incidences de plan, à savoir, le Pôle « Aménagement du territoire » (dénommé à l'époque « Commission régionale d'Aménagement du Territoire du territoire »), le Pôle « Environnement » (dénommé à l'époque « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable »), le SPW-ARNE et le SPW-EER. Ces instances ont remis leurs avis respectivement les 9 septembre 2016, 15 juillet 2016, 22 août 2016 et 19 septembre 2016.

Sur cette base, l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 a adopté le contenu définitif de l'étude d'incidences sur l'environnement.

Application des mesures transitoires à la suite de l'entrée en vigueur du CoDT

La procédure à laquelle a été soumise la révision du plan de secteur a d'abord été celle prévue aux articles 42bis à 44 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUP).

A partir de l'entrée en vigueur du Code du Développement territorial (CoDT) le 1^{er} juin 2017, elle a été régie par ses articles D.II.48, D.II.49, D.II.50, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 et 15, D.VIII.17 à 20, D.VIII.30, D.VIII.35 et D.VIII.36.

Dès lors, l'avant-projet de plan de secteur adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 a fait l'objet des mesures de droit transitoire prévues par l'article D.II.65, §2, du CoDT aux termes desquelles il vaut décision de révision, adoption provisoire du plan de secteur, adoption provisoire des compensations et dossier de base au sens des articles D.II.44 et D.II.48, § 5. En vertu du même article l'étude d'incidences sur l'environnement en cours le 1^{er} juin 2017, s'est poursuivie et a constitué, à son terme, le rapport sur les incidences environnementales sans que le contenu de ce document d'évaluation ne soit modifié.

Réalisation du rapport sur les incidences environnementales

Le 6 décembre 2016, le demandeur a désigné le bureau d'étude « Pissart Architecture et Environnement » afin de réaliser l'étude d'incidences sur l'environnement, il en a informé le Ministre le 9 décembre 2016. Cet auteur de projet, dûment agréé, n'a pas été récusé.

Le pôle « Environnement » et le pôle « Aménagement du territoire » ont été régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales. Ils ont formulé des observations et présenté des suggestions respectivement le 13 octobre et le 14 novembre 2017 sur la phase I ainsi que le 26 et le 28 juin 2019 sur la phase I amendée et sur la phase II.

Par ailleurs, le conseil communal de Couvin n'a pas établi de commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité.

Après quelques corrections et compléments mineurs et la réalisation du résumé non technique, la version définitive a été déposée le 27 mai 2021 auprès du Ministre de l'aménagement du territoire.

Le rapport sur les incidences environnementales a confirmé le besoin et le choix d'inscrire des zones d'activité économique en extension de la zone d'activité économique industrielle sises le long de la N5 à Mariembourg mais propose plusieurs alternatives de délimitation et énonce plusieurs recommandations.

Arrêté du 21 avril 2022 : projet de plan adopté en application de l'article D.II.49, §3

Sur la base du rapport sur les incidences environnementales et des recommandations des pôles, le Gouvernement wallon a adopté le 21 avril 2022 un nouveau projet de plan, en application de l'article D.II.49, §3.

La principale modification est relative à la zone d'activité économique mixte à inscrire à l'ouest de la N5. L'arrêté a inscrit cette zone entre la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur et le « Petit bois » au lieu de l'inscrire au sud du « Petit Bois ». Cette alternative de délimitation a été retenue afin de préserver de l'urbanisation le sud du « Petit Bois » qui comprend des habitats naturels sensibles.

En outre, la prescription supplémentaire assortissant la zone d'activité économique mixte sise à l'ouest de la N5 a été complétée afin de définir les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement. Une prescription supplémentaire a aussi été adjointe à la zone d'activité économique industrielle afin que soit prévue la réservation un espace destiné la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer et que les caractéristiques du périmètre ou dispositif d'isolement soit définies.

Enfin, il y a eu quelques rectifications des limites des zones et la compensation sise sur la zone d'aménagement communal concerté de Frasnès, devenue inutile, a été supprimée.

Le projet de plan adopté le 21 avril 2022 vise dès lors l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle de 28,54 ha au sud de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur, en lieu et place d'une zone agricole et assortie de la prescription suivante :

« Parallèlement au RAVeL, un espace est réservé à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer située au nord la zone repérée *S.90 et reliant la carrière de Frasnes à la ligne Charleroi – Couvin.

Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 10 mètres. Il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique. ».

- d'une zone d'activité économique mixte de 9,81 ha entre le parc d'activités économiques et le bois dit « Petit Bois », en lieu et place d'une zone agricole de 8,62 ha et d'une zone d'activité économique industrielle de 1,19 ha et assortie de la prescription supplémentaire suivante :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée *S.89 sauf s'ils sont auxiliaires des activités admises dans la zone.

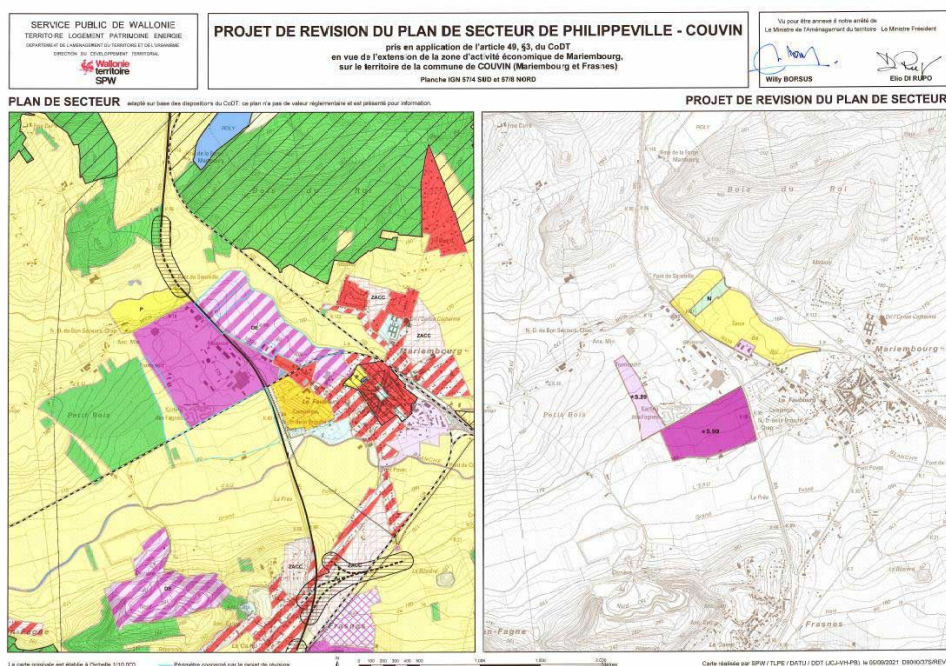
Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 8 mètres le long de la lisière forestière et de 5 mètres ailleurs. Il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique ».

- d'une zone d'activité économique mixte de 1,49 ha en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction le long de la RN939 qui relie le centre de Mariembourg à l'échangeur de la N5 ;

et, au titre de compensations planologiques :

- d'une zone agricole de 34,23 ha au lieu-dit « Terre du Roi » ;
- d'une zone naturelle de 3,11 ha au lieu-dit « Terre du Roi » ;

conformément au plan repris ci-après.



Enquête publique et avis après enquête

Le projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin adopté le 21 avril 2022 a été soumis à enquête publique du 1^{er} septembre 2022 au 17 octobre 2022, dans la commune de Couvin.

L'enquête publique a donné lieu à quatre courriers ou courriels de réclamation ou d'observation. Il s'agit de trois courriers ou courriels provenant de particuliers et d'une pétition revêtue de quatorze signatures provenant d'une association. Les réclamations et la manière dont elles ont été prises en considération sont détaillées dans l'arrêté ministériel auquel est annexée la déclaration environnementale.

Le conseil communal de Couvin a émis un avis favorable sur le projet de plan en sa séance du 24 novembre 2022. Cet avis a été transmis le 28 novembre 2022, soit dans le délai requis compte tenu du fait que l'enquête publique s'est clôturée le 17 octobre 2022.

Les avis du pôle « Aménagement du territoire », du pôle « Environnement » et de la commission de gestion du Parc Naturel Viroin-Hermeton ont été sollicités respectivement le 6 décembre 2022 pour les Pôles et le 22 décembre 2022 pour la commission de gestion du Parc Naturel.

Le pôle « Aménagement du territoire » a émis un avis le 27 janvier 2023, transmis le 30 janvier 2023, soit dans le délai requis. L'avis est favorable et est accompagné de remarques et recommandations.

Le pôle « Environnement » a émis un avis le 25 janvier 2023, transmis le même jour, soit dans le délai requis. L'avis est favorable en ce qui concerne l'inscription de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'activité économique mixte située à l'est de la N5, favorable conditionnel en ce qui concerne l'inscription de la zone d'activité économique mixte située à l'ouest de la N5, favorable en ce qui concerne l'inscription des compensations en zone agricole et en zone naturelle mais défavorable en ce qui concerne la délimitation de cette zone naturelle. L'avis est accompagné de remarques et recommandations.

La commission de gestion du Parc Naturel Viroin-Hermeton n'a pas communiqué d'avis.

Les avis des Pôles et la manière dont ils ont été pris en considération sont détaillés dans l'arrêté ministériel auquel est annexée la déclaration environnementale.

Adoption définitive

L'arrêté du Gouvernement wallon accompagnant la déclaration environnementale et qui adopte définitivement la révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planches 57/4 et 57/8) porte sur le même périmètre et les mêmes affectations que celui adopté le 21 avril 2022.

III. Considérations environnementales

Le rapport sur les incidences environnementales a étudié de manière détaillée le projet de plan, les remarques formulées par la population lors de la réunion d'information préalable et les avis émis sur la demande de révision.

Dans son avis du 27 janvier 2023, le pôle « Aménagement du territoire » indique qu'en ce qui concerne la qualité du rapport sur les incidences environnementales, celui-ci contient les éléments nécessaires à la prise de décision. Le pôle tient en outre à souligner sa très bonne qualité.

Dans son avis du 25 janvier 2023, le Pôle « Environnement » estime que le rapport sur les incidences environnementales répond à l'article D.VIII.33, §3, du CoDT et qu'il est de bonne qualité. Il souligne qu'il étudie de manière approfondie et pertinente l'ensemble des éléments nécessaires.

Sur base de ces deux avis, il n'y a donc pas lieu de remettre en cause la complétude et la qualité du rapport sur les incidences environnementales.

Les recommandations mises en évidence par le rapport ont été prises en compte dans la mesure où elles relevaient du contenu du plan de secteur, tel que précisé par l'article D.II.21 du CoDT. Un choix a été opéré parmi les différentes variantes de délimitations proposées.

Les différents volets de l'analyse environnementale sont visés ci-après.

1. Aspects pertinents de la situation socio-économique

La commune de Couvin se situe dans la partie sud de l'arrondissement de Philippeville, aux portes de la France. Cet arrondissement a un produit intérieur brut par habitant et un taux de création d'entreprises très faibles, nettement inférieurs aux moyennes relevées pour les autres arrondissements de la province, mais aussi aux moyennes régionales et nationales. Les taux d'emploi et d'activité y sont les plus faibles de la province de Namur alors que le taux de chômage y est le plus élevé. Le revenu par habitant est notablement plus faible dans les communes du sud de l'arrondissement de Philippeville, et Couvin y a une situation particulièrement défavorable.

Bien que rurale, la commune de Couvin a tout de même un long passé industriel. Cependant, les importants secteurs d'activité qui ont fait son renom, tels que la fonderie, la poêlerie, la fabrication de raquettes notamment, ont aujourd'hui disparu.

Néanmoins, l'économie locale présente certains atouts et certains secteurs restent dynamiques.

En effet la commune est traversée du nord au sud par la N5 qui constitue un axe important qui permet de relier Charleroi à Charleville-Mézières. Elle est destinée à devenir un véritable axe européen reliant Bruxelles à Reims, ce qui œuvrera, notamment, au désenclavement des communes qu'elle traverse et en particulier la commune de Couvin.

Il convient de tirer profit des importants investissements engagés dans la mise au gabarit autoroutier de cet axe en maximisant ses retombées économiques pour la Région.

La zone d'activité économique de Mariembourg, située long de la N5 a connu un développement et elle matérialise les espoirs de renouveau industriel de cette partie du sud-ouest de la province de Namur, notamment dans les secteurs manufacturés et de la construction.

La première phase du rapport sur les incidences environnementales a analysé tous les aspects pertinents de la situation socio-économique de la sous-région économique de Philippeville, et y a confirmé l'existence de besoins en zones d'activité économique industrielle et mixte ainsi que la faiblesse de l'offre disponible en terrains pouvant être dédiés à l'activité économique. Elle en a conclu que le projet de plan rencontre les besoins de la collectivité, notamment en termes de création d'emplois.

Ensuite, le rapport sur les incidences environnementales a établi une liste de critères de localisation du développement économique projeté compte tenu du schéma de développement du territoire, du CoDT, de l'arrêté adoptant le projet de plan, de l'arrêté fixant le contenu du rapport sur les incidences environnementales, d'une note de recherche de la Conférence permanente du développement territorial relative aux critères de localisation optimale des nouvelles activités ainsi que des documents et projets locaux.

L'application de ces critères à la demande a conduit l'auteur du rapport à valider le principe de la localisation des zones d'activité économique à inscrire à proximité de la N5, compte tenu, notamment, du potentiel que représente sa mise progressive au gabarit autoroutier.

Le rapport sur les incidences environnementales n'a pas identifié d'alternative de localisation répondant mieux, ou de manière équivalente, aux critères définis que le projet de plan. Il a dès lors validé la localisation des zones d'activité économique à inscrire à l'ouest de la N5, en extension sud et sud-ouest de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur à Mariembourg.

L'extension de la zone d'activité économique inscrite au plan de secteur en vigueur permettra de rentabiliser les équipements, de créer des synergies entre les entreprises existantes et futures ainsi que de rencontrer les besoins des entreprises qui projettent d'étendre leurs activités sur le site.

La combinaison d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle permettra d'accueillir une grande diversité d'entreprises susceptibles d'offrir des emplois variés.

2. Diversité biologique – Faune et flore

Le rapport sur les incidences environnementales a relevé que la zone d'activité économique mixte inscrite par l'arrêté du 16 juin 2016 était localisée sur des terrains particulièrement sensibles du point de vue de la conservation de la nature.

Du point de vue de la conservation de la faune et de la flore sauvage, il y relève en particulier :

- que des espèces protégées et des habitats naturels assez sensibles à hautement sensibles sont présents dans le périmètre de la zone d'activité économique mixte projetée, en particulier :
 - à son extrémité ouest, des espèces animales et végétales protégées, menacées ou patrimoniales, telles que l'orchis négligé (*Dactylorhiza praetermissa*), la coronelle lisse (*Coronella austriaca*), le lézard des murailles (*Podarcis muralis*), ainsi que le crapaud calamite (*Bufo calamita*) et le crapaud accoucheur (*Alytes obstetricans*), sur un site historiquement artificialisé ;
 - en partie centrale, une mosaïque d'habitats naturels comprenant, en particulier, une mégaphorbiaie et une saulaie sur le site d'une ancienne argilière, qui constitue un milieu d'accueil d'intérêt privilégié pour les amphibiens, l'avifaune et l'entomofaune ;
- que les inventaires et les observations réalisés par le Département nature et forêts du Service public de Wallonie avaient déjà mis en évidence l'intérêt biologique certain ainsi que le potentiel de développement de la biodiversité de ces deux zones ;
- que leur localisation dans la vallée de l'Eau blanche et leur connexion au réseau Natura 2000, via la voie ferrée abandonnée, renforce leur intérêt pour la constitution des réseaux écologiques local et régional ;

C'est pourquoi, l'arrêté du Gouvernement wallon accompagnant la présente déclaration environnementale a exclu ce territoire du périmètre de la révision du plan de secteur et a inscrit la nouvelle zone d'activité économique mixte entre la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur et le « Petit Bois », sur des terres agricoles pauvres en biodiversité.

Par ailleurs, le rapport sur les incidences environnementales recommande qu'une attention particulière soit apportée aux dispositifs d'isolement qui devront être constitués et entretenus afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique. Il insiste aussi sur la protection des anciennes haies existantes au sein de la nouvelle zone d'activité économique industrielle

L'article D.II.28 du Code du développement territorial prévoit que les zones d'activité économique doivent comprendre en leur sein un périmètre ou dispositif d'isolement. Mais il a été décidé de fixer, par prescription supplémentaire, les caractéristiques de ces dispositifs afin qu'ils soient adaptés au contexte naturel particulièrement riche existant aux abords du site. En ce qui concerne la zone d'activité économique mixte, il est précisé que le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 8 mètres le long de la lisière forestière et de 5 mètres ailleurs. En ce qui concerne la zone d'activité économique industrielle, il aura une largeur minimum de 10 mètres. Ces dispositifs d'isolement seront constitués et entretenus afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique.

Une bonne gestion environnementale des zones d'activité économique de Mariembourg est garantie par le fait que le 22 mai 2015, le Bureau économique de la Province de Namur a signé avec la Région wallonne, représentée par son ministre de

la Nature, une « Charte des parcs d'activités économiques "Nature admise" » en province de Namur, dans le cadre du « Réseau Wallonie Nature ». Cette charte a pour objectif d'améliorer le potentiel d'accueil de la vie sauvage partout où c'est possible et par chaque acteur de terrain dans le cadre de ses activités.

En signant cette charte, le Bureau économique de la Province de Namur s'est engagé, notamment, à concevoir et aménager les nouveaux parcs d'activités économiques de façon à favoriser la biodiversité, en particulier en favorisant les espèces indigènes, en se concertant préalablement avec le Département de la nature et de la forêt, en préservant les éléments naturels existants présentant un intérêt écologique et, en cas d'impact résiduel, en examinant les possibilités de récréation d'habitats naturels.

En ce qui concerne les parcs d'activité existants, tel le parc de Mariembourg, le Bureau économique de la Province de Namur s'est engagé à favoriser les espèces indigènes locales et à réaliser des aménagements en faveur de la faune et de la flore indigènes. Les espaces destinés aux dispositifs d'isolement pourront spontanément être colonisés par les espèces de grand intérêt déjà présentes à proximité immédiate du site et elles y seront protégées par le mode de gestion des parcs retenu par le BEP.

Au sein de la zone d'activité économique industrielle, il subsiste un ensemble de haies aux caractéristiques intéressantes. La plupart des haies existantes étant implantées perpendiculairement au tracé du RAVeL, la création d'un parcellaire rationnel organisé autour d'un réseau de voiries efficace et cohérent permettra à la fois de préserver la majorité des haies et de réaliser un parc d'activités économiques efficient et attractif en préservant au maximum les habitats d'espèces. L'attention des autorités habilitées à délivrer les permis et, plus généralement à la mise en œuvre du plan, doit donc être attirée sur ce point.

Par ailleurs, le long du tracé du RAVeL, des dispositifs d'isolement sont prévus à l'endroit où des milieux intéressants ont été relevés. Ces dispositifs sont aussi prévus tout le long de la bordure extérieure du parc d'activités économiques. Des milieux intéressants pour le développement de la faune de la flore locale y seront donc non seulement préservés mais aussi créés là où ils n'existent pas actuellement. Cela concourra dès lors à l'établissement d'un meilleur maillage écologique. L'attention des autorités habilitées à délivrer les permis et, plus généralement à la mise en œuvre du plan, doit donc être attirée sur ce point.

Enfin, au sein de ces dispositifs d'isolement, des aménagements permettant de récolter, temporiser et infiltrer les eaux de ruissellement des voiries au sein d'un réseau de noues et petits bassins d'infiltration pourront être créés. Ces dispositifs, moyennant une conformation appropriée, auront le double avantage de créer des milieux humides favorables aux batraciens et de retenir les eaux de pluie en vue de concourir à la lutte contre les inondations en aval.

Du point de vue environnemental, la zone d'activité économique de Mariembourg pourrait être exemplaire pour le reste de la Wallonie.

Enfin, l'arrêté du Gouvernement wallon accompagnant la présente déclaration environnementale a inscrit, sur le site dit « Terre du Roi », plusieurs biens en zones non destinées à l'urbanisation, au titre de compensation planologique. Sur ce site se situe une ancienne argillère, reprise en site Natura 2000. Elle prend la forme d'une

dépression allongée peu profonde dont le fond, envahi de saules et d'aulnes, présente une série de mares temporaires et permanentes de taille variable, d'un grand intérêt biologique mais en voie d'atterrissement. L'arrêté du Gouvernement wallon accompagnant la présente déclaration l'inscrit en zone naturelle, ainsi qu'une portion du cordon alluvial qui la jouxte.

3. Paysage

Un parc d'activité économique, surtout s'il est principalement industriel, est, par nature, susceptible d'avoir un impact paysager plus ou moins important.

Du point de vue paysager, le choix d'étendre un parc existant permet néanmoins de réduire l'impact paysager en évitant le mitage du territoire.

En outre, la configuration adoptée à la suite des recommandations du rapport sur les incidences environnementales donne un caractère encore plus compact à l'ensemble, ce qui réduit son impact paysager.

Du côté ouest, les nouvelles zones d'activité économique seront en grande partie masquées par le « Petit Bois ».

Du côté est, une large bande boisée borde la N5 et protège la ville Mariembourg des vues directes sur les zones d'activité économique.

L'extension évite aussi la ligne de crête.

Cependant, les extensions du parc d'activités économiques pourront être vues de très loin à partir du sud et de la N5. C'est pourquoi il est prévu que les dispositifs d'isolement soient suffisamment larges et boisés pour remplir leur rôle paysager.

Par ailleurs, en ce qui concerne le périmètre de compensation planologique, l'inscription des abords de l'entrée nord de la ville de Mariembourg en zone non destinée à l'urbanisation permettra d'en préserver les paysages ouverts, donc les vues longues, notamment vers la vallée de la Brouffe.

4. Activités agricoles et forestières

L'arrêté du Gouvernement wallon accompagnant la présente déclaration a inscrit la majeure partie des nouvelles zones d'activité économique, soit 37,16 ha, aux dépens de la zone agricole. Cette superficie est inférieure à celle prévue par le projet de plan adopté le 16 juin 2016 qui était de 39,50 ha. Néanmoins, leur localisation impacte plus lourdement la principale exploitation agricole touchée.

Aucune zone forestière n'est concernée par la révision. Certaines propositions impliquant la suppression de zones forestières ont été écartées.

En ce qui concerne l'impact sur l'activité agricole, il ne convient pas de considérer chaque exploitation en particulier, mais la perte globale de terres agricoles. A cet égard, il a été procédé à une balance des intérêts entre le développement de

l'agriculture wallonne et la création d'emplois dans d'autres secteurs économiques par le développement du parc d'activités de Mariembourg. La volonté a été de favoriser le développement de l'activité économique dans le sud de la sous-région économique de Philippeville, territoire de référence du projet de plan par la création de nouveaux espaces dédiés à cette fonction et qui permettront la création d'emplois diversifiés.

Le rapport sur les incidences environnementales a validé le principe de la localisation des nouvelles zones d'activité économique à proximité de la N5. Il a aussi proposé des alternatives de délimitation parmi lesquelles un choix final a été opéré. Les zones d'activité économique seront inscrites aux dépens de la zone agricole.

Mais il faut noter qu'en ce qui concerne la compensation prévue par l'article D.II.45, §3 du CoDT, le projet de plan prévoit une compensation planologique visant à l'inscription de 34,23 ha de zone agricole, au lieu-dit « Terre du Roi », aux dépens de la zone de dépendances d'extraction, à proximité immédiate du projet, à l'est de la N5. Dès lors la superficie totale de biens inscrits en zone agricole sur le territoire de Mariembourg ne diminuera que de 2,93 ha.

Les terrains, objet de la compensation planologique et inscrits par le projet de plan en zone agricole aux dépens de la zone de dépendances d'extraction au lieu-dit « Terre du Roi », n'ont jamais fait l'objet d'extraction et sont actuellement presque exclusivement dévolu à la fonction agricole.

L'inscription de ce bien en zone agricole constitue néanmoins une véritable protection des activités agricoles qui s'y trouvent dans la mesure où la zone de dépendances d'extraction fait partie des zones d'activité économique. En particulier, en zone de dépendances d'extraction encore non exploitée, peuvent être autorisés, outre l'extraction, le regroupement de déchets inertes ainsi que d'autres actes et travaux, pour une durée limitée et pour autant que ces actes et travaux ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du gisement.

Dès lors l'inscription de ces 34,23 ha de zone agricole ne permettra plus de telles utilisations du sol et garantira la pérennité de la fonction agricole sur le site.

En ce qui concerne les exploitations agricoles impactées, le rapport sur les incidences environnementales énonce les recommandations suivantes :

- chercher, le plus rapidement possible, avec les exploitants touchés, des solutions permettant de limiter leur perte de superficie (échanges avec des agriculteurs en fin de carrière par exemple) ;
- mettre en place des mesures de phasage pour permettre aux agriculteurs touchés de poursuivre en partie l'exploitation des terrains au sein du périmètre.

Ces mesures ne relèvent pas de la révision du plan de secteur mais de sa mise en œuvre ultérieure. Ces recommandations pourront dès lors être prises en compte dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques et les éventuelles expropriations qui y seront associées.

5. Qualité de l'air, climat et énergie

Le rapport sur les incidences environnementales, dans sa partie relative à la situation de fait, a étudié d'une manière globale la pollution découlant des activités déjà présentes dans la zone d'activité économique existante au plan de secteur en vigueur, notamment en ce qui concerne le bruit. Ces nuisances existantes ne seront pas modifiées par l'extension projetée de la zone d'activité économique (sauf en ce qui concerne les eaux usées où une amélioration est prévue, voir point 10.).

En ce qui concerne l'impact des nouvelles zones d'activité économique, le rapport sur les incidences environnementales a fait un relevé détaillé de leurs impacts potentiels, en particulier en ce qui concerne les émissions sonores, les rejets solides, liquides, gazeux, les eaux usées et de pluies, la consommation énergétique, etc.

Le rapport sur les incidences environnementales fait remarquer qu'à ce stade, il n'est pas possible d'estimer l'impact des futures entreprises en ce qui concerne les émissions sonores, les rejets solides, liquides ou gazeux ou la consommation énergétique étant donné que leurs caractéristiques ne sont pas connues.

Il fait cependant un certain nombre de recommandations pour atténuer les impacts potentiels des nouvelles zones d'activité économique et des entreprises qu'elles accueilleront en proposant des mesures d'accompagnement et précisant les bonnes pratiques en matière d'aménagement. Il insiste aussi sur l'importance des dispositifs d'isolation. Le caractère compact du parc d'activités économiques agrandi favorisera la mise en commun de diverses solutions permettant d'améliorer la qualité de l'air et de réaliser des économies d'énergie. Le fait que le site soit accessible par les modes doux concourt aussi à cet objectif.

6. Qualité de vie et santé humaine.

Les zones d'habitat les plus proches l'extension de la zone d'activité économique industrielle sont localisées à l'est du périmètre principal, de l'autre côté de la N5 le long de la chaussée de Philippeville, à environ 250 mètres, c'est-à-dire à une distance similaire à celle du parc existant. En ce qui concerne le centre de Mariembourg, il est situé à un peu moins d'un kilomètre de la nouvelle zone d'activité économique industrielle. Celles-ci seront donc un peu plus proche de Mariembourg que ne l'est la zone d'activité économique industrielle existante. Cependant le rapport sur les incidences environnementales relève que la N5 est bordée d'une bande boisée, située en zone d'espaces verts, de 30 à 55 mètres de large, qui constitue un obstacle physique, visuel et sonore entre le périmètre du projet de plan et les zones d'habitat de Mariembourg.

Le rapport sur les incidences environnementales a fait un relevé détaillé des impacts potentiels de ces nouvelles zones, en particulier en ce qui concerne les émissions sonores, les rejets solides, liquides, gazeux, les eaux usées et de pluies, la consommation énergétique, etc.

Cependant, en ce qui concerne l'impact réel des futures entreprises, il fait remarquer qu'à ce stade, il n'est pas possible d'en estimer les émissions sonores ou d'en quantifier les rejets solides, liquides ou gazeux étant donné que leurs caractéristiques

ne sont pas connues. Il énonce dès lors un certain nombre de recommandations pour atténuer les impacts potentiels des nouvelles zones d'activité économique et des entreprises qu'elles accueilleront en proposant des mesures d'accompagnement et précisant les bonnes pratiques en matière d'aménagement.

Dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités, des critères généraux d'acceptation des futures entreprises selon leurs impacts sonores, olfactifs et polluants pourront être définis afin que la qualité de vie des citoyens de Mariembourg soit garantie.

Par la suite, toute nouvelle installation d'entreprises sera soumise à l'obtention d'un permis qui devra être précédé d'une évaluation environnementale (notice d'évaluation des incidences environnementales ou études d'incidences environnementales selon l'importance du projet) et, pour les projets importants, d'une enquête publique. L'autorité qui délivrera les permis devra en conséquence statuer sur l'acceptabilité de telle ou telle activité au sein de la nouvelle zone d'activité économique, compte tenu du contexte local.

Les évaluations environnementales des permis devront, entre autres, déterminer quelles seront les pollutions et nuisances sonores et olfactives éventuelles liées à ces installations et les permis uniques ou d'environnement devront fixer en conséquence les normes d'exploitation de ces établissements (par exemple les rejets de flux gazeux, les heures d'activités, etc.).

7. Cadre bâti, périmètres patrimoniaux

Il n'y aura pas d'impact direct sur le cadre bâti ni sur les périmètres patrimoniaux de l'agglomération de Mariembourg compte tenu que l'extension du parc d'activités économiques se situe de l'autre côté de la N5 et qu'une large bande boisée longe cette voirie. La petite zone d'activité économique mixte créée à l'est de la N5 est déjà bâtie.

En ce qui concerne l'extension du parc d'activités économiques, le caractère compact et isolé de l'ensemble permettra de créer un cadre bâti ponctuel au caractère propre, adouci par une abondance de végétation sous forme de haie et de bandes boisées.

8. Mobilité- réseaux

Le rapport sur les incidences environnementales a analysé les aspects relatifs à la mobilité de manière particulièrement poussée, tant du point de vue routier et ferré (marchandises et personnes) qu'en ce qui concerne les modes doux.

Il relève de manière globale l'importance de la N5 pour la localisation du projet et les nombreux avantages qui en découleront.

D'un point de vue plus technique, il indique que la suppression du carrefour entre la rue du Moulin de Tromcourt et la N5 prévue dans le cadre de la mise à gabarit de la N5 nécessite de trouver une solution pour les véhicules sortant de l'extension projetée du parc d'activités économiques et se dirigeant vers Couvin, soit en conservant la

sortie rue du Moulin de Tromcourt, soit via la sortie de la rue Derrière la Brouffe. Il analyse chaque scénario et démontre qu'il sera possible d'organiser l'accès aux extensions du parc d'activités économiques de manière cohérente et sécurisée, quelle que soit la variante choisie.

Il relève l'intérêt de la proximité du tracé du Ravel qui va être créé, ce qui permettra un bon accès en modes doux, notamment à partir de la gare de Mariembourg.

Le rapport sur les incidences environnementales indique aussi que l'ancienne ligne de chemin de fer pourrait être remise en service afin de desservir la carrière de Frasnès située au sud-ouest du site. Ce projet de remise en service de la voie ferrée abandonnée qui passe au nord de la zone d'activité économique industrielle projetée et son tracé est inscrit au plan de secteur en vigueur mais la remise en service nécessitera la traversée de la N5. Bien que le projet ne soit pas prévu dans un avenir proche, la société Carmeuse souhaite profiter des travaux d'élargissement de la voirie régionale pour préparer cette traversée (placement dès à présent d'un pont cadre sous la voirie du parc d'activités économiques et sous la N5).

Cela rencontre les objectifs de développement durable à moyen et long terme de la Wallonie. Dès lors, une prescription supplémentaire indique qu'il convient de réserver un espace au nord de la nouvelle zone d'activité économique industrielle, parallèlement au RAVeL, qui soit destiné à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer en vue de relier la carrière de Frasnès à la ligne Charleroi-Couvin.

En ce qui concerne les accès et raccordements pour lesquels le rapport sur les incidences environnementales propose des recommandations plus précises, ils seront fixés dans le cadre de la détermination du périmètre de reconnaissance, tel que prévu par le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités et de la délivrance des permis.

9. Sol et sous-sol

Le rapport sur les incidences environnementales ne relève aucun élément particulier relatif au sous-sol.

En ce qui concerne les sols, il indique que les terres perdues par l'agriculture sont de relativement bonne qualité, compte tenu des caractéristiques de la Famenne. Elles sont bien orientées au sud, en pente douce, pas trop humides et bien entretenues du point de vue agronomique.

Les terres inscrites en zone d'extraction sur le site dit « Terre du Roi » sont de qualités plus ou moins semblables.

10. Eaux souterraines et de surface

Le rapport sur les incidences environnementales ne relève aucune incidence en ce qui concerne les eaux souterraines.

En revanche, en ce qui concerne les eaux de surfaces, le rapport sur les incidences environnementales a étudié de manière approfondie la gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement telle qu'elle existe dans le parc d'activités économiques existant et telle qu'elle pourra être créée lors de l'extension de celui-ci.

Actuellement, l'Eau Blanche reçoit, sans aucun traitement préalable, les eaux usées et de ruissellement de la partie ouest du parc d'activités économiques de Mariembourg.

Lors de l'équipement des nouvelles zones d'activité économique, l'INASEP prévoit d'introduire une demande de révision du PASH afin que l'ensemble du site soit repris en régime d'assainissement collectif. A cet effet, une station de relevage est prévue au centre de l'extension du parc d'activités économiques, au niveau de la future voirie et les eaux usées seront renvoyées vers la station d'épuration de Mariembourg.

Dès lors, les eaux usées et de ruissellement des extensions de la zone d'activité économique de Mariembourg située à l'ouest de la N5 ne seront pas rejetées directement dans l'Eau Blanche mais seront préalablement épurées. De plus, la station de relevage qui sera créée permettra, en outre, de reprendre les eaux usées de la partie ouest de la zone d'activité économique existante qui se déversent actuellement directement dans l'Eau Blanche.

En conséquence, du point de vue de l'épuration des eaux, les solutions prévues permettront non seulement d'épurer les eaux usées des nouvelles zones d'activité économique mais aussi d'améliorer la situation en ce qui concerne la zone d'activité économique existante.

11. Interactions entre les différents facteurs

Le rapport sur les incidences environnementales ne met pas l'accent sur des interactions particulières entre les incidences identifiées dans la présente déclaration environnementale.

IV. Autres solutions raisonnables envisagées

Plusieurs autres solutions ont été envisagées, mais non retenues.

Il y eut d'abord le projet adopté le 16 juin 2016. Il n'a pas été retenu en raison de son fort impact sur le milieu naturel, en particulier au niveau de la zone d'activité économique mixte située à l'ouest de la N5. Les motifs en ont été expliqués ci-avant.

Ensuite, un choix fut opéré sur base des consultations et des diverses alternatives proposés par le rapport sur les incidences environnementales. Toutes les propositions n'ont pas été retenues car il était nécessaire de conserver un juste équilibre entre le développement économique, la conservation de la nature et la préservation de la fonction agricole, comme détaillé ci-avant et dans l'arrêté du Gouvernement wallon qui adopte définitivement la révision du plan.

Une autre alternative eut été de ne pas adjoindre de prescription supplémentaire relative à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer, ni aux caractéristiques des dispositifs d'isolement. L'utilité de ces prescriptions supplémentaires, a été détaillée ci-avant et dans l'arrêté du Gouvernement wallon qui adopte définitivement la révision du plan.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007529]

23 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8) met het oog op de opneming van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes, tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5, evenals van een landbouwgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes)

De Waalse Regering,

Gelet op artikel D.II.50 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het gewestplan Philippeville-Couvin, definitief aangenomen bij koninklijk besluit van 24 april 1980 en op de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016:

- tot herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8);

- tot aanneming van het ontwerpplan met het oog op de opneming van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes alsook de bijbehorende planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes) tot uitbreiding van de bedrijfsruimte gelegen langs de N5 in Mariembourg;

- tot opstelling van een milieueffectenrapport van het ontwerpplan en tot aanneming van de ontwerpinhoud ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 tot aanneming van de inhoud van het milieueffectenrapport van het ontwerp tot herziening van het gewestplan aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016;

Gelet op het milieueffectenrapport uitgevoerd door het bureau 'Pissart Architecture et Environnement' ingediend bij de minister van Ruimtelijke Ordening op 27 mei 2021;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2022 tot aanneming, op grond van de conclusies van het milieueffectenrapport en in toepassing van artikel D.II.49, § 3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, van het ontwerp tot herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8) met het oog op de opneming van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes, tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5, evenals van een landbouwgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes);

Overwegende dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan aangenomen door de Waalse Regering op 21 april 2022 de opneming betreft van:

- een industriële bedrijfsruimte van 28,54 ha ten zuiden van de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het huidige gewestplan, volgend op een landbouwgebied en vergezeld gaand van een bijkomend voorschrift dat de reservering van een ruimte oplegt voor de reactivering van de oude spoorlijn en dat de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge (hoofdomtrek) aangeeft;

- een gemengde bedrijfsruimte van 9,81 ha tussen het bedrijvenpark en het bos genaamd 'Petit Bois', volgend op een landbouwgebied van 8,62 ha en een industriële bedrijfsruimte van 1,19 ha en vergezeld gaand van een bijkomend voorschrift dat stelt dat kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking zich niet mogen vestigen in het gebied, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen en waarbij de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge (hoofdomtrek) aangegeven worden;

- een gemengde bedrijfsruimte van 1,49 ha, ten oosten van de N5, volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen langs de RN939 die het centrum van Mariembourg met het knooppunt van de N5 verbindt (secundaire omtrek);

- een landbouwgebied van 34,23 ha en een natuurgebied van 3,11 ha, volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen bekend als 'Terre du Roi', als planologische compensatie;

Overwegende dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin aangenomen op 21 april 2022 van 1 september 2022 tot 17 oktober 2022 werd onderworpen aan een openbaar onderzoek, overeenkomstig de artikelen D.VIII.7 tot 9, D.VIII.13 tot 15 en D.VIII.17 tot 20 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Openbaar onderzoek - antwoord op de bezwaren

Overwegende dat tijdens het openbaar onderzoek vier brieven of mails met bezwaren en/of opmerkingen werden overgemaakt aan het gemeentebestuur van Couvin; dat het gaat om drie brieven of mails van particulieren en om een petitie met veertig handtekeningen georganiseerd door een vereniging;

Overwegende dat de bezwaren en/of opmerkingen betrekking hebben op de volgende punten:

- vanuit het oogpunt van de landbouwsector:
 - de sterke aantasting van de levensvatbaarheid van een agrarisch familiebedrijf door het verlies van ongeveer 30 ha landbouwgrond dat overeenstemt met een kwart van de totale oppervlakte van het bedrijf, rekening houdend dat:
 - deze terreinen zich bevinden op ongeveer 3 km (minder dan 1 km in vogelvlucht) van de boerderij;
 - deze terreinen bestaan uit goede landbouwgrond, op het zuiden gelegen zijn en een goede draagkracht hebben;
 - deze terreinen bestaan uit weilanden in goede staat die al twee generaties goed onderhouden worden (bemesten, opnieuw inzaaien, bodem verbeteren) en uitgerust zijn met afsluitingen in zeer goede staat die onlangs vernieuwd werden (af te schrijven investering);
 - deze terreinen essentieel zijn voor het behoud van de veehouderijactiviteit;
 - dit het verlies zou betekenen van landbouwgrond van goede kwaliteit, dat goed doorlatend is en gelegen is nabij een ander landbouwbedrijf;
 - deze terreinen moeilijk te vervangen zijn door andere kwaliteitsvolle grond nabij het bedrijf (landbouwgrond komt zelden te koop en kan opgekocht worden door niet-agrarische investeerders);
 - het familiebedrijf gehecht is aan zijn grond;
 - vanuit het oogpunt van biodiversiteit:
 - het verlies van het landbouwgebied tussen het bos en de bestaande bedrijfsruimte dat dient als 'buffer' en dat de bosfauna beschermt;
 - vanuit het oogpunt van de risico's op hinder voor de inwoners van Mariembourg: Een buurtcomité stelt vast:
 - dat de stad Mariembourg (ongeveer 2100 inwoners) zich situeert onder de heersende winden van de reeds bestaande industriële bedrijfsruimte;
 - dat de inwoners reeds veel geurhinder (rook van de pelletfabriek) en geluidshinder (karting des Fagnes, steengroeven, vrachtwagens met achteruitrijsignaal enz.) ondervinden;
 - dat een houtskoolfabriek reeds zijn activiteiten moest stopzetten door de rook- en geurhinder die deze veroorzaakte;
 - dat ze de belofte kreeg dat er bijzondere waakzaamheid geboden zou worden bij de vestiging van nieuwe bedrijven;
 - dat het milieueffectenrapport veel aandacht schenkt aan het behoud van de natuur en de biodiversiteit maar dat met betrekking tot de bevolking melding wordt gemaakt van:
 - een verstoring van het microklimaat door de hoge gebouwen;
 - een bijdrage aan de vorming van mist en de uitstoot van stofdeeltjes in de atmosfeer;
 - de uitstoot van broeikasgassen, een hoger energieverbruik;
 - de lozing van het afvalwater van de huidige zonering in de riolering en van de verontreiniging van de Eau Blanche;
 - de rechtstreekse aftakking van de nieuwe riolen naar het zuiveringsstation van Mariembourg dat reeds verzadigd is en waarbij alles rechtstreeks in de rivieren wordt geloosd zodra de regenval aanzienlijk is;
 - dat de uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte nog dichter komt bij de stad Mariembourg;
 - verklaart de vestiging van nieuwe bedrijven niet te willen tegengaan, maar wil wel garanties krijgen over de naleving van de luchtkwaliteit en levenskwaliteit van de burgers;
 - wenst de aanvaardingscriteria van de toekomstige bedrijven te kennen, net als de middelen die gebruikt zullen worden om hun impact op de geluids- en geurhinder en de aanwezigheid van verontreinigende dampen te meten;
 - vanuit het oogpunt van de concurrentie met een windmolenproject: een eigenaar heeft reeds een contract met een bedrijf voor de uitvoering van een dergelijk project;

Overwegende dat wat de landbouwsector betreft, de landbouwers en eigenaars zich verzetten tegen het ontwerpplan terwijl wat de hinder betreft, de omwonenden vooral wensen dat in het toekomstige gebied enkel bedrijven gevestigd worden die geen bijkomende hinder opleveren voor de inwoners van Mariembourg;

Overwegende dat daarop het volgende geantwoord wordt:

De landbouwsector

Overwegende dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan voorziet in de opneming van het grootste deel van de nieuwe bedrijfsruimtes, oftewel 37,16 ha, ten koste van het landbouwgebied;

Overwegende dat deze oppervlakte iets kleiner is dan vastgesteld in het ontwerpplan aangenomen op 16 juni 2016 dat toen 39,50 ha bedroeg; dat het niettemin gaat om grond van betere kwaliteit en dat hun ligging een grotere impact heeft op het getroffen landbouwbedrijf;

Overwegende dat wat de impact op de landbouwactiviteit betreft, niet gekeken mag worden naar elk bedrijf afzonderlijk, maar wel naar het totale verlies aan landbouwgrond; dat in dat opzicht een afweging van de belangen nodig is tussen de ontwikkeling van de Waalse landbouw en het scheppen van werkgelegenheid binnen andere economische sectoren door de ontwikkeling van het bedrijvenpark van Mariembourg;

Overwegende dat de Regering de economische activiteit wil stimuleren in het zuiden van het economische deelgebied Philippeville, het referentiegebied van het ontwerpplan, via de creatie van nieuwe gebieden bestemd voor deze functie die de schepping van gediversifieerde arbeidsplaatsen mogelijk maakt; dat de behoefte hieraan gevalideerd werd door het milieueffectenrapport en de raadgevende instanties;

Overwegende dat het milieueffectenrapport het beginsel heeft gevalideerd dat nieuwe bedrijfsruimtes in de nabijheid van de N5 moeten worden aangelegd, met name gezien de mogelijkheden die de geleidelijke opwaardering tot autosnelwegniveau biedt.

Overwegende dat in het milieueffectenrapport geen alternatieve locatie is aangegeven die beter of even goed beantwoordt aan de locatie van de nieuwe bedrijfsruimte ten westen van de N5, tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte in Mariembourg die is opgenomen in het huidige gewestplan;

Overwegende dat de uitbreiding van de bedrijfsruimte die in het huidige gewestplan is opgenomen, het mogelijk zal maken de uitrusting rendabel te maken, synergieën tussen bestaande en toekomstige bedrijven tot stand te brengen en tegemoet te komen aan de behoeften van bedrijven die van plan zijn hun activiteiten op het terrein uit te breiden;

Overwegende dat wat de configuratie van de gebieden betreft, het milieueffectenrapport heeft aangetoond dat het ontwerpplan aangenomen op 16 juni 2016, dat voorzag in de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte ten zuiden van 'Petit Bois' in het verlengde van de uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte, schade zou toebrengen aan de beschermde soorten en natuurlijke habitats; dat derhalve als alternatieve afbakening de opnemings wordt voorgesteld van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte tussen 'Petit Bois' en de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het huidige gewestplan;

Overwegende dat de Regering zich in haar besluit van 21 april 2022 heeft aangesloten bij dit voorstel; dat zij zich niettemin bewust is van de gevolgen van het ontwerp op de landbouwactiviteit en op bepaalde bedrijven; dat zij echter oordeelt dat de bescherming van de soorten en habitats die van groot belang zijn cruciaal is; dat zij dus het voorstel van het milieueffectenrapport steunt dat de bescherming van deze soorten en habitats aanbeveelt en voorziet in de opnemings van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte ten koste van de landbouwgrond die wel productief is maar arm qua biodiversiteit;

Overwegende dat de Regering derhalve oordeelt dat de beste optie, zowel op sociaaleconomisch als op ruimtelijk vlak, is om het bestaande bedrijvenpark ten westen van de N5 in Mariembourg te versterken door deze naar het zuiden en het westen uit te breiden middels de opnemings van een industriële bedrijfsruimte en een gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat wat de compensatie betreft overeenkomstig artikel D.II.45, § 3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, het ontwerpplan voorziet in een planologische compensatie middels de opnemings van 34,23 ha landbouwgebied, bekend als 'Terre du Roi', ten koste van het gebied van aanhorigheden van ontginningen ten oosten van de N5 in de onmiddellijke omgeving van het ontwerp; dat de totale oppervlakte van de goederen opgenomen als landbouwgebied in Mariembourg derhalve zal afnemen met slechts 2,93 ha;

Overwegende dat het goed, voorwerp van de planologische compensatie en door het ontwerpplan opgenomen als landbouwgebied ten koste van het gebied van aanhorigheden van ontginningen, nooit werd ontgonnen en vandaag vrijwel uitsluitend gebruikt wordt voor de landbouw;

Overwegende dat de opnemings van deze oppervlakte als landbouwgebied de landbouwactiviteiten die hier uitgeoefend worden goed beschermd voor zover het gebied van aanhorigheden van ontginningen deel uitmaakt van de bedrijfsruimtes; dat naast de ontginning het samenbrengen van inerte afvalstoffen alsook andere handelingen en werken voor een beperkte duur zijn toegelaten in het gebied van aanhorigheden van ontginningen voor zover deze handelingen en werken de toekomstige exploitatie van de afzettingen niet in gevaar brengt;

Overwegende dat de opnemings van deze 34,23 ha landbouwgebied derhalve dergelijk gebruik van de grond niet zal toelaten en het voortbestaan van de landbouwfunctie op de site zal verzekeren;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg oordeelt dat het volledige ontwerp de balans respecteert tussen de functies opgenomen in het gewestplan;

Overwegende dat wat de getroffen landbouwbedrijven betreft, het milieueffectenrapport de volgende twee maatregelen aanbeveelt om de negatieve effecten van het ontwerp te voorkomen, te beperken of te compenseren:

- samen met de getroffen landbouwers zo snel mogelijk oplossingen zoeken om hun verlies aan oppervlakte te beperken (bv. regelingen treffen met uittrekkende landbouwers);

- faseringsmaatregelen invoeren zodat de getroffen landbouwers een deel van de terreinen binnen de omtrek kunnen blijven gebruiken;

Overwegende dat de begeleiding van de betrokken landbouwers bij de grondprocedures en de invoering van een aangepaste fasering de impact op de betrokken landbouwers daadwerkelijk kan beperken; dat de Regering deze voorstellen steunt;

Overwegende dat deze maatregelen niet vallen onder de herziening van het gewestplan maar wel onder de uitvoering ervan; dat deze aanbevelingen derhalve in aanmerking genomen kunnen worden bij het bepalen van de erkenningsomtrek zoals bedoeld in het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en de eventuele onteigeningen die hiermee gepaard zullen gaan;

De biodiversiteit

Overwegende dat slechts één opmerking werd gemaakt over de bescherming van de biodiversiteit; dat deze meer specifiek betrekking heeft op de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte tussen de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het huidige gewestplan en het bosgebied beter bekend als 'Petit Bois'; dat de eigenaar van dit momenteel verbouwde terrein oordeelt dat het landbouwgebied dient als beschermende bufferzone voor de fauna van 'Petit Bois';

Overwegende dat een goed ingerichte gemengde bedrijfsruimte volledig verenigbaar is met de aanwezigheid van een bos op een goed dat hieraan grenst; dat het milieueffectenrapport opmerkt dat deze strook aan landbouwgrond momenteel arm is qua biodiversiteit; dat het milieueffectenrapport overigens geen enkel bezwaar opwerpt tegen deze opnemings vanuit het oogpunt van de biodiversiteit;

Overwegende dat artikel D.II.28 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling erin voorziet dat iedere bedrijfsruimte een afzonderingsomtrek of -marge omvat; dat het milieueffectenrapport oordeelt dat langs 'Petit Bois' een groene bufferzone (een strook van struikgewas of struikgewasachtige vegetatie) van 4 à 6 meter als voldoende beschouwd kan worden; dat het besluit van het ontwerp echter voorziet in een nog bredere afzonderingsomtrek of -marge aangezien het besluit "een minimumbreedte van 8 meter langs de bosrand" oplegt; dat de Regering deze optie steunt;

Overwegende dat de autoriteit die de vergunningen zal afgeven uitspraak zal doen over de precieze afzonderingsomtrekken en -marges die noodzakelijk zijn;

De risico's op hinder voor de inwoners van Mariembourg

Overwegende dat de Regering nota neemt van de opmerkingen van bepaalde reclamanten wat de bestaande hinder betreft verbonden aan de industriële bedrijfsruimte ten westen van de N5 voor de inwoners van de stad Mariembourg die zich ten oosten en dus onder de heersende winden hiervan bevindt;

Overwegende dat het milieueffectenrapport, in het deel over de feitelijke toestand, een algeheel onderzoek heeft uitgevoerd naar de verontreiniging die voortvloeit uit de activiteiten aanwezig binnen de bestaande bedrijfsruimte in het huidige gewestplan, met name wat het lawaai betreft;

Overwegende dat de bestaande hinder niet zal toenemen door de geplande uitbreiding van de bedrijfsruimte en dat het, rekening houdend met de bestaande toestand, de impact van de nieuwe bedrijfsruimtes is waarmee rekening moet worden gehouden;

Overwegende dat het milieueffectenrapport de mogelijke impact van deze nieuwe ruimtes uitvoerig onderzocht heeft, met name wat betreft de geluidsemmissie, de lozing van vaste stoffen, vloeistoffen, gassen, afvalwater en regenwater, het energieverbruik enz.;

Overwegende dat wat de nabijheid van de uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte betreft, de dichtstbijzijnde woongebieden gelokaliseerd worden ten oosten van de hoofdonttrek, aan de andere kant van de N5 langs de Chaussée de Philippeville, op ongeveer 250 meter, dit wil zeggen op een afstand die vergelijkbaar is met die van de bestaande bedrijfsruimte; dat het centrum van Mariembourg op iets minder dan een kilometer ligt, oftewel iets dichter dan de bestaande industriële bedrijfsruimte; dat het milieueffectenrapport erop wijst dat de N5, die wordt omringd door een bosrijke strook van 30 à 55 meter breed, een fysieke, visuele en auditieve barrière vormt tussen de ontrek en deze woongebieden;

Overwegende dat wat de impact van de toekomstige bedrijven betreft, het milieueffectenrapport erop wijst dat het in deze fase onmogelijk is de geluidsemmissie, de lozing van vaste, vloeibare of gasvormige stoffen of het energieverbruik in te schatten aangezien hun kenmerken nog niet bekend zijn; dat dit valt onder de erkenningsprocedure voorzien bij het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en onder de aanvragen van vergunningen verbonden aan de implementatie van nieuwe gebieden en van de milieubeoordelingen die in dit kader uitgevoerd moeten worden; dat de milieubeoordelingen van de vergunningen onder andere zullen bepalen welke verontreinigingen en geluids- en geurhinder verbonden zijn aan deze installaties en dat de enige vergunningen of milieuvergunningen bijgevolg de exploitatienormen van deze vestigingen zullen vastleggen (bijvoorbeeld de lozing van gasstromen, de uren van activiteit enz.).

Overwegende dat het afvalwater en het afstromende water van het westelijke deel van het bedrijvenpark van Mariembourg momenteel zonder enige voorafgaande behandeling in de Eau Blanche wordt geloosd;

Overwegende dat voor een beter beheer van het oppervlaktewater de INASEP voorziet in een aanvraag tot herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied zodat de volledige site wordt opgenomen onder het gemeenschappelijke saneringsstelsel; dat hiertoe een pompinstallatie voorzien wordt in het centrum van de site, ter hoogte van het toekomstige wegennet, en het afvalwater geleid zal worden naar het zuiveringsstation van Mariembourg;

Overwegende dat het afvalwater en het afstromende water van de uitbreiding van de bedrijfsruimte van Mariembourg gelegen ten westen van de N5 niet rechtstreeks geloosd zal worden in de Eau Blanche maar eerst nog gezuiverd zal worden; dat de nieuwe pompinstallatie het mogelijk zal maken om ook het afvalwater van het westelijke deel van de bestaande bedrijfsruimte, dat momenteel rechtstreeks in de Eau Blanche geloosd wordt, te verwerken;

Overwegende dat vanuit het oogpunt van de zuivering van het water de voorziene oplossingen derhalve niet enkel de zuivering van het afvalwater van de nieuwe bedrijfsruimtes mogelijk maakt maar ook een verbetering van de situatie wat de bestaande bedrijfsruimte betreft;

De concurrentie met een windmolenproject

Overwegende dat de uitvoering van een windmolenproject niet verenigbaar is met de opnemings van een goed als gemengde bedrijfsruimte; dat artikel D.II.28 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling stelt dat een bedrijfsruimte windturbines mag bevatten voor zover de ontwikkeling van het bestaande gebied hierdoor niet gehinderd wordt;

Advies na onderzoek

Overwegende dat de gemeenteraad van Couvin tijdens de zitting van 24 november 2022 een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerpplan, dat dit advies werd bezorgd op 28 november 2022 oftewel binnen de vereiste termijn rekening houdend met het feit dat het openbaar onderzoek werd afgesloten op 17 oktober 2022;

Overwegende dat de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ontwikkeling', de beleidsgroep 'Leefmilieu' en de beheerscommissie van het natuurpark Viroin-Hermeton om advies werd gevraagd op respectievelijk 6 december 2022 voor de beleidsgroepen en 22 december 2022 voor de beheerscommissie van het natuurpark;

Overwegende dat de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ontwikkeling' een advies heeft uitgebracht op 27 januari 2023; dat dit advies werd bezorgd op 30 januari 2023 oftewel binnen de vereiste termijn; dat dit advies gunstig is en vergezeld gaat van opmerkingen en aanbevelingen over de volgende punten:

- de sociaaleconomische behoeften alsook het evenwicht tussen de doelstellingen voor economie en het behoud van natuur en landbouw;
- de landbouwsector;
- de kwetsbare biologische gebieden;
- de mobiliteit;
- de nabijheid tot het nationaal park L'Entre-Sambre-et-Meuse;

Overwegende dat wat de sociaaleconomische behoeften alsook het evenwicht tussen de doelstellingen voor economie en het behoud van natuur en landbouw betreft, de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ontwikkeling' het volgende aangeeft:

"Dit ontwerp beantwoordt aan de bestaande behoefte aan bedrijfsruimte. De beleidsgroep juicht de evolutie van het ontwerp toe dat meer past binnen het voorschrift van artikel 1 § 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling door een beter evenwicht mogelijk te maken tussen de economische doelstellingen en de doelstellingen voor natuurbehoud. Ze is ook ingenomen over het feit dat de compensaties de opnemings van landbouwgebied beogen";

Overwegende dat het ontwerp aangenomen op 21 april 2022 rekening houdt met de suggesties van het milieueffectenrapport en een evenwicht beoogt tussen de functies voor economie en het behoud van natuur en landbouw;

Overwegende dat wat de landbouwsector betreft:

"De beleidsgroep stelt vast dat het ontwerp een aanzienlijke impact heeft op een landbouwbedrijf dat bovendien een overnemer heeft. Ze vraagt om oplossingen te vinden zodat de economische levensvatbaarheid van het bedrijf verzekerd wordt. In het algemeen merkt de beleidsgroep op dat de aanvullende maatregelen op het wettelijk kader die de aanvrager zou kunnen nemen om de impact op de landbouw te compenseren geen integrerend deel zijn van de dossiers betreffende de aanvraag tot herziening van het gewestplan die ter analyse worden voorgelegd aan de beleidsgroep. De vaststelling van deze maatregelen gebeurt immers na goedkeuring van de economische erkenningssomtrek. Deze situatie maakt de analyse van het dossier in zijn geheel niet eenvoudiger.";

Overwegende dat het aanzienlijke verlies aan grond voor een landbouwer ook ter sprake kwam tijdens het openbaar onderzoek; dat de Regering alle voorstellen steunt die het mogelijk maken deze impact te compenseren met inachtneming van de huidige wetgeving;

Overwegende dat wat de kwetsbare biologische gebieden betreft: “De beleidsgroep betreurt eveneens dat het voorstel van het milieueffectenrapport om de meest kwetsbare gebieden op biologisch vlak ten westen van de nieuwe industriële bedrijfsruimte op te nemen als natuurgebied niet weerhouden werd.”;

Overwegende dat de opnemings van een natuurgebied buiten de vereiste compensatieomtrek niet weerhouden werd door de Regering aangezien zij oordeelt dat de uitsluiting van goederen met soorten en habitats van groot belang uit de omtrek van de herziening bescherming biedt tegen bebouwing zoals voorzien bij het besluit van 16 juni 2016; dat zij bovendien vindt dat de voortzetting van de landbouwactiviteiten die deels plaatsvinden op deze site niet gehinderd wordt; dat deze keuze deel uitmaakt van de juiste balans tussen de functies weerhouden door de Regering;

Overwegende dat wat de mobiliteit betreft, de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ontwikkeling’ het volgende aangeeft:

“Wat de zachte mobiliteit betreft, vraagt de beleidsgroep om aandacht te besteden aan de verbindingen voor zachte vervoerswijzen tussen het bestaande park en zijn uitbreidingen. Ze oordeelt dat het belangrijk is dat deze verbindingen rechtstreeks aangesloten zijn op de RAVeL (het milieueffectenrapport raadt minstens twee aansluitingspunten aan: één ter hoogte van de gemengde bedrijfsruimte en één aan de voet van de voorziening die de oversteek van de N5 naar de industriële bedrijfsruimte mogelijk maakt). De reactivering van de spoorlijn 156 moet in aanmerking genomen worden bij deze denkoefening.”;

Overwegende dat het milieueffectenrapport heeft aangetoond dat de uitbreiding van de bedrijfsruimte van Mariembourg op een efficiënte wijze aangesloten kan worden op de N5, dat deze ook aangesloten kan worden op de RAVeL en dat de oude spoorlijn gereactiveerd kan worden om de steengroeve van Frasnes ten zuidwesten van de site te bedienen; dat het rapport hieromtrent precieze en relevante aanbevelingen heeft geformuleerd; dat de Regering bijgevolg de industriële bedrijfsruimte koppelde aan een bijkomend voorschrift om een ruimte te reserveren voor de reactivering van de oude spoorlijn; dat wat de toegangs- en aansluitingspunten betreft waarover het milieueffectenrapport meer specifieke aanbevelingen formuleert, deze vastgelegd zullen worden in het kader van het bepalen van de erkenningsomtrek zoals voorzien bij het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en bij de afgifte van vergunningen;

Overwegende dat wat de nabijheid tot het nationaal park L’Entre-Sambre-et-Meuse betreft, de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ontwikkeling’ het volgende aangeeft:

“Tot slot stelt de beleidsgroep voor om het nationaal park L’Entre-Sambre-et-Meuse om advies te vragen, op zijn minst in het kader van de uitvoering van het ontwerp”;

Overwegende dat L’Entre-Sambre-et-Meuse door de Regering op 9 december 2022 werd aangeduid als nationaal park, dat de aanbeveling van de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ derhalve in rekening zal worden gebracht bij het bepalen van de erkenningsomtrek zoals voorzien bij het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en bij de afgifte van vergunningen;

Overwegende dat de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ op 25 januari 2023 en dus binnen de vereiste termijn een advies heeft bezorgd dat diezelfde dag werd uitgebracht; dat dit advies gunstig is wat de opnemings van de industriële bedrijfsruimte en de gemengde bedrijfsruimte ten oosten van de N5 betreft, dat dit advies onder voorwaarden gunstig is wat de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5 betreft, dat dit advies gunstig is wat de opnemings van het landbouwgebied en natuurgebied als compensatie betreft maar negatief is wat betreft de afbakening van dit natuurgebied; dat dit advies vergezeld gaat van opmerkingen en aanbevelingen over de volgende punten:

de omtrek van de herziening, de sociaaleconomische behoeften alsook het evenwicht tussen de doelstellingen voor economie en het behoud van natuur en landbouw;

- de opnemings van de industriële bedrijfsruimte en de gemengde bedrijfsruimte ten oosten van de N5;
- de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5 en de impact op de landbouwsector en het beheer van afval- en regenwater;
- de andere gevolgen verbonden aan de opnemings van de bedrijfsruimtes;
- de compensatieomtrek;
- de samenhang met de aangrenzende projecten, met name de opwaardering tot autosnelweg van de N5, de uitbreiding van de RAVeL (lijn 156) naar het centrum en het station van Mariembourg en, op langere termijn, de mogelijke reactivering van een spoorlijn om de steengroeve van Frasnes in het zuidwesten te bedienen en de uitvoering van het ontwerp;

Overwegende dat wat de omtrek van de herziening, de sociaaleconomische behoeften alsook het evenwicht tussen de doelstellingen voor economie en het behoud van natuur en landbouw betreft, de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ het volgende aangeeft:

“De beleidsgroep stelt vast dat dit ontwerp tot herziening van het gewestplan geëvolueerd is ten opzichte van het voorontwerp geanalyseerd in het milieueffectenrapport. Ze volgt over het algemeen de tweede variant voorgesteld in het milieueffectenrapport dat gesteund werd door de beleidsgroep in haar advies van 26/06/2019 over fase 2 van het milieueffectenrapport (ENV.19.74.AV), met uitzondering van de opnemings van een nieuw natuurgebied.

De beleidsgroep is ingenomen over deze evolutie die het mogelijk maakt tegemoet te komen aan de geïdentificeerde sociaaleconomische behoeften waarbij de meest interessante natuurlijke habitats vermeld in het milieueffectenrapport gespaard blijven, waardoor de gevolgen van het ontwerp tot herziening op de biologische milieus aanzienlijk ingeperkt worden. Het ontwerp sluit ook beter aan op artikel 1 § 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling door een beter evenwicht mogelijk te maken tussen de economische doelstellingen en de doelstellingen voor natuurbehoud.

De beleidsgroep betreurt echter dat het voorstel tot opnemings van een nieuw natuurgebied ten westen van de industriële bedrijfsruimte voor de zuidelijke uitbreiding van de bestaande bedrijfsruimte niet weerhouden werd en dat hierdoor de kans gemist werd om de feitelijke situatie te laten overeenstemmen met de juridische situatie en om elk project binnen dit kwetsbare gebied te voorkomen.”;

Overwegende dat het ontwerp aangenomen op 21 april 2022 rekening houdt met de suggesties van het milieueffectenrapport en het advies van de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ en dat het ontwerp een evenwicht beoogt tussen de functies voor economie en natuurbehoud; dat de Regering oordeelt dat het gaat om een evenwichtige keuze en dat dit voorstel gesteund moet worden;

Overwegende dat de opnemings van een natuurgebied buiten de vereiste compensatieomtrek echter niet weerhouden werd door de Regering aangezien zij oordeelt dat de uitsluiting van goederen met soorten en habitats van groot belang uit de omtrek van de herziening bescherming biedt tegen bebouwing zoals voorzien bij het besluit van 16 juni 2016; dat zij vindt dat niet enkel de functies voor economie en natuurbehoud in evenwicht moeten zijn maar ook de landbouwfunctie in rekening gebracht moet worden; dat het derhalve niet wenselijk is om bijkomende oppervlaktes aan landbouwgebied op deze site te verwijderen en de voortzetting van de landbouwactiviteiten die hier plaatsvinden te hinderen;

Overwegende dat binnen de uitbreiding van het bedrijvenpark van Mariembourg een nieuw volledig en samenhangend ecologisch netwerk opgericht zal worden (met name langs de RAVeL, binnen de afzonderingsmarges en daar waar heggen bewaard of aangeplant zullen worden);

Overwegende dat het Bureau économique de la Province de Namur (BEP) op 22 mei 2015 samen met het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn minister van Natuur, een Handvest 'Natuur toegelaten' voor bedrijfsruimtes in de provincie Namen heeft ondertekend in het kader van het 'Natuurnetwerk Wallonië'; dat dit handvest tot doel heeft de mogelijkheden om wilde dieren te verwelkomen te vergroten waar mogelijk door elke actor op het terrein in het kader van zijn activiteiten te verbeteren;

Overwegende dat het Bureau économique de la Province de Namur zich door de ondertekening van dit handvest er met name toe verbindt de nieuwe bedrijfsruimtes zodanig te ontwerpen en te ontwikkelen dat de biodiversiteit wordt bevorderd, met name door de voorkeur te geven aan inheemse soorten, door vooraf overleg te plegen met het Departement Natuur en Bos (DNB), door de bestaande natuurlijke elementen van ecologisch belang te vrijwaren en, in geval van restimpact, door de mogelijkheden te onderzoeken om de natuurlijke habitats te herstellen;

Overwegende dat wat de bestaande bedrijfsparken betreft, zoals het park van Mariembourg, het Bureau économique de la Province de Namur zich er met name toe heeft verbonden de plaatselijke inheemse soorten te bevorderen en ontwikkelingen door te voeren ten gunste van de inheemse fauna en flora; dat deze ruimtes spontaan gekoloniseerd kunnen worden door de soorten van groot belang die reeds aanwezig zijn in de onmiddellijke nabijheid van de site en hier bescherming zullen genieten;

Overwegende dat wat de opnemings van de industriële bedrijfsruimte en de gemengde bedrijfsruimte ten oosten van de N5 betreft, de beleidsgroep 'Leefmilieu' het volgende aangeeft:

"Gunstig advies over de ecologische mogelijkheden van het ontwerp tot opnemings van:

een industriële bedrijfsruimte voor de zuidelijke uitbreiding van de bestaande bedrijfsruimte vergezeld gaand van een bijkomend voorschrift '*S90' dat de reservering van ruimte oplegt voor de reactivering van de oude spoorlijn en dat de bufferomtrek/-marge op minstens 10 m vastlegt;

een gemengde bedrijfsruimte aan de andere kant van de N5 (secundaire omtrek).";

Overwegende dat het milieueffectenrapport heeft aangetoond dat deze opnemings inspelen op de bestaande behoefte aan ruimte voor de ontwikkeling van de economische activiteit in het zuiden van het deelgebied Philippeville; dat eveneens werd aangetoond dat het nuttig was een ruimte te reserveren voor de reactivering van de oude spoorlijn om alle mogelijkheden voor de transitie naar duurzame vervoerswijzen te bevorderen;

Overwegende dat wat de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5 en de impact op de landbouwsector en het beheer van afval- en regenwater betreft, de beleidsgroep 'Leefmilieu' het volgende aangeeft;

"Gunstig advies onder voorwaarden over de ecologische mogelijkheden van het ontwerp tot opnemings van een gemengde bedrijfsruimte voor de westelijke uitbreiding van de huidige bedrijfsruimte vergezeld gaand van een bijkomend voorschrift '*S89' dat stelt dat kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking zich niet mogen vestigen in het gebied, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen en dat de afzonderingsomtrek/-marges van minstens 8 meter langs de bosrand en 5 meter elders vastlegt.

De beleidsgroep stelt vast dat de opnemings van deze laatste gemengde bedrijfsruimte een reeds getroffen landbouwer nog harder treft door de opnemings van de industriële bedrijfsruimte in het zuiden (bijkomend verlies van 10% van de nuttige landbouwoppervlakte voor een totaal van 25%). Dat is de reden waarom de beleidsgroep oordeelt dat de opnemings van dit gebied moet gebeuren onder de garantie dat de economische levensvatbaarheid van het betrokken landbouwbedrijf, met een overnemer, verzekerd moet worden.

Wat het waterbeheer betreft, vraagt de beleidsgroep bijzondere aandacht voor de vochtige grond, de risico's op stroomafwaartse overstromingen, de bestaande problemen betreffende de lozing in de Eau Blanche en de verzadiging van het zuiveringstation van Mariembourg-Nismes. Al deze elementen moeten in rekening gebracht en beheerd worden voor de komst van nieuwe bedrijven in het gebied, met inbegrip van het beheer van schoon water binnen de bestaande bedrijfsruimte.";

Overwegende dat het aanzienlijke verlies aan grond voor een landbouwer ook ter sprake kwam tijdens het openbaar onderzoek en door de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ontwikkeling';

Overwegende dat de Regering echter de opnemings van het alternatief ten oosten van 'Petit Bois' voorgesteld in het milieueffectenrapport steunt ondanks de gevolgen hiervan oftewel het verlies van bijkomende landbouwgrond voor de landbouwer die het zwaarst getroffen wordt, om de soorten en habitats van groot belang binnen de initiële omtrek te beschermen; dat deze keuze deel uitmaakt van de juiste balans tussen de functies voor economie en de bescherming van natuur en landbouw;

Overwegende dat de Regering echter alle voorstellen van het milieueffectenrapport steunt die het mogelijk maken deze impact te compenseren met inachtneming van de huidige wetgeving;

Overwegende dat wat het afvalwater betreft, de voorziene oplossingen niet enkel de zuivering van het afvalwater van de nieuwe bedrijfsruimtes mogelijk maakt maar ook een verbetering van de situatie wat de bestaande bedrijfsruimte betreft; dat er daadwerkelijk rekening moet worden gehouden met de elementen aangehaald door de beleidsgroep 'Leefmilieu' in het kader van het bepalen van de erkenningsomtrek zoals voorzien bij het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en bij de afgifte van vergunningen;

Overwegende dat wat de opnemings van de bedrijfsruimtes ten westen van de N5 betreft, de beleidsgroep benadrukt rekening te houden met het geheel van aanbevelingen geformuleerd door de auteur van het milieueffectenrapport en met de opmerkingen geformuleerd door de beleidsgroep zelf; dat zij in het bijzonder de volgende punten steunt, hoewel zij toegeeft dat deze deels of volledig vallen onder de uitvoering ervan:

Biologisch milieu: bijzondere aandacht schenken aan de ontwikkeling van de overgang met de rand van Petit Bois. De beleidsgroep steunt het voorstel van het milieueffectenrapport voor een getrapte boszoom met een strook van struikgewas of struikgewasachtige vegetatie waarvan een deel beheerd kan worden door het DNB in het kader van diens bosbeheer; inrichting van een doorgangsgebied voor fauna onder de Rue Derrière la Brouffe naar de Eau Blanche tijdens de opwaarderingswerken of de plaatsing van afvoerleidingen voor overtollig water (verbinding naar de bodem van de vallei van de Eau Blanche, hoofdzakelijk voor de amfibieën); integratie van ecologische bouwtechnieken voor het beheer van het regenwater en de ontwikkeling van de buffergebieden, rekening houdend met de bestaande heggen en bomenrijen en om hun vernietiging te voorkomen; ervoor zorgen dat bij afgravingen op de site (bv. taluds) de minst rijke grond vanboven komt te liggen om de harmonie te bewaren in het landschap en de bestaande vegetatie;

Landbouw: faseringsmaatregelen invoeren zodat de getroffen landbouwers een deel van de terreinen binnen de omtrek kunnen blijven gebruiken;

Water: wegwerken van alle rechtstreekse lozingen in de Eau Blanche; specifieke inrichtingen plaatsen om het hoofd te bieden aan het bestaande en bijkomende afstromende water en de bestaande risico's op stroomafwaartse overstromingen niet groter maken;

Landschap: voldoende en gepaste landschapsschermen voorzien om de impact op het landschap te beperken, hoofdzakelijk vanuit het zuiden en het oosten voor het bestaande park en zijn uitbreidingen alsook vanuit het noorden voor de westelijke uitbreiding om het uitzicht te beschermen en de impact vanuit de beschermde site, de woningen en de molen van de Chemin de Senzeille te verminderen; aandacht schenken aan de architectuur en het type bedrijven dat zich zal vestigen langs de N5;

Mobiliteit: in het kader van het bereikbaarheidsscenario x3 die het meest relevant lijkt, de verbinding verzekeren tussen de nieuwe weg en de Rue de Derrière la Brouffe waarbij voldoende afstand wordt gehouden tot de kruising van de N5; rechtstreekse verbindingen voorzien tussen de RAVeL en het bestaande park en zijn uitbreidingen."

Overwegende dat al deze aanbevelingen en suggesties interessant zijn; dat deze aspecten zorgvuldig werden bestudeerd in het milieueffectenrapport om de haalbaarheid van het ontwerp na te gaan; dat deze aanbevelingen echter pas in de uitvoeringsfase vastgelegd en verwezenlijkt kunnen worden;

Overwegende dat wat de compensatieomtrek betreft, de beleidsgroep 'Leefmilieu' aangeeft:

"een gunstig advies uit te brengen over de opnemings van een landbouwgebied en een natuurgebied als compensatie.

een negatief advies uit te brengen over de afbakening van het natuurgebied.

Eveneens met het oog op de bescherming van de natuur betreurt de beleidsgroep dat het BWR niet overwogen heeft het natuurgebied uit te breiden met de kadastrale percelen die onmiddellijk grenzen aan de voormalige groeve; dit om bufferstroken te vormen zoals gevraagd door het Departement Natuur en Bos en ondersteund door het milieueffectenrapport om deze centrale zone voor de afstroming van water of nitraten te bewaren."

Overwegende dat de opnemings van de site 'Terre du Roi' als hoofdzakelijk landbouwgebied en voor een klein deel als natuurgebied, volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen ten oosten van de N5, de planologische compensatie vormt voor de opnemings van de industriële en gemengde bedrijfsruimtes volgend op de landbouwgebieden ten westen van de N5;

Overwegende dat het op te nemen natuurgebied zich bevindt ter hoogte van een voormalige kleiput die de vorm aanneemt van een ondiepe langgerekte depressie waarvan de met wilgen en elzen begroeide bodem een reeks tijdelijke en permanente poelen van verschillende omvang bevat, die van groot biologisch belang zijn maar aan het dichtgroeien zijn;

Overwegende dat deze kleiput gelegen is binnen het Natura 2000-gebied BE35028 'Bassin fagnard de l'Eau Blanche en aval de Mariembourg' dat hoofdzakelijk is opgenomen als tijdelijke beheerseenheid 3 'inheems bos met tijdelijke status' en wordt bezaaid met beheerseenheden 1 'aquatische milieus';

Overwegende dat langs de beek de Brouffe een dun kordon dat thans is opgenomen in de lijst van landbouwgebieden (0,11 ha) is opgenomen in beheerseenheid 7 'prioritaire alluviale bossen'; dat het derhalve bijzonder aangewezen is de alluviale kordon die aan de kleiput grenst op te nemen als natuurgebied;

Overwegende dat de omtrek van het Natura 2000-gebied iets groter is dan de omtrek van de kleiput in het zuiden en westen hiervan (ongeveer 90 are); dat deze zones zijn opgenomen als beheerseenheid 11 'cultuurgrond en antropogene elementen'; dat in het milieueffectrapport wordt opgemerkt dat het hier inderdaad om cultuurgrond gaat; dat het derhalve noodzakelijk is dit gebied op te nemen als landbouwgebied overeenkomstig de feitelijke toestand en net als de omliggende cultuurgrond; dat hierdoor ook de grenzen van het natuurgebied kunnen worden vastgesteld ten opzichte van gemakkelijk herkenbare elementen, namelijk de Eau Blanche in het noordoosten en, voor de rest van de omtrek, de grens van het beboste gebied dat overeenkomt met de vroegere kleiput zoals aangegeven op de NGI-kaart;

Overwegende dat alle goederen opgenomen binnen een Natura 2000-gebied genieten van de bescherming die voortvloeit uit de wetgeving op natuurbehoud ongeacht hun bestemming op het gewestplan; dat bijgevolg geen enkele landbouwactiviteit binnen deze beheerseenheid voorzien is; dat het dus nodig is deze op te nemen als landbouwgebied;

Overwegende dat wat de samenhang met de aangrenzende projecten, met name de opwaardering tot autosnelweg van de N5, de uitbreiding van de RAVeL (lijn 156) naar het centrum en het station van Mariembourg en, op langere termijn, de mogelijke reactivering van een spoorlijn om de steengroeve van Frasnes in het zuidwesten te bedienen en wat de uitvoering van het ontwerp betreft, de beleidsgroep 'Leefmilieu' het volgende aangeeft;

"De beleidsgroep benadrukt deze elementen en vraagt om hiermee rekening te houden bij de toekomstige verwezenlijking van de aangrenzende projecten, met name:

- voldoende ruimte voorzien ter hoogte van de RAVeL zodat de mogelijke reactivering van de spoorlijn (op lange termijn) niet gehinderd wordt, met behoud van de aanwezige elementen van het ecologische netwerk;

- een kunstwerk voor de oversteek van de N5 voorzien dat groot genoeg is, rekening houdend met de opwaardering tot autosnelweg zodat de passage van de toekomstige RAVeL en spoorlijn mogelijk wordt;

- een doorgang verzekeren voor de zachte weggebruikers en de fauna (oversteek van de RAVeL en van de toekomstige spoorlijn, oversteek van de N5). Ter herinnering: de vallei van de Eau Blanche, met uitzondering van het deel dat geïntegreerd wordt binnen het Natura 2000-netwerk (ten westen van de omtrek van de herziening), maakt deel uit van de ecologische doorgangsgebieden (kalkgraslanden en aanverwante milieus) die op regionale schaal geïdentificeerd werden in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Verscheidene aanbevelingen geformuleerd in het milieueffectenrapport hebben overigens betrekking op de uitvoering van het ontwerp; het is aan de aanvragers en bevoegde overheden en besturen om hierop te letten wanneer het moment daar is.

Wat het waterbeheer betreft, zijn een wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied alsook een modernisering van het zuiveringsstation van Mariembourg-Nismes noodzakelijk. Voor de beleidsgroep betreft dit een voorwaarde voor de komst van bedrijven op de site."

Overwegende dat de haalbaarheid om al deze elementen en de daaruit voortvloeiende beperkingen en kansen in aanmerking te nemen werd bestudeerd in het milieueffectenrapport; dat het gaat om belangrijke punten die het mogelijk maken duurzame mobiliteit, de bescherming van de biodiversiteit en een verantwoord waterbeheer te stimuleren; dat de Regering deze aanbevelingen steunt die in aanmerking genomen kunnen worden bij het bepalen van de erkenningsomtrek zoals voorzien bij het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en bij de afgifte van vergunningen;

Overwegende dat zowel de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ontwikkeling' als de beleidsgroep 'Leefmilieu' de hoge kwaliteit benadrukken van het milieueffectenrapport opgesteld door het bureau 'Pissart Architecture et Environnement';

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark Viroin-Hermeton geen advies heeft meegedeeld;

Motivering van de behoeften aan bedrijfsruimte ten opzichte van de beschikbaarheid binnen de bestaande bedrijfsruimtes en de her in te richten sites

Overwegende dat de gemeente Couvin deel uitmaakt van het arrondissement Philippeville en dat de gemeenten van dit arrondissement het referentiegebied van de aanvraag vormen;

Overwegende dat dit gebied drie bedrijfsparken omvat beheerd door het BEP, met name dat van Chastrès in Walcourt, dat van Frasnes in Couvin en dat van Mariembourg in Couvin, voor een totale oppervlakte van ongeveer 110 ha;

Overwegende dat het BEP in zijn aanvraagdossier vermeldde dat de totale beschikbaarheid binnen deze drie parken 2,55 ha bedroeg in 2014 en nog slechts 0,45 ha eind 2015;

Overwegende dat de door het bestuur bijgewerkte inventaris WalSpace aangeeft dat er geen beschikbaarheid meer is binnen deze drie parken;

Overwegende dat het BEP in zijn aanvraagdossier een inventaris heeft opgemaakt van alle terreinen die in het gewestplan werden opgenomen als bedrijfsruimte, met hun kenmerken en bezettingsgraad;

Overwegende dat het BEP in het huidige gewestplan 43 bedrijfsruimtes heeft geteld die door iemand anders beheerd worden; dat 35 hiervan van zeer geringe omvang zijn (gemiddelde oppervlakte van 1,9 ha) en dat, zelfs indien er een zekere beschikbaarheid is, het derhalve gaat om kleine verspreide percelen die niet beheerd kunnen worden als een bedrijfsruimte;

Overwegende dat het BEP overigens aangeeft dat het merendeel van de bedrijfsruimtes groter dan 10 ha nagenoeg verzadigd is en dat diegene die dat niet zijn geconfronteerd worden met grote beperkingen zoals een moeilijke bereikbaarheid, de aanwezigheid van Natura 2000-gebieden of de opnemingsgebied;

Overwegende dat het milieueffectenrapport deze analyse heeft overgenomen, gecontroleerd en bevestigd; dat de Regering deze analyse van de behoeften heeft gevalideerd luidens haar besluit van 21 april 2022;

Overwegende dat het milieueffectenrapport aangeeft dat er binnen het referentiegebied drie her in te richten sites zijn van meer dan 5 ha;

Overwegende dat de eerste site zich bevindt in Cerfontaine en nog steeds grotendeels gebruikt wordt (plezierluchtvaart, helikoptervluchten, ULM, zweefvliegtuigen, parachutespringen enz.); dat er momenteel geen enkele bereidheid is om deze bestemming te wijzigen; dat deze site overigens ver verwijderd is van de N5 terwijl de nabijheid tot deze belangrijke verkeersas net in het milieueffectenrapport erkend werd als een hoofdcriterium voor de ligging;

Overwegende dat de tweede site zich bevindt in Florennes en beperkingen ondervindt door zijn fysieke omgeving; dat deze zich bovendien bevindt in de nabijheid van een woonwijk ten noorden van Florennes; dat deze zich eveneens niet bevindt in de nabijheid van de N5;

Overwegende dat de derde site overeenstemt met een deel van de industriële bedrijfsruimte van Frasnes; dat deze site welgedelijk ligt langs de N5 maar dat deze reeds beheerd wordt door het BEP en geen beschikbaarheid meer vertoont;

Conclusie

Overwegende dat op grond van de adviezen uitgebracht door de gemeenteraad van Couvin, de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening' en de beleidsgroep 'Leefmilieu', en rekening houdend met de bezwaren uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek en de antwoorden die hierop geformuleerd worden door onderhavig besluit, de herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8) definitief aangenomen moet worden met het oog op de inschrijving van:

- een industriële bedrijfsruimte van 28,54 ha ten zuiden van de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het huidige gewestplan volgend op een landbouwgebied en vergezeld gaand van een bijkomend voorschrift dat de reservering van een ruimte oplegt voor de reactivering van de oude spoorlijn en dat de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge aangeeft;

- een gemengde bedrijfsruimte van 9,81 ha tussen het bedrijvenpark en het bos genaamd 'Petit Bois' volgend op een landbouwgebied van 8,62 ha en een industriële bedrijfsruimte van 1,19 ha en vergezeld gaand van een bijkomend voorschrift dat stelt dat kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking zich niet mogen vestigen in het gebied, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen en waarbij de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge aangegeven worden;

- een gemengde bedrijfsruimte van 1,49 ha, ten oosten van de N5, volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen langs de RN939 die het centrum van Mariembourg met het knooppunt van de N5 verbindt;

- een landbouwgebied van 34,23 ha en een natuurgebied van 3,11 ha volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen bekend als 'Terre du Roi', als planologische compensatie;

- op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes), tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5 in Mariembourg en uit hoofde van de planologische compensatie, in overeenstemming met het bijgevoegde plan;

Overwegende dat de milieuverklaring voorgeschreven bij artikel D.VIII.36 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling eveneens als bijlage gevoegd is bij dit besluit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8) met betrekking tot de opnemings van:

- een industriële bedrijfsruimte;
- twee gemengde bedrijfsruimtes;
- een landbouwgebied;
- een natuurgebied;

- op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes) wordt aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 2. De gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5 gaat vergezeld van een bijkomend voorschrift dat op het plan is gemerkt met het letterwoord ‘*S.89’ betreffende de specialisatie van de bestemming van het gebied en dat als volgt luidt:

“Kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking mogen zich in het gebied gemerkt *S.89 niet vestigen, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen.

De minimumbreedte van de verplichte afzonderingsomtrek of -marge bedraagt 8 meter langs de bosrand en 5 meter elders. Deze zal zo worden aangelegd en onderhouden dat zijn ecologische roeping gegarandeerd wordt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologische netwerk.”

Art. 3. De industriële bedrijfsruimte gaat vergezeld van een bijkomend voorschrift, dat op het plan is gemerkt met het letterwoord ‘*S.90’ betreffende de specialisatie van de bestemming van het gebied en dat als volgt luidt:

“Parallel met de RAVeL is een ruimte gereserveerd voor de reactivering van de oude spoorlijn die zich ten noorden van het gebied gemerkt *S.90 bevindt en die de steengroeve van Frasnes verbindt met de lijn Charleroi – Couvin.

De verplichte afzonderingsomtrek of -marge moet een minimumbreedte van 10 meter hebben. Deze zal zo worden aangelegd en onderhouden dat zijn ecologische roeping gegarandeerd wordt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologische netwerk.”

Art. 4. De minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2024.

Voor de Regering.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het IFAPME en de Kenniscentra,
W. BORSUS

Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre Président
 Le Ministre de l'Aménagement du territoire

Elio DI RUPO
 Willy BORSUS

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE PHILIPPEVILLE - COUVIN

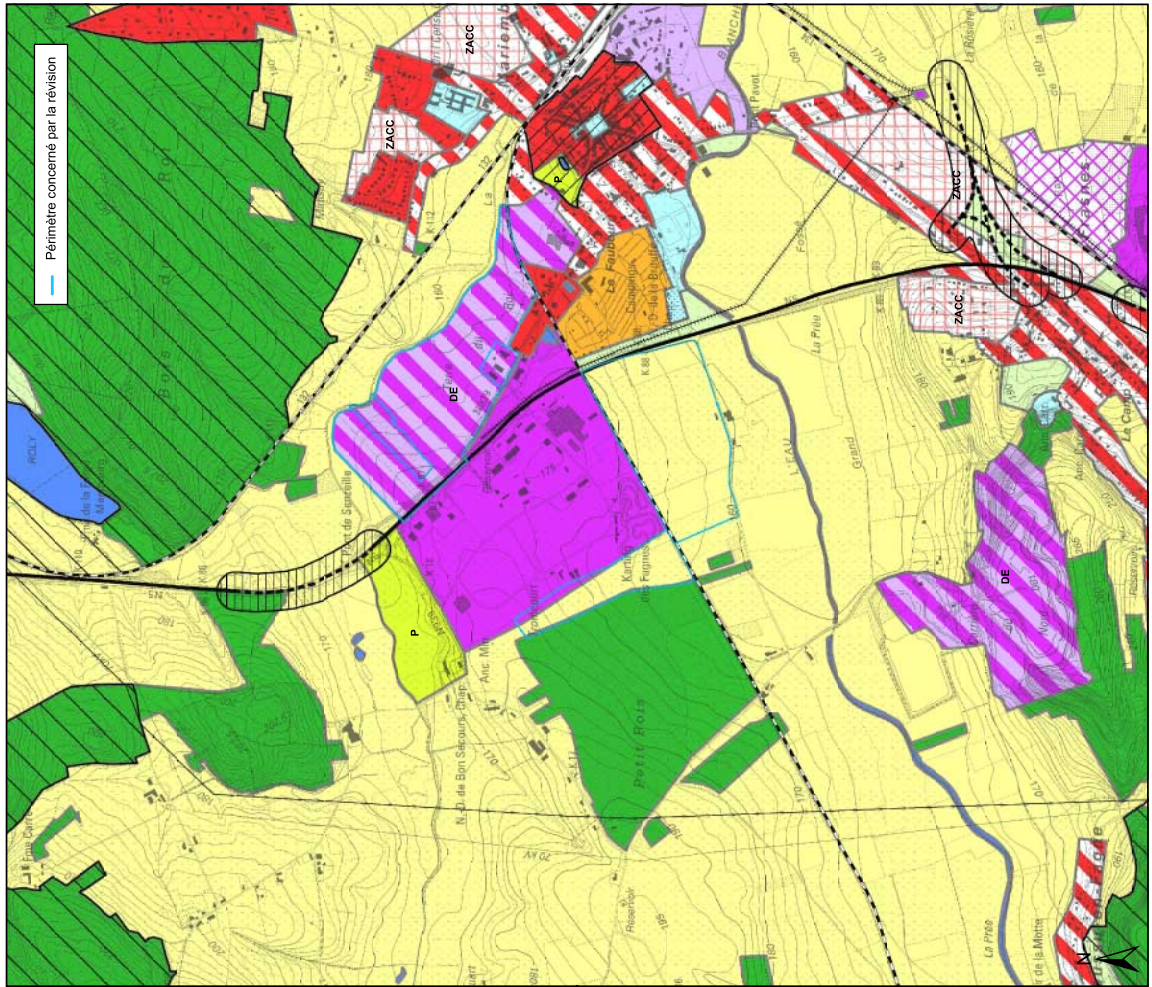
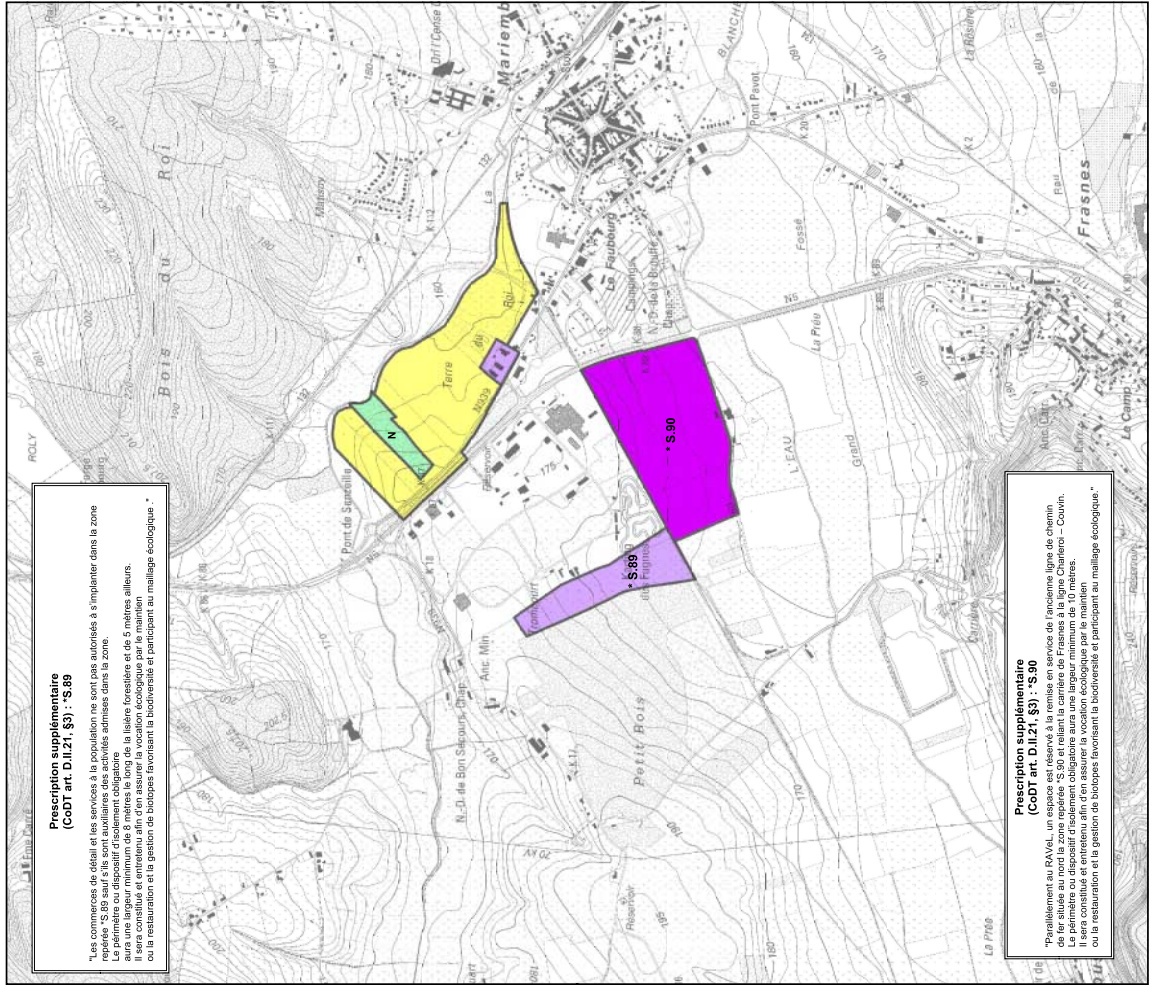
relative à l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle,
 de deux zones d'activité économique mixte, d'une zone agricole et d'une zone naturelle
 sur le territoire de la commune de COUVIN (Mariembourg et Frasnès)

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 TERRITOIRE LOGEMENT PATRIMOINE ENERGIE
 DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Wallonie
 territoire
 SPW

REVISION DU PLAN DE SECTEUR

PLAN DE SECTEUR adapté sur base des dispositions du CoDT: ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



Bijlage: Milieuverklaring

Milieuverklaring voor de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8) met het oog op de opneming van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes, tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5, evenals van een landbouwgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes)

Inleiding

Deze milieuverklaring is vereist op grond van artikel D.VIII.36 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Deze milieuverklaring hoort bij het besluit van de Waalse Regering tot de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8) met het oog op de opneming van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes, tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5, evenals van een landbouwgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes).

Ze wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt en is toegankelijk via de website van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de Waalse Overheidsdienst (SPW) Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie.

Deze milieuverklaring geeft een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen zijn opgenomen in het plan en waarop het milieueffectenrapport, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging zijn genomen, evenals de redenen voor de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdende met de andere redelijke oplossingen die in overweging zijn genomen.

Het antwoord op de bezwaren en opmerkingen geformuleerd tijdens het openbaar onderzoek komt uitvoerig aan bod in het Waalse besluit dat de herziening van het plan definitief aanneemt.

I. Voorwerp van de herziening van het gewestplan

De aanvraag tot herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin werd in maart 2016 ingediend door het Bureau économique de la province de Namur (BEP).

Ze beoogt de uitbreiding van de bedrijfsruimte van Mariembourg gelegen langs de N5 en verzoekt om de opneming van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes alsook van de vereiste planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes).

Het doel is om het zuiden van het economische deelgebied Philippeville te versterken door gebruik te maken van de mogelijkheden die de N5 als belangrijke verkeersas te bieden heeft.

De lopende aanpassing van de N5 tot autosnelwegniveau zal het mogelijk maken Charleroi te verbinden met Charleville-Mézières en om het zuiden van L'Entre-Sambre-et-Meuse gunstig te positioneren binnen de as die Brussel met Reims verbindt, waardoor de ontwikkeling van nieuwe economische activiteiten mogelijk is binnen een regio die heel landelijk is en een rijk industrieel verleden heeft.

Rekening houdend met de adviezen en conclusies van het milieueffectenrapport werden tijdens de procedure tot herziening van het gewestplan meerdere wijzigingen aangebracht aan de initiële aanvraag.

Het besluit tot definitieve aanneming van het plan heeft betrekking op de opneming van:

- een industriële bedrijfsruimte van 28,54 ha ten zuiden van de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het huidige gewestplan volgend op een landbouwgebied en vergezeld gaand van een voorschrift dat de reservering van een ruimte oplegt voor de reactivering van de oude spoorlijn en dat de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge aangeeft;
- een gemengde bedrijfsruimte van 9,81 ha tussen het bedrijvenpark en het bos genaamd 'Petit Bois' volgend op een landbouwgebied van 8,62 ha en een industriële bedrijfsruimte van 1,19 ha en vergezeld gaand van een bijkomend voorschrift over de specialisatie van de bestemming dat stelt dat kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking zich niet mogen vestigen in het gebied, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen en waarbij de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge aangegeven worden;
- een gemengde bedrijfsruimte van 1,49 ha, ten oosten van de N5, volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen langs de RN939 die het centrum van Mariembourg met het knooppunt van de N5 verbindt (secundaire omtrek);
- een landbouwgebied van 34,23 ha en een natuurgebied van 3,11 ha, volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen bekend als 'Terre du Roi', uit hoofde van de planologische compensatie;

op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes), tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5 in Mariembourg en uit hoofde van de planologische compensatie, in overeenstemming met het plan gevoegd bij het besluit.

II. Chronologie van de procedure tot herziening van het gewestplan

Informatievergadering, advies van de gemeenteraad en indiening van de aanvraag

De aanvraag maakte het voorwerp uit van een voorafgaande bekendmaking aan het publiek overeenkomstig artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek I van het Milieuwetboek. De openbare informatievergadering vond plaats op 27 januari 2016. Vier personen hebben mondelinge opmerkingen geformuleerd en zeven brieven met op- of aanmerkingen werden verzonden naar de gemeente, waarbij één brief ondertekend werd door 12 personen.

De gemeenteraad van Couvin heeft een gunstig advies uitgebracht op 26 november 2015.

Op 16 maart 2016 richtte het Bureau économique de la province de Namur zich tot de Waalse Regering met een aanvraag tot herziening van het gewestplan met het oog op de uitbreiding van de bedrijfsruimte van Mariembourg.

Besluit van 16 juni 2016: voorontwerpplan

Bij besluit van 16 juni 2016 heeft de Waalse Regering besloten de bladen 57/4 en 57/8 van het gewestplan Philippeville-Couvin te herzien en het voorontwerpplan aan te nemen met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes alsook de bijbehorende planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg en Frasnes) tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5 in Mariembourg. Bij datzelfde besluit heeft de Waalse Regering besloten een milieueffectenonderzoek te laten uitvoeren en heeft zij de ontwerpinhoud ervan vastgelegd.

Rekening houdend met hun bevoegdheden en de kenmerken van de plaatsen van uitvoering werden de SPW Mobilité et Infrastructures (SPW-MI), de SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (SPW-ARNE), de SPW Economie, Emploi et Recherche (SPW-EER) en de gemachtigde ambtenaar om advies gevraagd. Enkel de gemachtigde ambtenaar en de SPW-MI hebben een advies uitgebracht, respectievelijk op 11 juli 2016 en 14 juli 2016. Rekening houdend met de rappel, ingediend op 20 mei 2016 door het BEP, heeft de Waalse Regering een beslissing genomen voor de ontvangst van deze adviezen. De adviezen werden echter bezorgd aan de auteur van het effectenonderzoek van het plan.

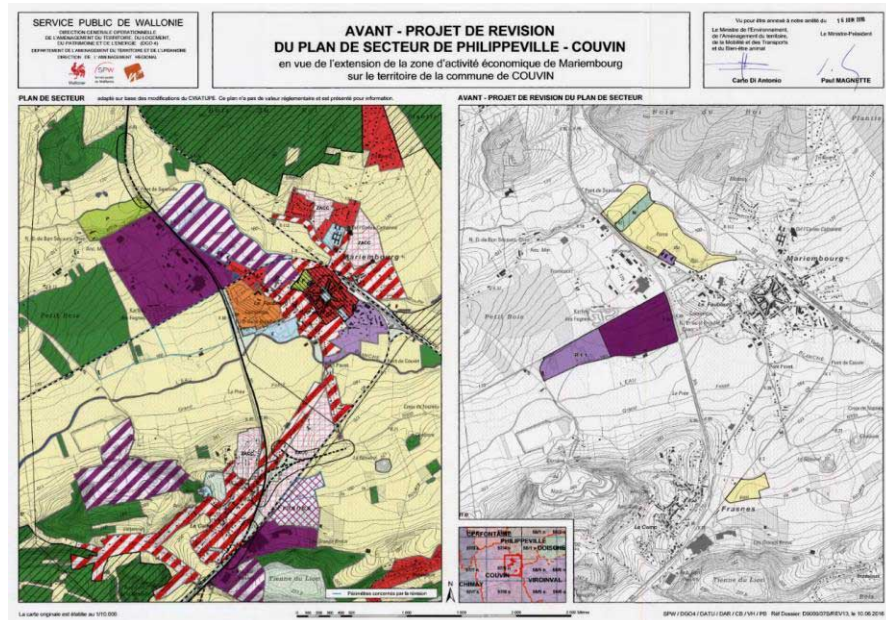
Het besluit van 16 juni 2016 beoogde de opnemings van:

- een industriële bedrijfsruimte van 25,6 ha;
- een gemengde bedrijfsruimte van 13,9 ha vergezeld gaand van het bijkomende voorschrift gemerkt met het letterwoord '*R.1.1' dat als volgt luidt: "*Kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking mogen zich in het gebied gemerkt *R.1.1 niet vestigen, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen.*";
- een gemengde bedrijfsruimte van 1,2 ha;

en uit hoofde van de planologische compensatie:

- twee landbouwgebieden;
- een natuurgebied;

in overeenstemming met het hierna opgenomen plan.



Besluit van 10 november 2016: vastlegging van de definitieve inhoud van het effectenonderzoek van het plan

Diverse instanties werden gevraagd om advies over de ontwerpinhoud van het effectenonderzoek van het plan, met name de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ontwikkeling’ (destijds bekend als de ‘Commission régionale d’Aménagement du Territoire’), de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ (destijds bekend als de ‘Conseil wallon de l’Environnement pour le Développement durable’), de SPW-ARNE en de SPW-EER. Deze instanties hebben hun advies uitgebracht op respectievelijk 9 september 2016, 15 juli 2016, 22 augustus 2016 en 19 september 2016.

Op grond hiervan werd de definitieve inhoud van het milieueffectenonderzoek definitief aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016.

Toepassing van de overgangsmaatregelen naar aanleiding van de inwerkingtreding van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

De procedure waaraan de herziening van het gewestplan in de eerste plaats onderworpen was, was diegene voorzien bij artikelen 42bis tot 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

Sinds de inwerkingtreding van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling op 1 juni 2017 wordt deze procedure echter beheerst door diens artikelen D.II.48, D.II.49, D.II.50, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.14 en 15, D.VIII.17 tot 20, D.VIII.30, D.VIII.35 en D.VIII.36.

Derhalve maakt het voorontwerp van het gewestplan aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 het voorwerp uit van de overgangsmaatregelen bepaald bij artikel D.II.65, § 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling waarbij de beslissing tot herziening, de voorlopige aanneming van het gewestplan, de voorlopige aanneming van de compensaties en het basisdossier in de zin van artikelen D.II.44 en D.II.48, § 5 geldt. Op grond van hetzelfde artikel werd het milieueffectenonderzoek lopende op 1 juni 2017 voortgezet en vormde deze bij

voltooiing het milieueffectenrapport zonder dat de inhoud van dit beoordelingsdocument werd gewijzigd.

Opmaken van het milieueffectenrapport

Op 6 december 2016 heeft de aanvrager het studiebureau ‘Pissart Architecture et Environnement’ de opdracht gegeven het milieueffectenonderzoek uit te voeren en heeft hij de minister hiervan op 9 december 2016 in kennis gesteld. Deze auteur van het project, naar behoren goedgekeurd, werd niet aangevochten.

De beleidsgroep ‘Leefmilieu’ en de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ontwikkeling’ werden regelmatig op de hoogte gebracht van de voortgang van de voorafgaande analyses en de opmaak van het milieueffectenrapport. Zij hebben opmerkingen geformuleerd en suggesties gedaan op respectievelijk 13 oktober en 14 november 2017 over fase I en op 26 en 28 juni 2019 over de gewijzigde fase I en over fase II.

De gemeenteraad van Couvin heeft overigens geen gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit opgericht.

Na enkele kleine correcties en aanvullingen en na de opmaak van de niet-technische samenvatting werd de definitieve versie op 27 mei 2021 ingediend bij de minister van Ruimtelijke Ordening.

Het milieueffectenrapport heeft de behoefte aan en de keuze voor de opnemingsruimte van de bedrijfsruimtes tot uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5 in Mariembourg bevestigd, maar stelt ook meerdere alternatieve afbakeningen voor en bevat diverse aanbevelingen.

Besluit van 21 april 2022: ontwerpplan aangenomen in toepassing van artikel D.II.49, §3

Op grond van het milieueffectenrapport en de aanbevelingen van de beleidsgroepen heeft de Waalse Regering op 21 april 2022 een nieuw ontwerpplan aangenomen in toepassing van artikel D.II.49, §3.

De voornaamste wijziging heeft betrekking op de opnemingsruimte van de gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5. Het besluit heeft dit gebied tussen de industriële bedrijfsruimte, die is opgenomen in het huidige gewestplan, en ‘Petit Bois’ opgenomen in de plaats van het gebied ten zuiden van ‘Petit Bois’. Deze alternatieve afbakening werd weerhouden om het zuiden van ‘Petit Bois’, dat kwetsbare natuurlijke habitats omvat, te beschermen tegen verstedelijking.

Het bijkomende voorschrift vergezeld gaand bij de gemengde bedrijfsruimte gelegen ten westen van de N5 werd bovendien aangevuld om de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge te definiëren. Een bijkomend voorschrift werd ook gevoegd bij de industriële bedrijfsruimte zodat de reservering van een ruimte voorzien wordt voor de reactivering van de oude spoorlijn en de kenmerken van de afzonderingsomtrek of -marge gedefinieerd worden.

Tot slot werden enkele rechtzettingen doorgevoerd aan de grenzen van de gebieden en werd de compensatie gelegen binnen het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan overleg te Frasnes, dat in onbruik geraakte, geschrapt.

Het ontwerpplan aangenomen op 21 april 2022 beoogt derhalve de opnemings van:

- een industriële bedrijfsruimte van 28,54 ha ten zuiden van de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het huidige gewestplan volgend op een landbouwgebied en vergezeld gaand van het volgende voorschrift:

*“Parallel met de RAVeL is een ruimte gereserveerd voor de reactivering van de oude spoorlijn die zich ten noorden van het gebied gemerkt *S.90 bevindt en die de steengroeve van Frasnes verbindt met de lijn Charleroi – Couvin.”*

De verplichte afzonderingsomtrek of -marge moet een minimumbreedte van 10 meter hebben. Deze zal zo worden aangelegd en onderhouden dat diens ecologische roeping gegarandeerd wordt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologische netwerk.”

- een gemengde bedrijfsruimte van 9,81 ha tussen het bedrijvenpark en het bos genaamd ‘Petit Bois’, volgend op een landbouwgebied van 8,62 ha en een industriële bedrijfsruimte van 1,19 ha en vergezeld gaand van het volgende bijkomende voorschrift:

*“Kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking mogen zich in het gebied gemerkt *S.89 niet vestigen, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen.*

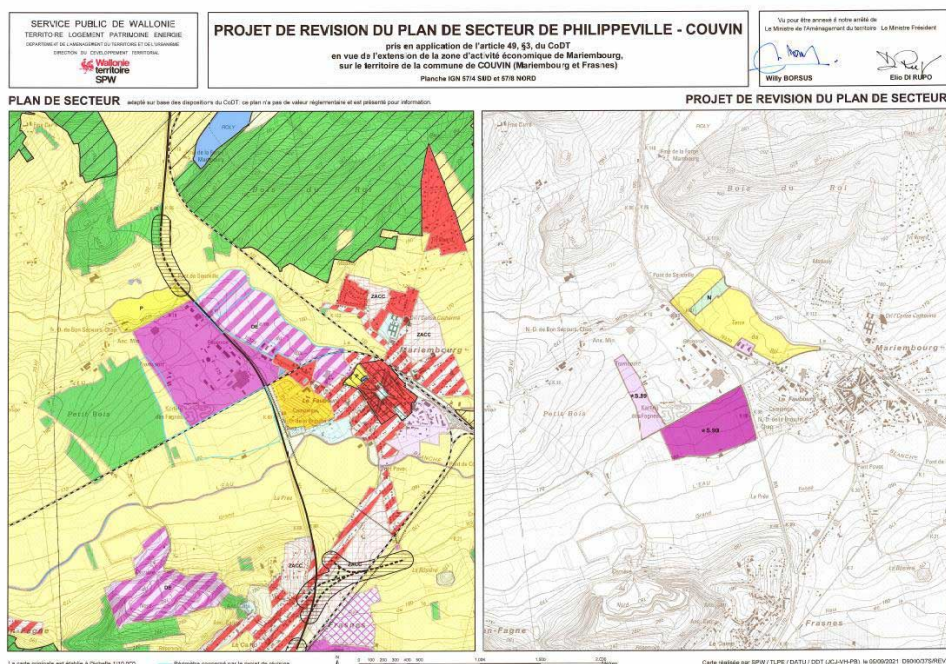
De minimumbreedte van de verplichte afzonderingsomtrek of -marge bedraagt 8 meter langs de bosrand en 5 meter elders. Deze zal zo worden aangelegd en onderhouden dat diens ecologische roeping gegarandeerd wordt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologische netwerk.”

- een gemengde bedrijfsruimte van 1,49 ha volgend op een gebied van aanhorigheden van ontginningen langs de RN939 die het centrum van Mariembourg met het knooppunt van de N5 verbindt;

en uit hoofde van de planologische compensatie:

- een landbouwgebied van 34,23 ha bekend als ‘Terre du Roi’;
- een natuurgebied van 3,11 ha bekend als ‘Terre du Roi’;

in overeenstemming met het hierna opgenomen plan.



Openbaar onderzoek en advies na onderzoek

Het ontwerp tot herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin aangenomen op 21 april 2022 werd van 1 september 2022 tot 17 oktober 2022 onderworpen aan een openbaar onderzoek in de gemeente Couvin.

Het openbaar onderzoek leidde tot vier brieven of mails met bezwaren of opmerkingen. Het gaat om drie brieven of mails afkomstig van particulieren en om een petitie met veertig handtekeningen afkomstig van een vereniging. De bezwaren en de manier waarop deze in overweging zijn genomen worden uitvoerig beschreven in het ministerieel besluit waaraan de milieuverklaring gehecht is.

De gemeenteraad van Couvin heeft tijdens de zitting van 24 november 2022 een gunstig advies uitgebracht over het ontwerpplan. Dit advies werd bezorgd op 28 november 2022 oftewel binnen de vereiste termijn rekening houdend met het feit dat het openbaar onderzoek werd afgesloten op 17 oktober 2022.

De beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ontwikkeling’, de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ en de beheerscommissie van het natuurpark Viroin-Hermeton werden om advies gevraagd op respectievelijk 6 december 2022 voor de beleidsgroepen en 22 december 2022 voor de beheerscommissie van het natuurpark.

De beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ontwikkeling’ heeft op 27 januari 2023 een advies uitgebracht dat op 30 januari 2023 oftewel binnen de vereiste termijn bezorgd werd. Het advies is gunstig en wordt vergezeld van opmerkingen en aanbevelingen.

De beleidsgroep ‘Leefmilieu’ heeft op 25 januari 2023 een advies uitgebracht dat diezelfde dag nog oftewel binnen de vereiste termijn bezorgd werd. Dit advies is gunstig wat de opnemings van de industriële bedrijfsruimte en de gemengde bedrijfsruimte ten oosten van de N5 betreft, is gunstig onder voorwaarden wat de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5 betreft, is gunstig wat de opnemings van het landbouwgebied en natuurgebied als compensatie betreft maar is negatief wat betreft de afbakening van dit natuurgebied. Het advies wordt vergezeld van opmerkingen en aanbevelingen.

De beheerscommissie van het natuurpark Viroin-Hermeton heeft geen advies meegedeeld.

De adviezen van de beleidsgroepen en de manier waarop deze in overweging zijn genomen worden uitvoerig beschreven in het ministerieel besluit waaraan de milieuverklaring gehecht is.

Definitieve aanneming

Het besluit van de Waalse Regering, gevoegd bij deze milieuverklaring en dat de herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (bladen 57/4 en 57/8) definitief aanneemt, heeft betrekking op dezelfde omtrek en dezelfde bestemmingen dan diegene die zijn aangenomen op 21 april 2022.

III. Milieuoverwegingen

In het milieueffectenrapport is diepgaand onderzoek verricht naar het ontwerpplan, de opmerkingen van het publiek geuit tijdens de voorafgaande informatievergadering en de adviezen uitgebracht over de aanvraag tot herziening.

In haar advies van 27 januari 2023 geeft de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ aan dat wat de kwaliteit van het milieueffectenrapport betreft, deze de nodige elementen aanlevert om tot een besluit te komen. De beleidsgroep wil tevens met nadruk wijzen op de zeer goede kwaliteit hiervan.

In haar advies van 25 januari 2023 oordeelt de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ dat het milieueffectenrapport voldoet aan artikel D.VIII.33, §3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en dat dit rapport van goede kwaliteit is. Ze benadrukt dat ze alle noodzakelijke elementen uitvoerig bestudeert.

Op basis van deze twee adviezen bestaat er bijgevolg geen aanleiding om de volledigheid en kwaliteit van het milieueffectenrapport ter discussie te stellen.

De aanbevelingen geformuleerd in het rapport werden in aanmerking genomen voor zover zij vallen onder de inhoud van het gewestplan zoals bepaald bij artikel D.II.21 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Er werd gekozen voor een van de afbakeningsvarianten die voorgesteld werden.

De verschillende luiken van de milieubeoordeling worden hierna vermeld.

1. Relevante aspecten van de sociaaleconomische toestand

De gemeente Couvin bevindt zich in het zuiden van het arrondissement Philippeville, nabij de grens met Frankrijk. Dit arrondissement heeft een bruto binnenlands product per inwoner en een percentage opstartende ondernemingen die heel laag zijn en duidelijk onder de gemiddelden liggen van de andere arrondissementen binnen de provincie, alsook onder de regionale en nationale gemiddelden. De werkgelegenheids- en arbeidsparticipatiecijfers zijn hier het laagst van de hele provincie Namen en het werkloosheidspercentage is hier het hoogst. Het inkomen per inwoner is duidelijk veel lager in de zuidelijke gemeenten van het arrondissement Philippeville. In het geval van Couvin is de situatie bijzonder ongunstig.

Hoewel Couvin landelijk is, heeft deze gemeente een lange industriële geschiedenis. De belangrijkste activiteitensectoren die Couvin naamsbekendheid gaven zoals de metaalgieterij en de productie van kachels en vooral tennisrackets zijn vandaag verdwenen.

Niettemin beschikt de lokale economie over een aantal troeven en blijven bepaalde sectoren dynamisch.

De gemeente wordt van noord naar zuid immers doorkruist door de N5 die een belangrijke verkeersas vormt en de verbinding mogelijk maakt tussen Charleroi en Charleville-Mézières. De N5 is voorbestemd om een belangrijke Europese weg te vormen die Brussel verbindt met Reims, wat met name zal bijdragen aan de ontsluiting van de gemeenten die de weg doorkruist waaronder de gemeente Couvin.

De grote investeringen die gedaan worden om deze as op te waarderen tot autosnelwegniveau moeten gebruikt worden om de economische voordelen voor het gewest te maximaliseren.

De bedrijfsruimte van Mariembourg gelegen langs de N5 heeft zich ontwikkeld en doet de hoop ontstaan op een industriële opleving van het zuidwestelijke deel van de provincie Namen, met name binnen de nijverheid en de bouw.

In de eerste fase van het milieueffectenrapport worden alle relevante aspecten van de sociaaleconomische toestand van het economische deelgebied Philippeville geanalyseerd en daaruit blijkt dat er behoefte bestaat aan industriële en gemengde bedrijfsruimtes en dat het beschikbare aanbod aan terreinen die voor economische bedrijvigheid bestemd kunnen worden zwak is. Hieruit wordt geconcludeerd dat het ontwerpplan beantwoordt aan de behoeften van de gemeenschap, met name het scheppen van werkgelegenheid.

Vervolgens heeft het milieueffectenrapport een lijst met locatiecriteria voor de geplande economische ontwikkeling opgesteld op basis van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, het besluit tot aanneming van het ontwerpplan, het besluit tot vaststelling van de inhoud van het milieueffectenrapport, een onderzoeksnota van de permanente conferentie van de ruimtelijke ontwikkeling over de optimale locatiecriteria voor nieuwe activiteiten en lokale documenten en projecten.

De toepassing van deze criteria heeft ertoe geleid dat de auteur het beginsel heeft gevalideerd dat nieuwe bedrijfsruimtes in de nabijheid van de N5 moeten worden aangelegd, met name gezien de mogelijkheden die de geleidelijke opwaardering tot autosnelwegniveau biedt.

Het milieueffectenrapport heeft geen alternatieve locatie aangegeven die beter of even goed beantwoordt aan de criteria vastgesteld in het ontwerpplan. De locatie van de nieuwe bedrijfsruimte ten westen van de N5 wordt derhalve gevalideerd als zuidelijke en zuidwestelijke uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte in Mariembourg die is opgenomen in het huidige gewestplan.

De uitbreiding van de bedrijfsruimte die in het huidige gewestplan is opgenomen zal het mogelijk maken de uitrusting rendabel te maken, synergieën tussen bestaande en toekomstige bedrijven tot stand te brengen en tegemoet te komen aan de behoeften van bedrijven die van plan zijn hun activiteiten op het terrein uit te breiden.

De combinatie van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte zal het mogelijk maken een brede waaier aan bedrijven aan te trekken die uiteenlopende banen kunnen aanbieden.

2. **Biodiversiteit – Fauna en flora**

In het milieueffectenrapport wordt opgemerkt dat de gemengde bedrijfsruimte opgenomen bij het besluit van 16 juni 2016 gelegen was binnen zeer kwetsbare gebieden vanuit het oogpunt van natuurbehoud.

Vanuit het oogpunt van het behoud van de wilde fauna en flora wordt met name opgemerkt:

- dat beschermde soorten en tamelijk kwetsbare tot zeer kwetsbare natuurlijke habitats aanwezig zijn binnen de grenzen van de voorgestelde gemengde bedrijfsruimte, met name:
 - aan de westkant beschermde, bedreigde of tot het erfgoed behorende dieren en plantensoorten, zoals de verwaarloosde orchis (*Dactylorhiza praetermissa*), de gladde slang (*Coronella austriaca*), de muurhagedis (*Podarcis muralis*) alsook de rugstreepad (*Bufo calamita*) en de vroedmeesterpad (*Alytes obstetricans*), op een historisch kunstmatig terrein;
 - in het centrale gedeelte, een mozaïek van natuurlijke habitats, waaronder met name een wilgenbosje en een megaphorbia op de plaats van een voormalige kleiput, die een milieu vormen dat van bijzonder belang is voor amfibieën, avifauna en entomofauna;
- dat de inventarisaties en waarnemingen van het Departement Natuur en Bos van de Waalse Overheidsdienst reeds hadden aangetoond dat deze twee gebieden een zeker biologisch belang hebben en potentieel voor de ontwikkeling van de biodiversiteit;
- dat hun ligging in de vallei van de Eau Blanche en hun verbinding met het Natura 2000-netwerk, via de verlaten spoorlijn, hun belang versterken voor de totstandbrenging van lokale en regionale ecologische netwerken;

Dit is de reden waarom het besluit van de Waalse Regering gevoegd bij deze milieuverklaring dit gebied heeft uitgesloten uit de omtrek van de herziening van het gewestplan en de nieuwe gemengde bedrijfsruimte tussen de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het huidige gewestplan en 'Petit Bois' heeft opgenomen ten koste van landbouwgrond die arm is qua biodiversiteit.

Bovendien beveelt het milieueffectenrapport aan om bijzondere aandacht te schenken aan de afzonderingsvoorzieningen die zo worden aangelegd en onderhouden dat hun ecologische roeping gegarandeerd wordt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologische netwerk. Het rapport legt ook de nadruk op de bescherming van de bestaande oude heggen binnen de nieuwe industriële bedrijfsruimte.

Artikel D.II.28 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling stelt dat bedrijfsruimtes een afzonderingsomtrek of -marge moeten omvatten. Maar er werd ook besloten om, middels bijkomend voorschrift, de kenmerken van deze voorzieningen vast te leggen zodat deze zijn aangepast aan de bijzonder rijke natuurlijke context in de omgeving van de site. Wat de gemengde bedrijfsruimte betreft, wordt verduidelijkt dat de verplichte afzonderingsomtrek of -marge een minimumbreedte van 8 meter moet hebben langs de bosrand en van 5 meter elders. Wat de industriële bedrijfsruimte betreft, moet de afzonderingsomtrek of -marge een minimumbreedte van 10 meter hebben. Deze afzonderingsvoorzieningen zullen zo

worden aangelegd en onderhouden dat hun ecologische roeping gegarandeerd wordt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologische netwerk.

Een goed milieubeheer van de bedrijfsruimtes van Mariembourg wordt verzekerd door het feit dat het Bureau économique de la Province de Namur op 22 mei 2015 samen met het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn minister van Natuur, een Handvest ‘Natuur toegelaten’ voor bedrijfsruimtes in de provincie Namen heeft ondertekend in het kader van het ‘Natuurnetwerk Wallonië’. Dit handvest heeft tot doel de mogelijkheden om wilde dieren te verwelkomen te vergroten waar mogelijk door elke actor op het terrein in het kader van zijn activiteiten te verbeteren.

Door de ondertekening van dit handvest verbindt het Bureau économique de la Province de Namur zich er met name toe de nieuwe bedrijfsruimtes zodanig te ontwerpen en te ontwikkelen dat de biodiversiteit wordt bevorderd, met name door de voorkeur te geven aan inheemse soorten, door vooraf overleg te plegen met het Departement Natuur en Bos (DNB), door de bestaande natuurlijke elementen van ecologisch belang te vrijwaren en, in geval van restimpact, door de mogelijkheden te onderzoeken om de natuurlijke habitats te herstellen.

Wat de bestaande bedrijfsparken betreft, zoals het park van Mariembourg, heeft het Bureau économique de la Province de Namur zich er met name toe verbonden de plaatselijke inheemse soorten te bevorderen en ontwikkelingen door te voeren ten gunste van de inheemse fauna en flora. De ruimtes bestemd voor de afzonderingsvoorzieningen kunnen spontaan gekoloniseerd worden door de soorten van groot belang die reeds aanwezig zijn in de onmiddellijke nabijheid van de site en hier bescherming zullen genieten door de beheersmethode toegepast door het BEP.

Binnen de industriële bedrijfsruimte zijn er heggen aanwezig met interessante kenmerken. Aangezien het merendeel van de bestaande heggen loodrecht zijn aangelegd op het tracé van de RAVeL zal de aanleg van een rationeel terrein, georganiseerd rond een efficiënt en samenhangend wegennet, het mogelijk maken het merendeel van de heggen te behouden en een efficiënte en aantrekkelijke bedrijfsruimte aan te leggen waarbij de habitats van de soorten zo veel mogelijk beschermd worden. De aandacht van de autoriteiten die bevoegd zijn voor de afgifte van de vergunningen en meer in het algemeen voor de uitvoering van het plan moet dus gevestigd worden op dit punt.

Bovendien zullen langs het tracé van de RAVeL afzonderingsvoorzieningen aangelegd worden op de plaats waar interessante milieus zijn geïdentificeerd. Deze voorzieningen worden ook aangelegd langs de gehele buitenrand van het bedrijvenpark. Interessante milieus voor de ontwikkeling van de plaatselijke fauna en flora zullen niet alleen behouden worden, maar ook gecreëerd worden waar zij thans niet bestaan. Dit zal bijdragen tot de totstandbrenging van een beter ecologisch netwerk. De aandacht van de autoriteiten die bevoegd zijn voor de afgifte van de vergunningen en meer in het algemeen voor de uitvoering van het plan moet dus gevestigd worden op dit punt.

Binnen deze afzonderingsvoorzieningen zouden inrichtingen geplaatst kunnen worden om het van de wegen afstromende water op te vangen, te temporiseren en te infiltreren in een netwerk van greppels en kleine infiltratiebekkens. Mits zij op de

juiste wijze worden aangelegd hebben deze voorzieningen het dubbele voordeel dat zij voor amfibieën gunstige vochtige gebieden creëren en het regenwater vasthouden om bij te dragen tot de bestrijding van de stroomafwaartse overstromingen.

Vanuit milieuoogpunt zou het bedrijvenpark van Mariembourg als voorbeeld kunnen dienen voor de rest van Wallonië.

Bovendien heeft het besluit van de Waalse Regering gevoegd bij deze milieuverklaring meerdere goederen op de site genaamd 'Terre du Roi' opgenomen als niet voor verstedelijking bestemde gebieden uit hoofde van de planologische compensatie. Op deze site bevindt zich een voormalige kleiput, opgenomen als Natura 2000-gebied. Deze neemt de vorm aan van een ondiepe langgerekte depressie waarvan de met wilgen en elzen begroeide bodem een reeks tijdelijke en permanente poelen van verschillende omvang bevat, die van groot biologisch belang zijn maar aan het dichtgroeien zijn. Het besluit van de Waalse Regering gevoegd bij deze verklaring heeft de voormalige kleiput en een deel van de alluviale kordon die hieraan grenst opgenomen als natuurgebied.

3. Landschap

Een bedrijvenpark, zeker wanneer het een industriële bedrijfsruimte betreft, zal van nature in meer of mindere mate een impact hebben op het landschap.

Vanuit dit oogpunt maakt de keuze om een bestaand bedrijvenpark uit te breiden het niettemin mogelijk om de impact op het landschap te beperken door een ongecontroleerde verstedelijking te voorkomen.

Bovendien maakt een configuratie afgestemd op de aanbevelingen van het milieueffectenrapport het geheel nog compacter, wat de impact op het landschap kleiner maakt.

De nieuwe bedrijfsruimtes zullen aan de westkant grotendeels verborgen gaan achter 'Petit Bois'.

Aan de oostkant loopt langs de N5 een brede bosrijke strook waardoor de stad Mariembourg geen rechtstreeks zicht heeft op de bedrijfsruimtes.

De uitbreiding vermijdt ook de horizon.

De uitbreidingen van het bedrijvenpark kunnen vanuit het zuiden en vanop de N5 echter wel van heel ver gezien worden. Om die reden worden afzonderingsvoorzieningen aangelegd die voldoende breed en bosrijk zijn om hun landschapsvormende rol te vervullen.

Wat de planologische compensatieomtrek betreft, zal de opneming van het gebied ten noorden van Mariembourg als niet voor verstedelijking bestemd gebied het mogelijk maken het open landschap en dus de vergezichten, met name naar de vallei van de Brouffe, te bewaren.

4. Land- en bosbouwactiviteiten

Het besluit van de Waalse Regering gevoegd bij deze verklaring heeft het grootste deel van de nieuwe bedrijfsruimtes oftewel 37,16 ha opgenomen ten koste van het landbouwgebied. Deze oppervlakte is kleiner dan vastgesteld in het ontwerpplan aangenomen op 16 juni 2016 dat toen 39,50 ha bedroeg. Niettemin heeft diens ligging een grotere impact op het getroffen landbouwbedrijf.

Geen enkel bosgebied is betrokken bij de herziening. Enkele voorstellen die de schrapping van bosgebied inhield werden afgewezen.

Wat de impact op de landbouwactiviteit betreft, mag niet gekeken worden naar elk bedrijf afzonderlijk, maar wel naar het totale verlies aan landbouwgrond. In dat opzicht werden de belangen afgewogen tussen de ontwikkeling van de Waalse landbouw en het scheppen van werkgelegenheid binnen andere economische sectoren door de ontwikkeling van het bedrijvenpark van Mariembourg. Het is de bedoeling de economische activiteit te stimuleren in het zuiden van het economische deelgebied Philippeville, het referentiegebied van het ontwerpplan, via de creatie van nieuwe gebieden bestemd voor deze functie die de schepping van gediversifieerde arbeidsplaatsen mogelijk maakt.

Het milieueffectenrapport heeft het beginsel gevalideerd dat nieuwe bedrijfsruimtes in de nabijheid van de N5 moeten worden aangelegd. Het rapport stelde ook alternatieve afbakeningen voor waaruit finaal één optie werd gekozen. De bedrijfsruimtes zullen worden opgenomen ten koste van het landbouwgebied.

Er wordt echter op gewezen dat wat de compensatie betreft overeenkomstig artikel D.II.45, §3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, het ontwerpplan voorziet in een planologische compensatie middels de opneming van 34,23 ha landbouwgebied, bekend als 'Terre du Roi', ten koste van het gebied van aanhorigheden van ontginningen ten oosten van de N5 in de onmiddellijke omgeving van het project. Derhalve zal de totale oppervlakte van de goederen opgenomen als landbouwgebied in Mariembourg afnemen met slechts 2,93 ha.

De terreinen, voorwerp van de planologische compensatie en door het ontwerpplan opgenomen als landbouwgebied ten koste van het gebied van aanhorigheden van ontginningen bekend als 'Terre du Roi', werden nooit ontgonnen en worden vandaag vrijwel uitsluitend gebruikt voor de landbouw.

De opneming van dit goed als landbouwgebied vormt niettemin een goede bescherming van de landbouwactiviteiten die hier uitgeoefend worden voor zover het gebied van aanhorigheden van ontginningen deel uitmaakt van de bedrijfsruimtes. Meer in het bijzonder zijn naast de ontginning het samenbrengen van inerte afvalstoffen alsook andere handelingen en werken voor een beperkte duur toegelaten in het gebied van aanhorigheden van ontginningen voor zover deze handelingen en werken de toekomstige exploitatie van de afzettingen niet in gevaar brengt.

Derhalve zal de opneming van deze 34,23 ha landbouwgebied dergelijk gebruik van de grond niet meer toelaten en zal het voortbestaan van de landbouwfunctie op de site verzekerd worden.

Wat de getroffen landbouwbedrijven betreft, bevat het milieueffectenrapport de volgende aanbevelingen:

- samen met de getroffen landbouwers zo snel mogelijk oplossingen zoeken om hun verlies aan oppervlakte te beperken (bv. regelingen treffen met uittredende landbouwers);
- faseringsmaatregelen invoeren zodat de getroffen landbouwers een deel van de terreinen binnen de omtrek kunnen blijven gebruiken.

Deze maatregelen vallen niet onder de herziening van het gewestplan maar wel onder de uitvoering ervan. Derhalve kunnen deze aanbevelingen in aanmerking genomen worden bij het bepalen van de erkenningsomtrek zoals bedoeld in het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en de eventuele onteigeningen die hiermee gepaard zullen gaan.

5. Luchtkwaliteit, klimaat en energie

Het milieueffectenrapport heeft, in het deel over de feitelijke toestand, een algeheel onderzoek uitgevoerd naar de verontreiniging die voortvloeit uit de activiteiten die reeds aanwezig zijn binnen de bestaande bedrijfsruimte in het huidige gewestplan, met name wat het lawaai betreft. De bestaande hinder zal niet toenemen door de geplande uitbreiding van de bedrijfsruimte (met uitzondering van het afvalwater waarvoor een verbetering is voorzien, zie punt 10).

De mogelijke impact van deze nieuwe bedrijfsruimtes werd uitvoerig onderzocht in het milieueffectenrapport, met name wat betreft de geluidsemisatie, de lozing van vaste stoffen, vloeistoffen, gassen, afvalwater en regenwater, het energieverbruik enz.

Het milieueffectenrapport wijst erop dat het in deze fase onmogelijk is de impact van de toekomstige bedrijven op het vlak van geluidsemisatie, de lozing van vaste, vloeibare of gasvormige stoffen of het energieverbruik in te schatten aangezien hun kenmerken nog niet bekend zijn.

Het rapport formuleert echter een aantal aanbevelingen om de mogelijke impact van de nieuwe bedrijfsruimtes en van de bedrijven die zich hier zullen vestigen te verminderen door begeleidende maatregelen voor te stellen en de goede praktijken inzake ontwikkeling te preciseren. Het rapport legt ook de nadruk op het belang van de afzonderingsvoorzieningen. Het compacte karakter van het uitgebreide bedrijvenpark zal het gezamenlijke gebruik van diverse oplossingen stimuleren die het mogelijk maken de luchtkwaliteit te verbeteren en energie te besparen. Het feit dat de site toegankelijk zal zijn via zachte vervoermiddelen draagt ook bij tot deze doelstelling.

6. Levenskwaliteit en menselijke gezondheid

De woongebieden het dichtst bij de uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte worden gelokaliseerd ten oosten van de hoofdomtrek, aan de andere kant van de N5 langs de Chaussée de Philippeville, op ongeveer 250 meter, dit wil zeggen op een afstand die vergelijkbaar is met die van de bestaande bedrijfsruimte. Het centrum van Mariembourg bevindt zich op iets minder dan een kilometer van de nieuwe industriële

bedrijfsruimte. Deze laatste bevindt zich dus iets dichter bij Mariembourg dan de bestaande industriële bedrijfsruimte. Het milieueffectenrapport wijst er echter op dat de N5, die wordt omringd door een bosrijke strook van 30 à 55 meter breed, een fysieke, visuele en auditieve barrière vormt tussen de omtrek van het ontwerpplan en de woongebieden van Mariembourg.

In het milieueffectenrapport werd de mogelijke impact van deze nieuwe ruimtes uitvoerig onderzocht, met name wat betreft de geluidsemissie, de lozing van vaste stoffen, vloeistoffen, gassen, afvalwater en regenwater, het energieverbruik enz.

Wat de reële impact van de toekomstige bedrijven betreft, merkt het rapport echter op dat het in deze fase onmogelijk is om de geluidsemissie, de lozing van vaste, vloeibare of gasvormige stoffen of het energieverbruik in te schatten aangezien hun kenmerken nog niet bekend zijn. Het rapport bevat derhalve een aantal aanbevelingen om de mogelijke impact van de nieuwe bedrijfsruimtes en van de bedrijven die zich hier zullen vestigen te verminderen door begeleidende maatregelen voor te stellen en de goede praktijken inzake ontwikkeling te preciseren.

In het kader van het bepalen van de erkenningsomtrek zoals voorzien bij het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken kunnen algemene aanvaardingscriteria voor toekomstige bedrijven volgens hun impact op de geluids- en geurhinder en de verontreiniging gedefinieerd worden zodat de levenskwaliteit van de burgers van Mariembourg verzekerd wordt.

Bijgevolg zal de vestiging van elk nieuw bedrijf onderworpen worden aan het verkrijgen van een vergunning dat voorafgegaan wordt door een milieubeoordeling (milieueffectenrapportering of milieueffectenonderzoek afhankelijk van de omvang van het project) en, voor de grote projecten, door een openbaar onderzoek. De autoriteit die de vergunningen afgeeft zal zich bijgevolg uitspreken over de aanvaardbaarheid van de activiteit binnen de nieuwe bedrijfsruimte rekening houdend met de lokale context.

De milieubeoordelingen van de vergunningen zullen onder andere bepalen welke verontreinigingen en geluids- en geurhinder verbonden zijn aan deze installaties en de enige vergunningen of milieuvergunningen zullen bijgevolg de exploitatienormen van deze vestigingen vastleggen (bijvoorbeeld de lozing van gastromen, de uren van activiteit enz.).

7. Bebouwde omgeving, patrimoniale omtrekken

Er zal geen rechtstreekse impact zijn op de bebouwde omgeving noch op de patrimoniale omtrekken van de agglomeratie Mariembourg rekening houdende dat de uitbreiding van het bedrijvenpark zich bevindt aan de andere kant van de N5 en dat een brede bosrijke strook langs deze weg loopt. De kleine gemengde bedrijfsruimte ten oosten van de N5 is reeds bebouwd.

Wat de uitbreiding van het bedrijvenpark betreft, zal het compacte en geïsoleerde geheel het mogelijk maken een bebouwde omgeving met een eigen karakter te creëren dat verzacht zal worden door een overvloed aan vegetatie in de vorm van heggen en bosstroken.

8. Mobiliteit – verkeersnetten

Het milieueffectenrapport heeft de aspecten met betrekking tot de mobiliteit uitvoerig bestudeerd, zowel wat het weg- en spoorverkeer (goederen en personen) als de zachte vervoermiddelen betreft.

Hieruit blijkt het belang van de N5 voor de locatie van het project en de vele voordelen die hieruit voortvloeien.

Vanuit een meer technisch oogpunt geeft het rapport aan dat de opheffing van het kruispunt tussen de Rue du Moulin de Tromcourt en de N5, dat is gepland in het kader van de aanpassing ervan tot autosnelwegniveau, een oplossing vereist voor de voertuigen die de geplande uitbreiding van het bedrijvenpark verlaten en in de richting van Couvin rijden, hetzij door de afrit aan de Rue du Moulin de Tromcourt te behouden, hetzij via de afrit aan de Rue Derrière la Brouffe. Het rapport analyseert elk scenario en toont aan dat het mogelijk zal zijn de toegang tot de uitbreidingen van het bedrijvenpark op een coherente en veilige manier te organiseren, welke variant ook gekozen wordt.

Het rapport toont het belang van de nabijheid van het RAVeL-tracé aan dat aangelegd zal worden, waardoor het gebied goed bereikbaar is met zachte vervoermiddelen, met name vanaf het station van Mariembourg.

Het milieueffectenrapport vermeldt ook dat de oude spoorlijn gereactiveerd kan worden om de steengroeve van Frasnes ten zuidwesten van de site te bedienen. Het project tot reactivering van de verlaten spoorlijn ten noorden van de geplande industriële bedrijfsruimte en diens tracé zijn opgenomen in het huidige gewestplan maar de reactivering zal de kruising van de N5 vereisen. Hoewel het project niet in de nabije toekomst gepland is, wenst de onderneming Carmeuse gebruik te maken van de verbredingswerken van de gewestweg om deze kruising voor te bereiden (plaatsing van een kaderbrug onder de weg van het bedrijvenpark en onder de N5).

Dit project beantwoordt aan de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling op middellange of lange termijn van Wallonië. Derhalve geeft een bijkomend voorschrift aan dat een ruimte gereserveerd moet worden ten noorden van de nieuwe industriële bedrijfsruimte, evenwijdig aan de RAVeL, die bestemd is voor de reactivering van de oude spoorlijn om de steengroeve van Frasnes te verbinden met de lijn Charleroi-Couvin.

De toegangs- en aansluitingspunten waarover het milieueffectenrapport meer specifieke aanbevelingen formuleert, zullen vastgelegd worden in het kader van het bepalen van de erkenningsomtrek zoals voorzien bij het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken en bij de afgifte van vergunningen.

9. Bodem en ondergrond

Het milieueffectenrapport heeft geen enkel bijzonder element geïdentificeerd met betrekking tot de ondergrond.

Wat de bodem betreft, geeft het rapport aan dat de verloren landbouwgrond van relatief goede kwaliteit is rekening houdend met de kenmerken van de Famenne. Ze liggen goed op het zuiden, zijn zacht glooiend, niet te vochtig en goed onderhouden vanuit agronomisch oogpunt.

De gronden opgenomen als ontginningsgebied op de site 'Terre du Roi' zijn min of meer van gelijkaardige kwaliteit.

10. Grond- en oppervlaktewater

Het milieueffectenrapport heeft geen enkel effect geïdentificeerd met betrekking tot het grondwater.

Wat het oppervlaktewater betreft, heeft het milieueffectenrapport echter het beheer van afvalwater en afstromend water zoals het nu is bij het bestaande bedrijvenpark en zoals het kan zijn bij de uitbreiding hiervan uitvoerig bestudeerd.

Momenteel wordt het afvalwater en het afstromende water van het westelijke deel van het bedrijvenpark van Mariembourg zonder enige voorafgaande behandeling in de Eau Blanche geloosd.

Tijdens de uitrusting van de nieuwe bedrijfsruimtes voorziet de INASEP in een aanvraag tot herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied zodat de volledige site wordt opgenomen onder het gemeenschappelijke saneringsstelsel. Hiertoe wordt een pompinstallatie voorzien in het centrum van de uitbreiding van het bedrijvenpark, ter hoogte van het toekomstige wegennet, en zal het afvalwater geleid worden naar het zuiveringsstation van Mariembourg.

Derhalve zal het afvalwater en het afstromende water van de uitbreiding van de bedrijfsruimte van Mariembourg gelegen ten westen van de N5 niet rechtstreeks geloosd worden in de Eau Blanche maar eerst nog gezuiverd worden. Bovendien zal de nieuwe pompinstallatie het mogelijk maken om ook het afvalwater van het westelijke deel van de bestaande bedrijfsruimte, dat momenteel rechtstreeks in de Eau Blanche geloosd wordt, te verwerken.

Bijgevolg zullen de voorziene oplossingen, vanuit het oogpunt van de zuivering van het water, niet enkel de zuivering van het afvalwater van de nieuwe bedrijfsruimtes mogelijk maken maar ook een verbetering van de situatie wat de bestaande bedrijfsruimte betreft.

11. Interacties tussen de verschillende factoren

Het milieueffectenrapport legt niet de nadruk op bijzondere interacties tussen de effecten die in deze milieuverklaring vernoemd worden.

IV. Andere overwogen redelijke oplossingen

Meerdere andere oplossingen werden overwogen, maar niet weerhouden.

Er was eerst het ontwerp aangenomen op 16 juni 2016. Dit werd niet weerhouden door zijn grote impact op het natuurlijke milieu, met name ter hoogte van de gemengde bedrijfsruimte ten westen van de N5. De motieven hiervoor werden hierboven toegelicht.

Vervolgens werd een keuze gemaakt op grond van de raadplegingen en de diverse alternatieven voorgesteld in het milieueffectenrapport. Niet alle voorstellen werden weerhouden want het was nodig een goede balans te behouden tussen de economische ontwikkeling, het behoud van de natuur en de bescherming van de landbouwfunctie zoals uitvoerig toegelicht hierboven en in het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het plan.

Een ander alternatief was om geen bijkomend voorschrift toe te voegen over de reactivering van de oude spoorlijn noch over de kenmerken van de afzonderingsvoorzieningen. Het nut van deze bijkomende voorschriften werd hierboven echter uitvoerig toegelicht net als in het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het plan.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203863]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance et à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.6, D.11, D.13, D.14, D.17, D.195, § 1^{er}, D.196 et D.197;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 relatif à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole;

Vu le rapport du 10 avril 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 2024;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 18 avril 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2024;

Vu l'avis 76.202/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'octroi d'aide encourageant le démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole constitue une aide d'Etat exemptée en application du règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne publié au Journal officiel de l'Union européenne le 21 décembre 2022, en particulier en application du chapitre 1^{er} et de l'article 19.